



SBÍRKA MEZINÁRODNÍCH SMLUV

ČESKÁ REPUBLIKA

Částka 56

Rozeslána dne 12. listopadu 2004

Cena Kč 85,-

O B S A H:

130. Sdělení Ministerstva zahraničních věcí, kterým se nahrazuje sdělení Ministerstva zahraničních věcí vyhlášené pod č. 26/2002 Sb. m. s., kterým se publikoval sjednocený text Mezinárodní úmluvy o spolupráci při zajišťování bezpečnosti letového provozu – Evropské organizace pro bezpečnost leteckého provozu (EUROCONTROL)
-

130

SDĚLENÍ

**Ministerstva zahraničních věcí, kterým se nahrazuje sdělení Ministerstva zahraničních věcí
vyhlášené pod č. 26/2002 Sb. m. s., kterým se publikoval sjednocený text
Mezinárodní úmluvy o spolupráci při zajišťování bezpečnosti letového provozu – Evropské organizace
pro bezpečnost leteckého provozu (EUROCONTROL)**

Ministerstvo zahraničních věcí sděluje, že dne 13. prosince 1960 byla v Bruselu přijata Mezinárodní úmluva o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“, doplněná a změněná:

Dodatkovým protokolem k Mezinárodní úmluvě o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace (EUROCONTROL), přijatým v Bruselu dne 6. července 1970,

Protokolem pozměňujícím Dodatkový protokol ze dne 6. července 1970 k Mezinárodní úmluvě o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“, přijatým v Bruselu dne 21. listopadu 1978

a

Protokolem měnícím Mezinárodní úmluvu o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“ z 13. prosince 1960, přijatým v Bruselu dne 12. února 1981.

S úmluvou i protokoly vyslovil souhlas Parlament České republiky. Listina o přístupu České republiky k Úmluvě, doplněné a změněné Protokoly, byla uložena u vlády Belgického království, depozitáře úmluvy a protokolů, dne 27. listopadu 1995.

Úmluva na základě svého článku 40 odst. 3 vstoupila v platnost dnem 1. března 1963.

Dodatkový protokol vstoupil v platnost na základě svého článku 7 odst. 3 dnem 1. srpna 1972.

Protokol pozměňující Dodatkový protokol vstoupil v platnost na základě svého článku 3 odst. 3 dnem 1. ledna 1981.

Protokol měnící Mezinárodní úmluvu vstoupil v platnost na základě svého článku XL odst. 3 dnem 1. ledna 1986.

Pro Českou republiku Mezinárodní úmluva ze dne 13. prosince 1960, doplněná a změněná Dodatkovým protokolem ze dne 6. července 1970 a protokoly ze dne 21. listopadu 1978 a 12. února 1981, vstoupila v platnost na základě článku 36 odst. 4 platného znění Úmluvy dnem 1. ledna 1996.

Francouzské znění textů Úmluvy a Protokolů a jejich překlad do českého jazyka se vyhláší současně.

CONVENTION INTERNATIONALE
de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne
« EUROCONTROL »

La République Fédérale d'Allemagne,
Le Royaume de Belgique,
La République Française,
Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
Le Grand-Duché de Luxembourg,
Le Royaume des Pays-Bas,

Considérant que la mise en service d'avions de transport à turbines et la généralisation de leur emploi sont susceptibles d'entraîner une modification profonde de l'organisation du contrôle de la circulation aérienne,

Considérant en effet que, sur le plan opérationnel, les matériels nouveaux se caractérisent :

- par des vitesses élevées,
- par la nécessité, pour des raisons d'économie d'exploitation, de pouvoir effectuer une montée rapide et ininterrompue jusqu'aux altitudes de meilleure utilisation et d'être maintenus à ces altitudes jusqu'à un point aussi proche que possible de leur destination,

Considérant que ces caractéristiques impliquent, outre une adaptation ou une réorganisation des méthodes et procédures de contrôle existantes, la création au-dessus d'un certain niveau de nouvelles Régions d'Information de Vol organisées, en tout ou en partie, en Régions de Contrôle,

Considérant que, compte tenu de la rapidité d'évolution des matériels en cause, le contrôle de la circulation aérienne à haute altitude ne peut plus se concevoir pour la plupart des pays européens dans le cadre des frontières nationales,

Considérant dès lors qu'il convient de créer un organisme international de contrôle exerçant son action sur des espaces aériens qui débordent les limites du territoire d'un Etat,

Considérant qu'en ce qui concerne l'espace aérien inférieur il peut y avoir intérêt, dans certains cas, à confier les services de la circulation aérienne sur une partie du territoire de l'une des Parties Contractantes à l'organisme international susvisé ou à une autre Partie Contractante,

Considérant d'autre part que l'internationalisation du contrôle postule l'adoption d'une politique commune et l'uniformisation des réglementations fondées sur les Normes et Pratiques recommandées de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.), en tenant compte des nécessités de la défense nationale,

Considérant par ailleurs qu'il est hautement souhaitable de coordonner l'action des Etats dans le domaine de la formation du personnel des services de la navigation aérienne et celui des études et recherches sur les problèmes de circulation aérienne,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article 1

1. Les Parties Contractantes conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de la navigation aérienne, et notamment d'organiser en commun les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien supérieur.
2. Elles instituent à cet effet une « Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne » (EUROCONTROL), ci-après dénommée « l'Organisation ». Celle-ci comporte deux organes :
 - une « Commission permanente pour la sécurité de la navigation aérienne », ci-après dénommée la « Commission »;
 - une « Agence des services de la circulation aérienne », ci-après dénommée « l'Agence », dont les Statuts sont annexés à la présente Convention.
3. Le siège de l'Organisation est fixé à Bruxelles.

Article 2

1. En ce qui concerne l'espace aérien inférieur et suivant les nécessités pratiques d'exploitation, l'une quelconque des Parties Contractantes peut demander à la Commission de décider que les services de la circulation aérienne pour tout ou partie de son espace aérien inférieur soient confiés à l'Organisation ou à une autre Partie Contractante.
2. Pour ce dernier cas, et par dérogation au paragraphe 2 de l'article 8 de la présente Convention, l'abstention d'une tierce Partie Contractante ne fait pas obstacle à la validité de la décision de la Commission.
3. Les dispositions du présent article relatives à la faculté pour l'une des Parties Contractantes de confier à une autre Partie Contractante les services de la circulation aérienne pour tout ou partie de son espace aérien inférieur ne doivent pas être interprétées comme limitant le droit des Parties Contractantes de conclure entre elles des accords bilatéraux relatifs au même objet.

Article 3

Au sens de la présente Convention l'expression « circulation aérienne » s'applique aux aéronefs civils, ainsi qu'aux aéronefs militaires, de douane et de police qui se conforment aux procédures de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (O.A.C.I.).

Article 4

L'Organisation a la personnalité juridique. Sur le territoire des Parties Contractantes elle possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens mobiliers ou immobiliers et ester en justice. Sauf dispositions contraires de la présente Convention ou des Statuts ci-annexés, elle est représentée par l'Agence, qui agit au nom de l'Organisation. L'Agence gère le patrimoine de l'Organisation.

Article 5

La Commission est composée de représentants des Parties Contractantes. Chaque Partie Contractante se fait représenter par deux délégués, mais ne dispose que d'une voix.

Article 6

1. La Commission a pour objet de promouvoir, en coopération avec les Autorités Militaires nationales, l'adoption de mesures ainsi que l'installation et la mise en œuvre de moyens propres :
 - à assurer la sécurité de la navigation aérienne,
 - à assurer un écoulement ordonné et rapide de la circulation aérienne.

dans des espaces définis relevant de la souveraineté des Parties Contractantes, ou pour lesquels les services de la circulation aérienne leur ont été confiés en vertu d'accords internationaux.

2. La Commission est chargée à cet effet :

- a) d'étudier, à partir des Normes et Pratiques recommandées de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale et compte tenu des nécessités de la défense nationale, l'uniformisation des réglementations nationales régissant la circulation aérienne et de l'action des services chargés d'en assurer la sécurité et de l'ordonner;
- b) de promouvoir la politique commune à suivre en matière d'aides radioélectriques, de télécommunications et d'équipements de bord correspondants, destinés à assurer la sécurité des aéronefs;
- c) de promouvoir et de coordonner les études en ce qui concerne les services et installations de navigation aérienne pour tenir compte de l'évolution technique et, s'il y a lieu, d'étudier les amendements aux Plans Régionaux de navigation aérienne à soumettre à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale;
- d) de déterminer en conformité avec les dispositions de l'article 38 de la présente Convention la configuration de l'espace aérien pour lequel les services de la circulation aérienne sont confiés à l'Agence;
d'exercer les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'article 2 de la présente Convention;
- e) de déterminer la politique à suivre par l'Agence en ce qui concerne la rémunération des services rendus aux usagers et, le cas échéant, d'approuver les tarifs et les conditions d'application des redevances établis par l'Agence;
- f) d'étudier les mesures propres à faciliter le financement des investissements nécessaires au fonctionnement de l'Agence ou plus généralement des services des Parties Contractantes qui concourent à la sécurité de la navigation aérienne;
- g) d'exercer un pouvoir de tutelle sur les activités de l'Agence en application de l'article 20 de la présente Convention, et des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 paragraphe 3 a), 14 paragraphe 2, 17 paragraphe 2, 23 paragraphes 2 et 4, 28 paragraphe 3, 29 paragraphes 1 et 3, 30 paragraphe 1, 34 paragraphe 1, 37 des Statuts ci-annexés.

Article 7

Pour l'accomplissement de sa mission, la Commission :

- a) formule des recommandations dans les cas visés au paragraphe 2, a), b), c) de l'article 6 de la présente Convention;
- b) prend des décisions dans les cas visés aux paragraphes 1 de l'article 2, 2 d) de l'article 6, 2 de l'article 9, 2 de l'article 12 et à l'article 13 de la présente Convention;
- c) donne des directives à l'Agence dans les cas visés aux paragraphes 2 e) et f) de l'article 6, ainsi qu'aux articles 20 et 31 de la présente Convention;
- d) prend toutes les mesures utiles pour l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues en vertu du paragraphe 2 g) de l'article 6 de la présente Convention;
- e) introduit, le cas échéant, les recours devant le tribunal arbitral prévu au paragraphe 1 de l'article 33 de la présente Convention.

Article 8

1. Les recommandations sont formulées à la majorité des membres de la Commission. Les représentants des Parties Contractantes intéressées proposent aux Autorités compétentes de leurs pays respectifs toutes mesures adéquates en vue de mettre en application les recommandations auxquelles ils se sont ralliés au sein de la Commission.

2. Les décisions sont prises par la Commission statuant à l'unanimité. Elles sont obligatoires pour chacune des Parties Contractantes.

3. Les directives sont formulées par la Commission à la majorité des voix des Parties Contractantes étant entendu :

— que ces voix sont affectées de la pondération prévue au tableau figurant à l'article 9 ci-après, par référence aux Produits Nationaux Bruts des Parties Contractantes,

— et que ces voix doivent représenter la majorité des Parties Contractantes.

4. Les conclusions des délibérations prises en application des paragraphes d) et e) de l'article 7 sont adoptées suivant les règles définies au paragraphe 3 du présent article, sauf les cas où une règle différente est applicable en vertu de dispositions expresses de la Convention ou des Statuts ci-annexés.

Article 9

1. Le tableau de pondération visé à l'article précédent est le suivant :

TABLEAU DE PONDERATION

PRODUIT NATIONAL BRUT (P.N.B.)
évalué au coût des facteurs et aux prix courants
en milliards de nouveaux francs français

	Nombre de voix
Inférieur à 10	1
De 10 inclus à 20 exclu	2
De 20 inclus à 30 exclu	3
De 30 inclus à 46 2/3 exclu	4
De 46 2/3 inclus à 63 1/3 exclu	5
De 63 1/3 inclus à 80 exclu	6
De 80 inclus à 110 exclu	7
De 110 inclus à 140 exclu	8
De 140 inclus à 200 exclu	9
De 200 inclus à 260 exclu	10
De 260 inclus à 320 exclu	11
De 320 inclus à 380 exclu	12

et ainsi de suite à raison d'une voix de plus par tranche ou partie de tranche supplémentaire de soixante milliards de nouveaux francs français du P.N.B. ci-dessus défini.

2. Le Produit National Brut (P.N.B.) qui est pris en compte est celui qui résulte des statistiques établies par l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.) — ou à défaut par tout organisme offrant des garanties équivalentes et désigné en vertu d'une décision de la Commission — en calculant la moyenne arithmétique des trois dernières années pour lesquelles ces statistiques sont disponibles. Il s'agit du Produit National Brut (P.N.B.) au coût des facteurs et aux prix courants.

3. La fixation initiale du nombre des voix est faite à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, par référence au tableau de pondération ci-dessus et conformément à la règle de détermination du P.N.B. figurant au paragraphe 2 du présent article.

4. En cas d'adhésion d'un nouvel Etat, il est procédé de la même manière à une nouvelle fixation du nombre de voix des Parties Contractantes.

5. Il est procédé dans tous les cas à une nouvelle fixation du nombre de voix, dans les mêmes conditions, s'il s'est écoulé trois ans depuis qu'a eu lieu la dernière fixation.

Article 10

1. La Commission établit son règlement intérieur qui doit être adopté à l'unanimité.
2. Ce règlement doit prévoir notamment les règles relatives à la Présidence, à la création de groupes de travail et aux langues de travail de la Commission.

Article 11

L'Agence met à la disposition de la Commission le personnel et les moyens matériels nécessaires à son fonctionnement.

Article 12

1. La Commission assure avec les Etats et les Organisations Internationales intéressés les relations utiles à la réalisation de l'objet de l'Organisation.
2. Elle est notamment, sous réserve des droits reconnus à l'Agence aux termes de l'article 31 de la présente Convention, seule compétente pour conclure au nom de l'Organisation, avec les Organisations Internationales, les Etats membres de l'Organisation ou des Etats tiers, les accords nécessaires à l'exécution des tâches qui lui sont confiées par la présente Convention et au fonctionnement des organes institués par celle-ci ou créés pour son application.

Article 13

Des accords peuvent intervenir entre l'Organisation et tout Etat qui n'est pas partie à la présente Convention mais qui serait désireux d'utiliser les services de l'Agence. Dans ce cas la Commission agit sur rapport de l'Agence.

Article 14

Les Parties Contractantes confient à l'Agence les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien défini conformément aux dispositions du paragraphe 2 d) de l'article 6 et de l'article 38 de la présente Convention.

Article 15

1. Le caractère d'utilité publique est reconnu, le cas échéant, conformément aux législations nationales, avec les effets qui découlent des dispositions de celles-ci relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique, aux acquisitions immobilières nécessaires à l'implantation des installations de l'Organisation, sous réserve de l'accord des Gouvernements intéressés. La procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique pourra être diligentée par les autorités compétentes de l'Etat en cause, conformément à sa législation nationale, en vue de réaliser ces acquisitions à défaut d'accord amiable.
2. Sur le territoire des Parties Contractantes où la procédure visée au paragraphe précédent n'existe pas, l'Organisation peut bénéficier des procédures d'acquisition forcée utilisables au profit de l'aviation civile et des télécommunications.
3. Les Parties Contractantes reconnaissent à l'Organisation, pour les ouvrages et services établis pour son compte sur leurs territoires respectifs, le bénéfice de l'application des réglementations nationales relatives aux limitations du droit de propriété immobilière qui existeraient dans l'intérêt public au profit des services nationaux pour le même objet et notamment de celles qui concernent les servitudes d'utilité publique.

4. L'Organisation supportera les frais découlant de l'application des dispositions du présent article, y compris le montant des indemnités dues conformément à la législation de l'Etat sur le territoire duquel les biens sont situés.

Article 16

Les Parties Contractantes prennent, dans le cadre de leur compétence, et notamment en ce qui concerne l'attribution des fréquences radioélectriques, les mesures nécessaires pour que l'Organisation puisse effectuer toutes opérations répondant à son objet.

Article 17

1. Pour l'exercice de sa mission, l'Agence applique au contrôle de la circulation aérienne les règlements en vigueur sur les territoires des Parties Contractantes et dans les espaces aériens pour lesquels les services de la circulation aérienne leur sont confiés en vertu des accords internationaux auxquels elles sont parties.

2. En cas de difficulté dans l'application des dispositions figurant au paragraphe précédent, l'Agence saisit la Commission qui recommande aux Parties Contractantes toutes mesures utiles dans les conditions prévues au paragraphe 2 a) de l'article 6 de la présente Convention.

Article 18

Pour l'exercice de sa mission et dans la limite des droits conférés aux services de la circulation aérienne, l'Agence donne aux commandants d'aéronefs toutes instructions nécessaires. Ils sont tenus de s'y conformer, hormis les cas de force majeure envisagés dans les règlements mentionnés à l'article précédent.

Article 19

Les infractions à la réglementation de la navigation aérienne commises dans l'espace où les services de la circulation aérienne ont été confiés à l'Agence sont constatées dans des procès-verbaux par des agents spécialement commissionnés par elle à cet effet, sans préjudice du droit reconnu par les législations nationales aux agents des Parties Contractantes de constater les infractions de même nature. Les procès-verbaux visés ci-dessus ont devant les tribunaux nationaux la même valeur que ceux dressés par les agents nationaux qualifiés pour constater les infractions de même nature.

Article 20

L'Agence établit, le cas échéant, en application des directives de la Commission formulées en vertu des dispositions du paragraphe 2 e) de l'article 6 de la présente Convention, les tarifs et conditions d'application des redevances que l'Organisation a le droit de percevoir des usagers. Elle les soumet à l'approbation de la Commission.

Article 21

1. L'Organisation est exonérée, dans l'Etat du siège et sur le territoire des Parties Contractantes, de tous droits et taxes à l'occasion de sa constitution, de sa dissolution et de sa liquidation.

2. Elle est exonérée des droits et taxes auxquels donneraient lieu les acquisitions de biens immobiliers nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

3. Elle est exonérée de tous impôts directs susceptibles de s'appliquer à elle-même, à ses biens, avoirs et revenus.

4. Elle est exonérée des perceptions fiscales indirectes que pourraient entraîner les émissions d'emprunts et dont elle serait personnellement débitrice.

5. Elle est exonérée de tout impôt de caractère exceptionnel ou discriminatoire.

6. Les exonérations prévues au présent article ne s'étendent pas aux impôts et taxes perçus en rémunération de services d'utilité générale.

Article 22

1. L'Organisation est exonérée de tous droits de douane et taxes d'effet équivalent, autres que des redevances ou impositions représentatives de services rendus, et exemptée de toute prohibition et restriction d'importation ou d'exportation en ce qui concerne les matériaux, matériels, fournitures et autres objets importés pour l'usage officiel de l'Organisation et destinés aux immeubles et installations de l'Organisation ou à son fonctionnement.

2. Les marchandises ainsi importées ne peuvent être ni vendues, ni prêtées ou cédées, soit à titre gratuit soit à titre onéreux, sur le territoire de la Partie dans laquelle elles auront été introduites, à moins que ce ne soit dans des conditions fixées par le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée.

3. Toutes mesures de contrôle jugées utiles pourront être prises pour s'assurer que les matériaux, matériels, fournitures et autres objets indiqués au premier paragraphe et importés à destination de l'Organisation ont bien été livrés à ladite Organisation et affectés aux immeubles et installations officiels ou à son fonctionnement.

4. L'Organisation est en outre exonérée de tous droits de douane et exemptée de toute prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation en ce qui concerne les publications visées à l'article 36 des Statuts ci-annexés.

Article 23

1. L'Organisation peut détenir toutes devises et avoir des comptes en toutes monnaies dans la mesure nécessaire à l'exécution des opérations répondant à son objet.

2. Les Parties Contractantes s'engagent à lui accorder les autorisations nécessaires pour effectuer, suivant les modalités prévues dans les règlements nationaux et accords internationaux applicables, tous les mouvements de fonds auxquels donneront lieu la constitution et l'activité de l'Organisation y compris l'émission et le service des emprunts lorsque l'émission de ces derniers aura été autorisée par le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée.

Article 24

1. L'Agence peut faire appel au concours de personnes qualifiées ressortissantes des Parties Contractantes.

2. Les Parties Contractantes appliquent aux personnes visées au paragraphe précédent les dispositions relatives à l'immigration ou autres formalités d'enregistrement des étrangers de manière telle qu'elles ne puissent mettre obstacle ni à l'entrée dans le pays ni à l'exercice d'une fonction à l'Agence ni au rapatriement.

3. Il ne peut être fait exception aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article que pour des motifs tirés de l'ordre, de la sécurité ou de la santé publiques.

4. Les personnes employées par l'Organisation :

- a) bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane autres que les redevances ou impositions représentatives de services rendus, pour l'importation de leurs effets personnels, meubles et autres objets de ménage usagés qu'elles apportent de l'étranger lors de leur premier établissement et pour la réexportation de ces mêmes effets, meubles et objets, lors de la cessation de leurs fonctions;

- b) peuvent à l'occasion de leur prise de fonction sur le territoire de l'une des Parties Contractantes, importer temporairement en franchise leur voiture automobile personnelle et ensuite, au plus tard à la fin de leur temps de service, réexporter ce véhicule en franchise, sous réserve, dans l'une et l'autre hypothèse, des conditions jugées nécessaires dans tous les cas particuliers, par le Gouvernement de la Partie Contractante intéressée.
5. Il n'est pas fait obligation aux Parties Contractantes d'accorder à leurs propres ressortissants les facilités prévues ci-dessus.
6. Les Gouvernements intéressés prennent toutes mesures utiles pour assurer la liberté de transfert des salaires nets.

Article 25

1. La responsabilité contractuelle de l'Organisation est régie par la loi applicable au contrat en cause.
2. En ce qui concerne la responsabilité non contractuelle, l'Organisation doit réparer les dommages causés par la faute de ses organes ou de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions dans la mesure où ces dommages leur sont imputables. La disposition qui précède n'est pas exclusive du droit à d'autres réparations fondé sur la législation nationale des Parties Contractantes.

Article 26

1. Les installations et les archives de l'Organisation sont inviolables. Les biens et avoirs de l'Organisation sont exemptés de toute réquisition, expropriation et confiscation administrative.
2. Les biens et avoirs de l'Organisation ne peuvent être saisis ni faire l'objet de mesures d'exécution forcée, si ce n'est par décision de justice. Toutefois, les installations de l'Organisation ne peuvent être saisies ni faire l'objet de mesures d'exécution forcée.
3. Les dispositions du présent article ne mettent pas obstacle à l'accès, aux installations et archives de l'Organisation, des Autorités compétentes de l'Etat du siège et des autres pays où seront situées ces installations et archives, pour permettre d'effectuer les enquêtes judiciaires et assurer l'exécution des décisions de justice dans leurs territoires respectifs.

Article 27

1. L'Organisation collabore en tout temps avec les Autorités compétentes des Parties Contractantes en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police, et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités, exemptions ou facilités énumérés dans la présente Convention.
2. L'Organisation facilite dans la mesure du possible la réalisation des travaux d'intérêt public à exécuter sur le territoire des Parties Contractantes à l'intérieur ou dans le voisinage des Immeubles qui lui sont affectés.

Article 28

1. Pour l'exercice de sa mission l'Agence est habilitée à construire les bâtiments et installations qui lui sont nécessaires et à exploiter directement les services de la circulation aérienne qui lui sont confiés.

2. Toutefois, dans le but de réduire tant les dépenses d'investissement que les dépenses de gestion, l'Agence fait appel aux services techniques nationaux et utilise les installations nationales existantes, chaque fois que la chose est possible, afin d'éviter tout double emploi.

Article 29

Les accords internationaux et les réglementations nationales relatives à l'accès, au survol et à la sécurité du territoire des Parties Contractantes sont obligatoires pour l'Agence, qui prend toutes mesures nécessaires à leur application.

Article 30

Pour permettre aux Parties Contractantes de contrôler l'application des règlements nationaux et accords internationaux, l'Agence est tenue de donner aux Parties Contractantes qui en formulent la demande toutes les informations relatives aux aéronefs dont elle a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 31

Dans le cadre des directives données par la Commission, l'Agence peut établir avec les services techniques intéressés, publics ou privés, relevant des Parties Contractantes, d'Etats non contractants ou d'organismes internationaux, les relations indispensables à la coordination de la circulation aérienne et au fonctionnement de ses propres services. Elle peut conclure à cet effet, au nom de l'Organisation, sous réserve d'en informer la Commission, des contrats de caractère purement administratif, technique ou commercial dans la mesure où ils sont nécessaires à son fonctionnement.

Article 32

Les Parties Contractantes reconnaissent la nécessité pour l'Agence de réaliser son équilibre financier, et s'engagent à mettre à sa disposition, compte tenu de ses recettes propres, les moyens financiers appropriés dans les limites et conditions définies par les Statuts ci-annexés.

Article 33

1. Tout différend qui pourra naître soit entre les Parties Contractantes, soit entre les Parties Contractantes et l'Organisation représentée par la Commission, relatif à l'interprétation ou l'application de la présente Convention ou de ses Annexes et qui n'aura pu être réglé par voie de négociations directes ou par tout autre mode de règlement sera soumis à arbitrage à la requête de l'une quelconque des parties.

2. A cet effet chacune des parties désignera dans chaque cas un arbitre, et les arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un tiers arbitre. Dans le cas où une partie n'aurait pas désigné son arbitre dans les deux mois de la date de réception de la requête de l'autre partie, ou dans le cas où les arbitres désignés n'auraient pu, dans les deux mois, se mettre d'accord sur la désignation du tiers arbitre, toute partie pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de procéder à ces désignations.

3. Le tribunal arbitral déterminera sa propre procédure.

4. Chaque partie prendra à sa charge les frais concernant son arbitre et sa représentation dans la procédure devant le tribunal; les frais afférents au tiers arbitre ainsi que les autres frais seront supportés par les parties pour une part égale. Le tribunal arbitral peut toutefois fixer une répartition différente des frais s'il le juge approprié.

5. Les décisions du tribunal arbitral seront obligatoires pour les parties au différend.

Article 34

1. Les Statuts de l'Agence, ainsi que toutes modifications qui leur seraient apportées dans les conditions prévues à la présente Convention et aux Statuts y annexés, sont valables et ont effet sur le territoire des Parties Contractantes.
2. Toute modification aux dispositions des Statuts est subordonnée à l'approbation de la Commission, statuant à l'unanimité de ses membres.
3. Toutefois les dispositions prévues aux articles 1, 22 à 26 et 30 inclus des Statuts ci-annexés ne sont pas susceptibles de modification.

Article 35

Les Gouvernements des Parties Contractantes intéressées se consulteront sur les mesures à prendre pour les cas de crise ou de guerre, compte tenu des difficultés d'application de tout ou partie des dispositions de la présente Convention.

Article 36

Les Parties Contractantes s'engagent à faire bénéficier l'Agence des dispositions légales en vigueur destinées à assurer la continuité des services publics.

Article 37

1. La présente Convention s'applique :
 - a) (i) en ce qui concerne les Parties Contractantes énumérées à l'Annexe II, à leurs territoires tels qu'ils sont définis à ladite Annexe;
 - (ii) en ce qui concerne les autres Parties Contractantes, à leurs territoires tels qu'ils seront définis par elles, en accord avec la Commission statuant à l'unanimité, au moment de leur accession;
 - b) à tout territoire à l'égard duquel une Partie Contractante assure la responsabilité des relations internationales et auquel la Convention aura été étendue en vertu du paragraphe 2 du présent article.
 2. a) Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord peut, à la date de la signature ou de la ratification de la présente Convention ou à toute date ultérieure, déclarer par une notification écrite adressée au Gouvernement du Royaume de Belgique que la Convention s'étendra à tout ou partie des Iles Anglo-Normandes et de l'Ile de Man; la Convention s'étendra alors aux territoires visés dans la notification, à compter de la date de réception de celle-ci ou de toute autre date qui pourra y être spécifiée.
 - b) Avec l'accord unanime de la Commission, et sous réserve de la conclusion d'un accord financier préalable avec l'Organisation, une Partie Contractante peut, à toute époque postérieure à l'entrée en vigueur de la présente Convention, étendre l'application de la Convention à tout territoire à l'égard duquel elle assure la responsabilité des relations internationales. Elle notifiera cette extension au Gouvernement du Royaume de Belgique; la Convention s'étendra alors aux territoires visés dans la notification, à compter de la date de réception de celle-ci ou de toute autre date qui pourra être convenue avec la Commission.
3. Le Gouvernement du Royaume de Belgique informera toutes les Parties Contractantes de toute extension de la Convention en application du paragraphe 2 du présent article, en indiquant dans chaque cas la date à partir de laquelle la Convention aura été ainsi étendue.

Article 38

L'Agence assure les services de la circulation aérienne :

- a) dans les espaces aériens supérieurs situés au-dessus des territoires visés à l'article précédent ainsi que dans les espaces aériens supérieurs contigus aux précédents pour lesquels les services de la circulation aérienne ont été confiés aux Parties Contractantes par accord international, sous réserve des droits reconnus à la Commission en vertu de l'article 6 de la présente Convention;
- b) dans les espaces aériens inférieurs définis en application de l'article 2 de la présente Convention;
- c) dans les espaces aériens faisant l'objet, en application des dispositions de l'article 13 de la présente Convention, d'accords avec des Etats tiers.

Article 39

- 1. La présente Convention est conclue pour une durée de vingt ans décomptés à partir de son entrée en vigueur.
- 2. Cette durée sera automatiquement prolongée par périodes de cinq années à moins qu'une Partie Contractante n'ait manifesté, par une notification écrite au Gouvernement du Royaume de Belgique, son intention de mettre fin à la Convention, au moins deux ans avant l'expiration de la période en cours.
- 3. Si, en application de ce qui précède, l'Organisation est dissoute, elle est réputée exister pour les besoins de sa liquidation.

Article 40

- 1. La présente Convention sera ratifiée.
- 2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.
- 3. Elle entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité.
- 4. Toutefois dès que quatre Etats signataires dont les territoires constituent un ensemble cohérent du point de vue de l'organisation des services de la circulation aérienne, parmi lesquels devra figurer l'Etat du siège, auront ratifié la Convention, le Gouvernement du Royaume de Belgique se mettra en rapport avec les Gouvernements intéressés, afin qu'ils décident éventuellement, compte tenu des impératifs de sécurité, de mettre immédiatement la Convention en vigueur entre eux. Pour tout Etat signataire dont l'instrument de ratification ne serait déposé qu'après l'entrée en vigueur de la Convention, celle-ci ne prendra effet, en ce qui le concerne, qu'à dater de la signature d'un accord financier entre cet Etat signataire et l'Organisation.
- 5. Le Gouvernement du Royaume de Belgique avisera les Gouvernements des autres Etats signataires de tout dépôt d'instrument de ratification et de la date d'entrée en vigueur.

Article 41

- 1. L'adhésion à la présente Convention de tout Etat non signataire est subordonnée à l'accord de la Commission statuant à l'unanimité. Cette adhésion fait l'objet d'un accord financier préalable entre l'Etat non signataire et l'Organisation conformément à l'article 24 des Statuts ci-annexés.
- 2. La décision d'accepter l'adhésion est notifiée à l'Etat non signataire par le Président de la Commission.

3. L'Instrument d'adhésion est déposé auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en avisera les Gouvernements des autres Etats signataires et adhérents.

4. L'adhésion prendra effet le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion.

Article 42

Le Gouvernement du Royaume de Belgique fera enregistrer la présente Convention à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Bruxelles le 13 décembre 1960, en langue allemande, anglaise, française et néerlandaise, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Etats signataires. Le texte en langue française fera foi en cas de divergence entre les textes.

ANNEXE I**STATUTS DE L'AGENCE**

Article 1

L' « AGENCE DES SERVICES DE LA CIRCULATION AERIENNE », instituée par l'article 1 de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne en date du 13 décembre 1960, ci-après dénommée la « Convention », est régie par les présents Statuts.

Article 2

1. L'Agence a pour objet d'assurer, dans tous les espaces définis conformément au paragraphe 2 d) de l'article 6 de la Convention et à l'article 38 de la Convention, les services de la circulation aérienne, c'est-à-dire :

- a) d'empêcher les abordages entre aéronefs;
- b) d'assurer l'écoulement ordonné et rapide de la circulation aérienne;
- c) de fournir les avis et les renseignements utiles à l'exécution sûre et efficace des vols;
- d) d'alerter les organes appropriés lorsque les aéronefs ont besoin de l'aide des services de recherche et de sauvetage, et de prêter à ces organes le concours nécessaire.

2. L'Agence met en place les moyens nécessaires à l'exécution des missions énumérées ci-dessus et en assure le bon fonctionnement.

3. A cette fin l'Agence travaille en étroite collaboration avec les autorités militaires afin de satisfaire le plus efficacement et le plus économiquement possible les besoins de la circulation aérienne et les besoins particuliers de l'aviation militaire.

4. Elle peut notamment créer des centres de recherches et d'expérimentation de la circulation aérienne et des écoles servant au perfectionnement et à la spécialisation du personnel des services de la navigation aérienne.

Article 3

Sous réserve des pouvoirs reconnus à la Commission permanente pour la sécurité de la navigation aérienne instituée par la Convention et qui est dénommée ci-après la « Commission », l'Agence est administrée par un Comité de gestion, ci-après dénommé le « Comité » et par un Directeur. Les pouvoirs propres à ce dernier sont définis à l'article 13 ci-après.

Article 4

Le Comité est composé de deux représentants de chacune des Parties Contractantes dont l'un seulement a voix délibérative. Ce dernier est un haut fonctionnaire exerçant dans son pays des responsabilités dans le domaine de la navigation aérienne. Chaque représentant est pourvu d'un suppléant, qui le représente valablement en cas d'empêchement.

Article 5

Le Comité élit dans son sein, pour une durée de deux ans, un Président et un Vice-Président. Ceux-ci sont rééligibles. Le Comité désigne un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres. En cas d'empêchement du Président, la présidence du Comité est assurée par le Vice-Président ou, à défaut, par le plus âgé des membres présents à la réunion.

Article 6

1. Le Comité délibère valablement lorsque tous les représentants des Parties Contractantes ayant voix délibérative sauf un sont présents.
2. Si ce quorum n'est pas atteint, la délibération est remise à une séance ultérieure, qui fait l'objet d'une nouvelle convocation et ne doit se tenir au plus tôt que dix jours après la précédente. Pour la deuxième délibération le quorum exigé est de la moitié au moins des représentants ayant voix délibérative.

Article 7

1. Les votes ont lieu à la majorité des voix attribuées aux Parties Contractantes, étant entendu que celles-ci sont affectées de la même pondération que celle dont les Parties Contractantes disposent au sein de la Commission en application de l'article 9 de la Convention.
2. Toutefois, un vote ne sera acquis que si la majorité visée à l'alinéa précédent représente la moitié au moins des Parties Contractantes.
3. En cas de partage égal des voix le Président décide, soit de procéder à un deuxième scrutin au cours de la même séance, avec ou sans interruption de courte durée, soit d'inscrire la proposition mise en délibération à l'ordre du jour d'une nouvelle séance dont il fixe la date. Si le partage des voix se renouvelle lors de la nouvelle séance, la voix du Président est prépondérante.

Article 8

1. Le Comité élabore son règlement intérieur.
2. Celui-ci doit comporter notamment des dispositions relatives aux incompatibilités. Il doit prévoir en outre que les convocations aux séances seront envoyées par lettre missive ou, en cas d'urgence, par télégramme et comprendront l'ordre du jour.
3. Le règlement est soumis à l'approbation de la Commission.

Article 9

1. Le Comité statue sur l'organisation technique de l'Agence qui lui est proposée par le Directeur.
2. Toutefois, il doit soumettre à l'approbation de la Commission statuant à l'unanimité de ses membres :
 - a) les projets relatifs au nombre et à l'emplacement des centres de contrôle ou d'information de vol et à leur domaine d'action;
 - b) les mesures portant création des centres de recherches et d'expérimentation et d'écoles de perfectionnement et de spécialisation ou d'autres organismes établis en application du paragraphe 4 de l'article 2 des présents Statuts.

Article 10

Le Comité adresse chaque année à la Commission un compte rendu des activités et de la situation financière de l'Organisation.

Article 11

Le Comité élabore des programmes d'investissement et d'exploitation portant sur plusieurs années à la demande de la Commission. Ils sont soumis à l'approbation de celle-ci.

Article 12

Le Comité élabore un règlement relatif à la passation des marchés et notamment aux conditions d'appel à la concurrence, qui est soumis à l'approbation de la Commission.

Article 13

1. Le Directeur est nommé pour une durée de cinq ans par le Comité statuant dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 7 des présents Statuts, sous réserve que la majorité calculée conformément au premier paragraphe dudit article atteigne 70 % des voix pondérées exprimées. Son mandat est renouvelable dans les mêmes conditions.

2. Il représente l'Organisation en Justice et dans tous les actes de la vie civile.

3. En outre, au nom de l'Organisation, et conformément aux directives générales du Comité, mais sans avoir à en référer à celui-ci pour les cas d'espèce :

- a) il nomme les agents dont le traitement brut annuel est inférieur à un montant déterminé par le Comité, approuvé par la Commission, et met fin à leurs services dans les conditions prévues au Statut du Personnel;
- b) il contracte les emprunts dont la durée n'excède pas un an, sous réserve que le montant cumulé desdits emprunts, compte tenu des remboursements déjà effectués, ne dépasse pas 200.000 nouveaux francs ;
- c) il passe les contrats dont le montant ne dépasse pas 350.000 nouveaux francs (1). Toutefois lorsqu'il s'agit de cession à titre onéreux de biens mobiliers appartenant à l'Agence, ce montant est limité à 50.000 nouveaux francs (1);
- d) il achète ou aliène des immeubles lorsque leur prix ne dépasse pas 200.000 nouveaux francs (1).

Il tient le Comité informé de toutes les mesures prises en vertu des pouvoirs précités.

Le Comité détermine les conditions dans lesquelles le Directeur est remplacé en cas d'empêchement.

Article 14

1. Le Comité élabore le statut administratif du personnel de l'Agence; celui-ci doit comporter notamment les dispositions touchant la nationalité du personnel, les barèmes des traitements, les incompatibilités, le secret professionnel, la continuité du service, le commissionnement et définir les emplois qui ne peuvent être cumulés avec aucun autre sans autorisation spéciale du Directeur.

2. Ce statut est soumis à l'approbation de la Commission statuant à l'unanimité.

Article 15

1. L'Agence n'est habilitée à recruter directement le personnel que si les Parties Contractantes ne sont pas en mesure de mettre à sa disposition du personnel qualifié.
2. Durant tout le temps de son emploi par l'Agence, le personnel fourni par les Administrations nationales est soumis au statut régissant le personnel de l'Agence, sans préjudice du maintien des avantages de carrière qui sont garantis par les réglementations nationales au personnel du corps administratif dont il fait partie lorsqu'il est mis à la disposition d'un organisme public national.
3. Le personnel fourni par une Administration nationale peut toujours être remis à la disposition de celle-ci sans que cette mesure ait un caractère disciplinaire.

Article 16

1. Toutes les recettes et les dépenses de l'Agence doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites soit au budget de fonctionnement, soit au budget d'investissement.
2. Chaque budget doit être équilibré en recettes et en dépenses. Les recettes et les dépenses de l'Agence relatives aux centres de recherches et d'expérimentation, écoles et plus généralement à tous organismes créés en application de l'article 2 des présents Statuts, sont détaillées dans un état spécial.
3. Les conditions de prévision, d'exécution et de contrôle des recettes et dépenses qui ne sont pas stipulées ci-après sont déterminées par un règlement financier pris en exécution de l'article 30 des présents Statuts.

Article 17

1. L'exercice budgétaire s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.
2. Les prévisions pour chaque exercice budgétaire sont soumises par le Comité à l'approbation de la Commission au plus tard le 31 Octobre de chaque année.

Article 18

1. Les dépenses figurant au budget de fonctionnement comprennent notamment :
 - a) les dépenses de personnel, d'entretien et d'exploitation des installations de l'Organisation;
 - b) les rémunérations des prestations de services à l'Organisation, y compris les frais correspondant à l'utilisation à titre onéreux de matériel ou installations, ou éventuellement à des locations-ventes ou ventes à tempérament;
 - c) les dépenses correspondant au service des emprunts que l'Organisation serait autorisée à contracter;
 - d) les dépenses relatives au fonctionnement de la Commission.
2. Les conditions dans lesquelles il pourrait être éventuellement procédé à un amortissement industriel, compte tenu de l'amortissement financier, seront définies le cas échéant pour l'évaluation des dépenses budgétaires ainsi que pour l'évaluation des services rendus au sens du paragraphe 4 de l'article 30 des présents Statuts, par le règlement financier prévu au dit article.

Article 19

Les dépenses figurant au budget d'investissement comprennent les dépenses relatives à l'exécution du programme d'équipement.

Article 20

1. Les dépenses inscrites au budget de fonctionnement sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire. Les crédits correspondants sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement financier.

2. Dans les conditions et limites qui sont déterminées dans le règlement financier, les crédits de ce budget autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui sont inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire, peuvent faire l'objet d'un report qui est limité au seul exercice suivant. Le règlement financier fixe notamment le pourcentage et la nature des dépenses pouvant faire l'objet de reports.

Article 21

1. Les dotations applicables aux dépenses d'investissement comprennent :
 - a) des crédits d'engagement, qui couvrent une tranche constituant une unité individualisée et formant un ensemble cohérent;
 - b) des crédits de paiement, qui constituent la limite supérieure des dépenses susceptibles d'être payées chaque année pour la couverture des engagements contractés au titre du paragraphe a) ci-dessus.
2. L'échéancier des engagements et des paiements figure en annexe au projet de budget correspondant proposé par le Comité.
3. Les crédits ouverts au titre des dépenses d'investissement sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement financier.
4. Les crédits de paiement disponibles en fin d'exercice sont reportés à l'exercice suivant dans les conditions fixées par le règlement financier.

Article 22

Les recettes du budget de fonctionnement comprennent :

- a) les contributions des Parties Contractantes déterminées conformément à l'article 23 des présents statuts;
- b) les recettes provenant des Parties Contractantes qui, en application de l'article 2 de la Convention, auraient confié à l'Organisation les services de la circulation aérienne pour tout ou partie de leur espace aérien inférieur;
- c) les recettes provenant d'Etats non parties à la Convention qui utiliseraient ses services conformément à l'article 13 de la Convention;
- d) les rémunérations des prestations de service par l'Organisation aux Etats, au bénéfice de leurs services de la circulation aérienne dans l'espace inférieur;
- e) les recettes qui proviendraient de la rémunération des services rendus par les centres de recherches et d'expérimentation, les écoles ou autres organismes créés en application de l'article 2 des présents Statuts;
- f) les recettes diverses;
- g) les redevances éventuelles à la charge des usagers qui seraient établies en application de l'article 20 de la Convention.

Article 23

1. Pour le calcul des contributions annuelles des Parties Contractantes au budget de fonctionnement, le coût global des services de l'Organisation afférent au contrôle de l'espace aérien supérieur est réputé égal à la différence entre les dépenses budgétaires d'un exercice et les recettes, relatives au même exercice, visées aux paragraphes b) à f) inclus de l'article 22 des présents Statuts.

Ce coût global est réparti en deux fractions, au prorata des services rendus aux catégories d'utilisateurs suivantes :

- a) aéronefs civils d'Etats non contractants, et aéronefs militaires, de douane et de police;
- b) aéronefs civils des Parties Contractantes.

2. Cette répartition est fixée pour chaque exercice par la Commission, en se fondant sur l'importance des services rendus dans l'espace supérieur aux catégories d'utilisateurs définies ci-dessus (par référence aux pénultième et antépénultième années).

La contribution annuelle de l'ensemble des Parties Contractantes en ce qui concerne la première fraction est déterminée en déduisant de celle-ci le montant global des redevances éventuellement payées à l'Organisation par la catégorie d'utilisateurs correspondante.

3. La part de chacune des Parties Contractantes est calculée proportionnellement à l'importance des Produits Nationaux Bruts (P.N.B.) des Parties Contractantes tels qu'ils sont définis à l'article 9 de la Convention.

4. La formule de répartition de la deuxième fraction entre les Parties Contractantes est fondée sur la valeur des services rendus par l'Organisation aux aéronefs civils immatriculés dans le territoire de chacune des Parties Contractantes. Cette formule est fixée par la Commission et révisée tous les cinq ans.

5. La contribution annuelle de chacune des Parties Contractantes est arrêtée en déduisant de sa part, calculée par application de ladite formule, le montant des redevances éventuellement mises à la charge des exploitants pour les aéronefs civils immatriculés dans son territoire.

Article 24

Les recettes du budget d'investissement comprennent :

- a) les emprunts contractés par l'Organisation;
- b) d'autres ressources éventuelles, notamment celles résultant, en cas d'adhésion d'un nouvel Etat ou de la ratification par un Etat signataire postérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention, de l'application des articles 40 et 41 de la Convention;
- c) des contributions financières des Parties Contractantes affectées à ce budget.

Article 25

1. Le règlement financier fixe les procédures selon lesquelles l'Organisation peut contracter et rembourser des emprunts.

2. Chaque budget annuel fixe le montant maximum que l'Organisation peut emprunter au cours de l'année couverte par le budget.
3. L'Organisation peut emprunter sur les marchés financiers internationaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.
4. L'Organisation peut emprunter sur les marchés financiers d'une Partie Contractante dans le cadre des dispositions légales s'appliquant aux emprunts intérieurs, ou à défaut de telles dispositions quand cette Partie Contractante et l'Organisation se sont concertées et se sont mises d'accord sur l'emprunt envisagé par celle-ci.
5. Dans les domaines visés par le présent article, l'Organisation agit en accord avec les autorités compétentes des Parties Contractantes ou avec leur banque d'émission.

Article 26

1. Les contributions des Parties Contractantes au budget d'investissement sont déterminées en application de l'article 32 de la Convention de façon à couvrir la différence entre les dépenses budgétaires et les recettes visées aux paragraphes a) et b) de l'article 24 des présents Statuts.
2. La répartition de ces contributions entre les Parties Contractantes se fait proportionnellement à l'importance respective de leurs Produits Nationaux Bruts (P.N.B.) évalués comme il est dit à l'article 9 de la Convention.

Article 27

Les budgets de fonctionnement et d'investissement peuvent être révisés en cours d'exercice, si les circonstances l'exigent, suivant les modalités prévues pour leur établissement et leur approbation

Article 28

1. Les dépenses relatives aux budgets de fonctionnement et d'investissement sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle les titres de paiement sont visés par le comptable de l'Agence.
2. Les recettes sont prises en compte au titre du budget de l'année au cours de laquelle elles sont encaissées par l'Agence.
3. Les comptes de chaque exercice sont arrêtés par le Comité au plus tard six mois après la clôture de l'exercice et soumis à l'approbation de la Commission qui statue définitivement à leur égard.

Article 29

1. Les comptes de la totalité des recettes et dépenses de chaque budget sont examinés par une mission de contrôle composée de deux fonctionnaires spécialisés appartenant aux administrations des Parties Contractantes. Ces fonctionnaires, qui doivent être de nationalités différentes, sont nommés, pour une période de cinq ans, par la Commission statuant dans les conditions de vote définies au paragraphe 1 de l'article 13 des présents Statuts. Les dépenses relatives à la mission de contrôle sont à la charge de l'Organisation.

2. La vérification, qui a lieu sur pièces et au besoin sur place, a pour objet de constater la légalité et la régularité des recettes et dépenses et de s'assurer de la bonne gestion financière. La mission de contrôle établit un rapport après la clôture de chaque exercice.

3. La Commission donne au Directeur et au Comité décharge de leur gestion relative à chacun des budgets.

Article 30

1. La Commission statuant à l'unanimité de ses membres, sur proposition de l'Agence, arrête le règlement financier de celle-ci.

2. En outre des objets spécifiés aux articles 16, 18, 20, 21, 25 et 31 des présents Statuts, le règlement financier fixe notamment :

- a) les modalités d'établissement et d'exécution des budgets et celles afférentes à la reddition et la vérification des comptes;
- b) les procédures selon lesquelles les avances et les contributions doivent être mises à la disposition de l'Organisation;
- c) les conditions dans lesquelles il pourra être procédé à des virements de crédits soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision. Toutefois aucune dépense de personnel ne peut être couverte par virement de crédits affectés à d'autres dépenses;
- d) les conditions dans lesquelles des crédits peuvent être ouverts à l'Organisation dans le cas où les budgets de fonctionnement et d'investissement n'auraient pas été votés au début de l'exercice ainsi que les fonds à mettre à la disposition de l'Organisation par les Parties Contractantes, à valoir sur les contributions.

3. Le règlement financier détermine les règles à suivre par les ordonnateurs et les comptables, l'étendue de leurs responsabilités et les contrôles auxquels ils sont assujettis.

4. Il détermine les conditions dans lesquelles l'Agence doit tenir une comptabilité analytique faisant apparaître la valeur des services rendus, et instituer un contrôle budgétaire permettant de suivre régulièrement l'utilisation des crédits en cours d'exercice.

Article 31

1. Les budgets de fonctionnement et d'investissement sont établis dans la monnaie du pays où l'Organisation a son siège.

2. Les contributions financières prévues aux paragraphes a) de l'article 22 et c) de l'article 24 des présents Statuts sont payables en cette monnaie. Cependant le règlement financier détermine dans quelles conditions les Parties Contractantes pourront payer une partie de leur contribution en toute monnaie dont l'Organisation aura besoin pour accomplir ses tâches.

3. Le règlement financier précise les bases de référence servant à la détermination des taux de conversion et les mesures d'adaptation reconnues nécessaires à la suite de fluctuations d'ordre monétaire.

Article 32

A titre transitoire, et par dérogation à l'article 23 des présents Statuts, la répartition des contributions des Parties Contractantes au budget de fonctionnement pour les trois premiers exercices se fait en appliquant à la totalité de la différence définie au paragraphe 1 de l'article 23 précité, le critère du Produit National Brut tel qu'il est défini à l'article 9 de la Convention.

Article 33

A titre exceptionnel il sera établi, deux mois au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention et au titre du premier exercice, un budget initial couvrant la période allant de la date de cette entrée en vigueur jusqu'à la fin de l'année civile. Les Parties Contractantes seront invitées à faire des avances appropriées au fonds de roulement.

Article 34

1. Les services de l'Agence peuvent, à la diligence de la Commission, agissant de sa propre initiative ou sur la demande du Comité ou du Directeur, faire l'objet d'inspections administrative et technique.

2. Ces inspections sont effectuées par des agents appartenant aux Administrations des Parties Contractantes. Chaque mission d'inspection est composée d'au moins deux délégués de nationalité différente. Toute mission d'inspection doit comprendre, autant que possible, un délégué ayant participé à une inspection précédente.

Article 35

1. La langue utilisée pour les opérations de contrôle de la circulation aérienne assurées par l'Agence est l'anglais, sous réserve de l'adoption ultérieure par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale d'une langue aéronautique internationale. Toutefois des dispositions seront prises pour que les pilotes puissent utiliser leur propre langue lors du survol de leur territoire national. Les mesures appropriées devront être mises en œuvre par l'Agence à la demande des Parties Contractantes intéressées.

2. Le Comité détermine les langues administratives de l'Agence.

Article 36

L'Agence procède aux publications nécessaires à son fonctionnement.

Article 37

Dans les conditions prévues à l'article 34 de la Convention, le Comité soumet à l'approbation de la Commission toutes modifications aux Statuts qui lui paraissent nécessaires.

Article 38

Les présents Statuts entrent en vigueur en même temps que la Convention et dans les mêmes conditions que celle-ci.

ANNEXE II
(Article 37 de la Convention)

Parties Contractantes :**Territoires :**

République Fédérale d'Allemagne ...	Territoire de la République Fédérale d'Allemagne
Royaume de Belgique	Territoire du Royaume de Belgique
République Française	Départements métropolitains de la France
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Grande-Bretagne et Irlande du Nord
Grand-Duché de Luxembourg	Territoire du Grand-Duché de Luxembourg
Royaume des Pays-Bas	Territoire européen du Royaume des Pays-Bas

PŘEKLAD

Mezinárodní úmluva o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace
„EUROCONTROL“

Spolková republika Německo,
Belgické království,
Francouzská republika,
Spojené království Velké Británie a Severního Irska,
Lucemburské velkovévodství,
Nizozemské království,

Shledávající, že zavedení dopravních proudových letadel do provozu a jejich široké používání může způsobit hlubokou změnu organizace řízení letového provozu,

Shledávající, že z provozního hlediska jsou nové druhy letadel charakterizovány:

- vysokými rychlostmi,
- potřebou, z důvodu hospodárného provozu, schopnosti provést rychlé a nepřerušované stoupání ve vysoké rychlosti až do optimálních provozních výšek a setrvání v těchto výškách až do dosažení bodu, který je co nejbližší místu určení letadla,

Shledávající, že tyto charakteristiky předpokládají, kromě přizpůsobení a reorganizace stávajících metod řízení, vytvoření nových letových informačních oblastí nad určitou hladinou, organizovaných úplně nebo zčásti do řízených oblastí,

Shledávající, že s ohledem na rychlý vývoj nových druhů letadel nelze řízení letového provozu ve vysoké výšce ve většině evropských zemí nadále pojmát v rámci národních hranic,

Shledávající, že je proto účelné vytvořit mezinárodní organizaci řízení s působností ve vzdušných prostorech, které přesahují hranice území jednotlivých států,

Shledávající, že pokud jde o spodní vzdušný prostor, může být v určitých případech užitečné svěřit letové provozní služby na části území některé ze smluvních stran výše zmíněné mezinárodní organizaci nebo některé jiné smluvní straně,

Shledávající, že kromě toho internacionalizace řízení předpokládá přijetí společné politiky a sjednocení předpisů založených na Standardech a doporučených postupech Mezinárodní organizace pro civilní letectví (ICAO), se zřetelem na potřeby národní obrany,

Shledávající, že je velmi žádoucí koordinovat činnost států v oblasti školení personálu letových navigačních služeb a v oblasti studia a výzkumu otázek letového provozu,

Bylo dohodnuto následující:

Článek 1

1. Smluvní strany se dohodly posílit svoji spolupráci v oblasti letecké navigace a zejména zajistit společné uspořádání letových provozních služeb v horním vzdušném prostoru.

2. K tomuto účelu zakládají „Evropskou organizaci pro bezpečnost letecké navigace“ (EUROCONTROL), dále zde nazývanou „Organizace“. Organizace má dva orgány:

- „Stálou komisi pro bezpečnost letecké navigace“ dále zde nazývanou „Komise“,
- „Agenturu letových provozních služeb“ dále zde nazývanou „Agentura“,

jejichž stanovy jsou přiloženy k této Úmluvě.

3. Za sídlo Organizace je určen Brusel.

Článek 2

1. Pokud jde o spodní vzdušný prostor a podle praktických provozních potřeb, kterákoli ze smluvních stran může požádat Komisi, aby rozhodla, že letové provozní služby pro celý spodní vzdušný prostor nebo pro jeho část budou svěřeny Organizaci nebo některé jiné smluvní straně.

2. Co se týká tohoto posledního případu, odchýlně od ustanovení odstavce 2, článku 8 této Úmluvy, není zdržení se hlasování třetí smluvní stranou na překážku platnosti rozhodnutí přijatého Komisí.

3. Ustanovení tohoto článku týkající se možnosti, kterou mají jednotlivé smluvní strany, svěřit jiné smluvní

straně letové provozní služby pro celý svůj spodní vzdušný prostor nebo pro jeho část nesmí být interpretována jako omezující právo smluvních stran uzavřít mezi sebou dvoustranné dohody týkající se stejné věci.

Článek 3

Ve smyslu této Úmluvy výraz „letový provoz“ zahrnuje civilní letadla, jakož i letadla vojenská, celní a policejní, která se řídí postupy Mezinárodní organizace pro civilní letectví (ICAO).

Článek 4

Organizace je právnickou osobou. Na území smluvních stran má nejširší právní subjektivitu přiznanou právníkům osobám vnitrostátním právem; zejména může kupovat nebo zcizovat movitý i nemovitý majetek a má procesní způsobilost. Pokud není v této Úmluvě nebo v připojených stanovách uvedeno jinak, je Organizace zastupována Agenturou, která jedná jménem Organizace. Agentura spravuje majetek Organizace.

Článek 5

Komise je složena ze zástupců smluvních stran. Každá smluvní strana je zastoupena dvěma delegáty, ale má pouze jeden hlas.

Článek 6

1. Cílem Komise je ve spolupráci s národními vojenskými úřady prosazovat přijetí opatření, zavedení a provozování vhodných prostředků pro:

- zajištění bezpečnosti letecké navigace,
- zajištění uspořádaného a rychlého toku letového provozu,

ve stanovených prostorech spadajících pod suverenitu smluvních stran nebo v těch, pro které jim byly letové provozní služby svěřeny na základě mezinárodních dohod.

2. Za tímto účelem je Komise pověřena:

- a) studovat na základě Standardů a doporučených postupů Mezinárodní organizace pro civilní letectví a se zřetelem na potřeby národní obrany sjednocování národních předpisů, jimiž se řídí letový provoz, a činnosti služeb, majících za úkol zajišťovat jeho bezpečnost a uspořádávat jej;
- b) prosazovat společnou politiku v oblasti pomocných rádiových prostředků, sdělovací techniky a odpovídajícího palubního vybavení, určených k bezpečnosti letadel;
- c) prosazovat a koordinovat studie týkající se letových navigačních služeb a zařízení, aby byl brán na zřetel technický vývoj, a pokud je to zapotřebí, studovat úpravy Regionálních letových navigačních plánů, které se předkládají Mezinárodní organizaci pro civilní letectví;
- d) určovat v souladu s ustanoveními článku 38 této Úmluvy uspořádání vzdušného prostoru, pro který byly letové provozní služby svěřeny Agentuře; vykonávat pravomoci, které jí připadly na základě článku 2 této Úmluvy;
- e) určovat politiku Agentury, pokud jde o odměňování za služby poskytované uživatelům, a případně schvalovat tarify a podmínky uplatňování poplatků stanovených Agenturou;
- f) studovat opatření vhodná k usnadnění financování investic nezbytných pro fungování Agentury nebo, obecněji, těch služeb smluvních stran, které přispívají k bezpečnosti letecké navigace;
- g) vykonávat pravomoc všeobecného dozoru nad činností Agentury, na základě článku 20 této Úmluvy a článků 8, 9, 10, 11, 12, odstavce 3 a) článku 13, odstavce 2 článku 14, odstavce 2 článku 17, odstavce 2 a 4 článku 23, odstavce 3 článku 28, odstavce 1 a 3 článku 29, odstavce 1 článku 30, odstavce 1 článku 34 a článku 37 přiložených stanov.

Článek 7

Ke splnění svého poslání Komise:

- a) formuluje doporučení v případech uvedených v odstavci 2 a), b), c) článku 6 této Úmluvy;
- b) přijímá rozhodnutí v případech uvedených v odstavcích 1 článku 2, odstavce 2 d) článku 6, odstavce 2 článku 9, odstavce 2 článku 12 a v článku 13 této Úmluvy;
- c) dává Agentuře pokyny v případech uvedených v odstavcích 2 e) a f) článku 6 a v člancích 20 a 31 této Úmluvy;
- d) činí veškerá opatření užitečná pro výkon funkcí, které jí připadají podle odstavce 2 g) článku 6 této Úmluvy;
- e) popřípadě předkládá spory k rozhodčímu soudu, jak je uvedeno v odstavci 1 článku 33 této Úmluvy.

Článek 8

1. Doporučení jsou formulována většinou členů Komise. Zástupci dotčených smluvních stran navrhnou příslušným úřadům svých zemí veškerá vhodná opatření pro provádění doporučení, ke kterým se v Komisi připojili.

2. Rozhodnutí vyžadují jednomyslného hlasování Komise. Jsou závazná pro každou smluvní stranu.

3. Pokyny jsou Komisi formulovány většinou hlasů smluvních stran, přičemž:

- tyto hlasy podléhají vážení uvedenému v tabulce v článku 9 níže, které vychází z hrubých domácích produktů smluvních stran,
- a tyto hlasy musí představovat většinu smluvních stran.

4. Závěry vyplývající z jednání, učiněné podle odstavců d) a e) článku 7, jsou přijímány podle pravidel určených v odstavci 3 tohoto článku, kromě případů, kde se na základě výslovných ustanovení Úmluvy nebo příložených stanov uplatňuje jiné pravidlo.

Článek 9

1. Tabulka váhy hlasů zmíněná v předchozím článku je následující:

Tabulka váhy hlasů

Hrubý domácí produkt (HDP)
určený podle ceny faktorů výroby a podle běžných cen
v miliardách nových francouzských franků

	Počet hlasů
Nižší než 10	1
Od 10 včetně do 20 vyjma	2
Od 20 včetně do 30 vyjma	3
Od 30 včetně do 46 2/3 vyjma	4
Od 46 2/3 včetně do 63 1/3 vyjma	5
Od 63 1/3 včetně do 80 vyjma	6
Od 80 včetně do 110 vyjma	7
Od 110 včetně do 140 vyjma	8
Od 140 včetně do 200 vyjma	9
Od 200 včetně do 260 vyjma	10
Od 260 včetně do 320 vyjma	11
Od 320 včetně do 380 vyjma	12

a dále po jednom dodatečném hlasu vždy za každé další zvýšení HDP, určeného výše uvedeným způsobem, o šedesát miliard nových francouzských franků nebo jejich část.

2. Hrubý domácí produkt (HDP), který je brán na zřetel, je HDP vyplývající ze statistik vypracovaných Evropskou organizací pro ekonomickou spolupráci (OECE) – nebo, pokud jich není, orgánem poskytujícím rovnocenné záruky a určeným na základě rozhodnutí Komise – výpočtem aritmetického průměru ze tří posledních let, za které jsou tyto statistiky dostupné. Jde o HDP vypočtený na základě ceny faktorů výroby a běžných cen.

3. Počáteční počet hlasů se stanoví od data vstupu této Úmluvy v platnost odkazem na výše uvedenou tabulku váhy hlasů a v souladu s pravidlem stanovení HDP, uvedeným v odstavci 2 tohoto článku.

4. V případě přistoupení nového státu se stejným způsobem provede nové stanovení počtu hlasů smluvních stran.

5. Ve všech případech se provede nové stanovení počtu hlasů, podle stejných podmínek, jestliže od posledního stanovení uplynuly tři roky.

Článek 10

1. Komise stanoví svůj jednací řád, který musí být přijat jednomyslně.

2. Tento řád musí zejména obsahovat pravidla vztahující se k předsednictví, vytváření pracovních skupin a pracovních jazyků Komise.

Článek 11

Agentura dá k dispozici Komisi personál a materiální prostředky nezbytné k jejímu fungování.

Článek 12

1. Komise zajišťuje s dotčenými státy a mezinárodními organizacemi vztahy užitečné pro uskutečňování cílů Organizace.

2. Pouze Komisi přísluší, s výhradou práv přiznaných Agentuře ve smyslu článku 31 této Úmluvy, uzavírat jménem Organizace s mezinárodními organizacemi, s členskými státy Organizace nebo se třetími státy dohody potřebné pro plnění úkolů, které jí byly uloženy touto Úmluvou, a pro fungování orgánů zřízených touto Úmluvou nebo vytvořených pro její uplatňování.

Článek 13

Mohou být uzavřeny dohody mezi Organizací a kterýmkoli státem, který není smluvní stranou této Úmluvy, ale který by chtěl používat služeb Agentury. V tomto případě jedná Komise na základě zprávy Agentury.

Článek 14

Smluvní strany svěřují Agentuře letové provozní služby ve vzdušném prostoru určeném podle ustanovení odstavce 2 d) článku 6 a článku 38 této Úmluvy.

Článek 15

1. Charakter veřejného zájmu je v případě potřeby přiznán v souladu s vnitrostátním právem a s účinky vyplývajících z ustanovení tohoto práva o vyvlastnění z důvodu veřejného zájmu, nabytí nemovitého majetku nezbytného pro umístění zařízení Organizace, s výhradou souhlasu dotčených vlád. Řízení o vyvlastnění z důvodu veřejného zájmu bude moci být zahájeno příslušnými úřady dotčeného státu v souladu s jeho vnitrostátním právem, s cílem uskutečnit ono nabytí, nedojde-li ke smírné dohodě.

2. Na území smluvních stran, kde neexistuje řízení o vyvlastnění uvedené v předchozím odstavci, může Organizace použít postup nuceného odkupu ve prospěch civilního letectví a telekomunikací.

3. Smluvní strany přiznávají Organizaci, pokud jde o služby a stavby zřízené v její prospěch na jejich území, právo uplatňování vnitrostátních právních předpisů o omezeních vlastnického práva k nemovitostem, která by existovala ve veřejném zájmu ve prospěch národních služeb pro stejný účel, a zejména omezení týkajících se věcných břemen ve veřejném zájmu.

4. Organizace ponese výdaje vyplývající z uplatňování ustanovení tohoto článku, včetně částky za odškodnění, dlužné podle vnitrostátního práva státu, na jehož území se dotýčný majetek nachází.

Článek 16

Smluvní strany přijmou v rámci své kompetence, a zejména pokud jde o přidělení rádiových frekvencí, nezbytná opatření, aby Organizace mohla provádět všechny úkony odpovídající jejímu účelu.

Článek 17

1. K výkonu svého poslání Agentura uplatní při řízení letového provozu předpisy platné na územích smluvních stran a ve vzdušných prostorech, pro které jsou jim letové provozní služby svěřeny na základě mezinárodních dohod, jejichž jsou stranami.

2. V případě obtíží při uplatňování ustanovení předchozího odstavce se Agentura obrátí na Komisi, která doporučí smluvním stranám veškerá užitečná opatření za podmínek uvedených v odstavci 2 a) článku 6 této Úmluvy.

Článek 18

K výkonu svého poslání a v mezích práv udělených letovým provozním službám dává Agentura velitelům letadel všechny potřebné instrukce. Ti jsou povinni se jimi řídit, kromě případů zásahu vyšší moci, uvedených v předpisech zmíněných v předchozím článku.

Článek 19

Porušení letových navigačních předpisů, ke kterým dojde v prostoru, kde byly letové provozní služby svěřeny Agentuře, zaznamenávají do protokolů pracovníci Agenturou speciálně tímto pověřeni, aniž by tím bylo dotčeno právo zjišťovat přestupky stejné povahy, přiznané vnitrostátním právem úředníkům smluvních

stran. Výše uvedené protokoly mají před soudy jednotlivých států stejnou hodnotu jako protokoly, vypracované úředníky jednotlivých států, kvalifikovanými ke zjišťování přestupků stejné povahy.

Článek 20

Agentura popřípadě stanoví na základě pokynů Komise, vyjádřených podle ustanovení odstavce 2 e) článku 6 této Úmluvy, tarify a podmínky uplatňování poplatků, které má Organizace právo vybírat od uživatelů. Předkládá je ke schválení Komisi.

Článek 21

1. Organizace je osvobozena ve státě, kde se nalézá její sídlo, a na území smluvních stran od všech odvodů, poplatků a daní týkajících se jejího založení, rozpuštění a likvidace.

2. Je osvobozena od odvodů, poplatků a daní, které by vyplynuly z nabytí nemovitého majetku nezbytného k plnění jejího poslání.

3. Je osvobozena od všech přímých daní, které by se vztahovaly na ni samou, na její majetek, aktiva a příjmy.

4. Je osvobozena od nepřímých daní, které by mohly být důsledkem emise půjček a kterými by byla osobně povinována.

5. Je osvobozena od jakékoli daně výjimečné či diskriminační povahy.

6. Osvobození uvedená v tomto článku se nevztahují na daně a poplatky vybírané jako platba za obecně prospěšné služby.

Článek 22

1. Organizace je osvobozena od všech celních poplatků a poplatků s rovnocenným účinkem, jiných, než jsou poplatky nebo zdanění za poskytované služby, a je osvobozena od všech zákazů a omezení dovozu a vývozu, týkajících se materiálů, zařízení, potřeb a ostatních předmětů dovážených k oficiálnímu užívání Organizací a určených pro budovy a zařízení Organizace nebo pro její fungování.

2. Zboží takto dovezené nesmí být prodáno, půjčeno nebo postoupeno, ať již bezúplatně nebo za úplatu, na území té smluvní strany, kam bylo uvedeno, ledaže by to bylo za podmínek stanovených vládou dotyčné smluvní strany.

3. Mohou být přijata vhodná kontrolní opatření, považovaná za užitečná, aby se zajistilo, že materiály, zařízení, potřeby a ostatní předměty, uvedené v prvním odstavci a dovezené s určením pro Organizaci, byly skutečně dodány Organizaci a přiděleny do jejích oficiálních budov a zařízení nebo použity k jejímu fungování.

4. Organizace je kromě toho osvobozena od všech celních poplatků a osvobozena od všech zákazů a omezení dovozu a vývozu, pokud jde o publikace uvedené v článku 36 přiložených stanov.

Článek 23

1. Organizace může vlastnit všechny druhy deviz a mít účty ve všech měnách v míře nezbytné k provádění úkonů odpovídajících jejím cílům.

2. Smluvní strany se zavazují, že jí poskytnou povolení nezbytná k uskutečňování, dle podmínek uvedených v použitelných vnitrostátních předpisech a mezinárodních smlouvách, veškerých pohybů fondů, které budou nezbytné pro založení a činnost Organizace, včetně emise a splácení půjček, jestliže jejich emise bude povolena vládou dotyčné smluvní strany.

Článek 24

1. Agentura může přijmout do služeb kvalifikované osoby, které jsou státními příslušníky smluvních stran.

2. Smluvní strany na osoby uvedené v předchozím odstavci aplikují ustanovení o přistěhovalectví nebo jiné formality registrace cizinců takovým způsobem, aby nebyly překážkou vstupu do země, výkonu funkce v Agentuře a repatriaci.

3. Výjimka z ustanovení odstavců 1 a 2 tohoto článku může být učiněna pouze z důvodů veřejného pořádku, veřejné bezpečnosti nebo veřejného zdraví.

4. Osoby zaměstnané Organizací:

- a) jsou osvobozené od jiných cel a celních poplatků, jiných, než jsou poplatky či zdanění za poskytnuté služby, za dovoz svých osobních věcí, nábytku a jiných použitých předmětů pro domácnost, které si přivezou z ciziny při svém prvním usazení, a za zpětný vývoz stejných osobních věcí, nábytku a předmětů při skončení své funkce;

b) si mohou, když se ujímají své funkce na území některé ze smluvních stran, dočasně a bezcelně dovézt svůj osobní automobil a poté, nejpozději na konci doby své služby, opět toto vozidlo bezcelně vyvézt, v obou případech však s výhradou podmínek považovaných vládou dotyčné smluvní strany v každém jednotlivém případě za potřebné.

5. Smluvní strany nemají povinnost poskytovat svým vlastním státním příslušníkům výše uvedené výhody.

6. Dotčené vlády přijmou všechna nezbytná opatření k zajištění neomezeného převodu čistých mezd.

Článek 25

1. Smluvní odpovědnost Organizace se řídí zákonem aplikovaným na předmětnou smlouvu.

2. Pokud jde o nesmluvní odpovědnost, Organizace musí nahradit škodu způsobenou chybou svých orgánů nebo svých pracovníků při výkonu jejich funkce v té míře, v jaké jsou jim tyto škody přičitatelné. Předchozí ustanovení nevylučuje právo na jiná odškodnění zakládající se na vnitrostátním právu smluvních stran.

Článek 26

1. Zařízení a archiv Organizace jsou nedotknutelné. Majetek a aktiva Organizace jsou vyňaty z jakéhokoli vymáhání, vyvlastnění a úředního zabavení.

2. Majetek a aktiva Organizace nemohou být zabaveny ani nemohou být předmětem nuceného výkonu rozhodnutí, pokud se nejedná o rozhodnutí soudu. Avšak zařízení Organizace nemohou být ani zabavena, ani být předmětem nuceného výkonu rozhodnutí.

3. Ustanovení tohoto článku nejsou na překážku přístupu příslušných úřadů státu, kde Organizace sídlí, a ostatních zemí, kde se tato zařízení a archiv nacházejí, do zařízení a archivu Organizace, aby bylo umožněno soudní šetření a zajištěn výkon soudních rozhodnutí na jejich dotyčných územích.

Článek 27

1. Organizace neustále spolupracuje s příslušnými úřady smluvních stran s cílem usnadnit řádný výkon spravedlnosti, zajistit dodržování policejních předpisů a předejít jakémukoli zneužití, k němuž by mohla vést privilegia, imunita, osvobození nebo výhody vyjmenované v této Úmluvě.

2. Organizace usnadní v nejvyšší možné míře provádění prací ve veřejném zájmu, které mají být uskutečněny na území smluvních stran uvnitř nebo v sousedství budov, které jsou jí přiděleny.

Článek 28

1. Pro výkon svého poslání je Agentura oprávněna stavět budovy a zařízení, které jsou pro ni potřebné, a přímo využívat letové provozní služby, které jí byly svěřeny.

2. Nicméně, za účelem snížení jak investičních výdajů, tak výdajů na správu, se Agentura obrací na národní technické služby a používá, vždy, když je to možné, stávajících národních zařízení, aby se předešlo jakékoli duplicitě.

Článek 29

Mezinárodní smlouvy a vnitrostátní předpisy týkající se přístupu, přeletu a bezpečnosti území smluvních stran jsou pro Agenturu závazné a ta činí veškerá opatření potřebná pro jejich uplatňování.

Článek 30

Aby smluvní strany měly možnost kontrolovat uplatňování vnitrostátních předpisů a mezinárodních smluv, je Agentura povinna podávat smluvním stranám, které o to požádají, veškeré informace týkající se letadel, které jsou jí známy z výkonu jejich funkcí.

Článek 31

V rámci pokynů daných Komisí může Agentura s vhodnými technickými službami, veřejnými či soukromými, spadajícími pod smluvní strany, pod státy, které nejsou smluvními stranami, nebo pod mezinárodní organizace, navázat vztahy potřebné pro koordinaci letového provozu a pro fungování svých vlastních služeb. Za tímto účelem může, s výhradou, že o tom informuje Komisi, uzavírat jménem Organizace smlouvy čistě administrativní, technické nebo obchodní povahy, pokud jsou nezbytné pro její fungování.

Článek 32

Smluvní strany uznávají potřebu Agentury dosáhnout finanční rovnováhy a zavazují se, že jí dají k dispozici,

s ohledem na své vlastní příjmy, přiměřené finanční prostředky v mezích a za podmínek stanovených v příložených stanovách.

Článek 33

1. Všechny spory, které by mohly vzniknout mezi smluvními stranami nebo mezi smluvními stranami a Organizací, zastupovanou Komisí, týkající se výkladu nebo provádění této Úmluvy nebo jejích příloh, a které nemohly být vyřešeny přímým jednáním nebo jiným způsobem urovnání, budou předloženy k rozhodčímu řízení na základě žádosti kterékoli strany.

2. Za tímto účelem určí každá strana pro každý případ jednoho rozhodce a ti se dohodnou na jmenování třetího rozhodce. V případě, že jedna ze stran neurčila svého rozhodce do dvou měsíců od data přijetí žádosti druhé strany, nebo v případě, že se určení rozhodci nemohli do dvou měsíců shodnout na jmenování třetího rozhodce, může kterákoli strana požádat předsedu Mezinárodního soudního dvora, aby je určil.

3. Rozhodčí soud určí svůj vlastní postup.

4. Každá strana ponese výlohy svého rozhodce a svého zastoupení při řízení před rozhodčím soudem; výlohy týkající se třetího rozhodce, jakož i ostatní výlohy ponese strany rovným dílem. Rozhodčí soud může nicméně stanovit jiné rozdělení výloh, považuje-li to za patřičné.

5. Rozhodnutí rozhodčího soudu budou pro strany sporu závazná.

Článek 34

1. Stanovy Agentury, jakož i veškeré změny, které v nich budou provedeny za podmínek uvedených v této Úmluvě a v příložených stanovách, jsou platné a účinné na území smluvních stran.

2. Každá změna ustanovení stanov podléhá schválení Komisí, jejíž členové musí rozhodnutí přijmout jednomyslně.

3. Nicméně ustanovení článku 1, článků 22 až 26 a článku 30 příložených stanov nelze změnit.

Článek 35

Vlády dotčených smluvních stran se poradí o opatřeních, která je třeba přijmout pro případ krize nebo války, se zřetelem na obtíže při celkové nebo částečné aplikaci ustanovení této Úmluvy.

Článek 36

Smluvní strany se zavazují, že zajistí Agentuře použití platných zákonných ustanovení určených k zajištění kontinuity veřejných služeb.

Článek 37

1. Tato Úmluva se vztahuje:

- a) (i) pokud jde o smluvní strany vyjmenované v příloze II, na jejich území, jak jsou definována ve zmíněné příloze;
- (ii) pokud jde o ostatní smluvní strany, na jejich územích, jak budou těmito stranami ve chvíli jejich přistoupení definována, ve shodě s Komisí přijímající rozhodnutí jednomyslně,
- b) na jakékoli území, na kterém je některá smluvní strana odpovědná za mezinárodní vztahy a na které byla Úmluva rozšířena na základě odstavce 2 tohoto článku.

2. a) Spojené království Velké Británie a Severního Irska může, k datu podpisu nebo ratifikace této Úmluvy nebo k jakémukoli pozdějšímu datu, prohlásit písemným oznámením adresovaným vládě Belgického království, že se Úmluva rozšíří na všechny Normanské ostrovy nebo na jejich část a na Ostrov Man; Úmluva se tak rozšíří na území uvedená v oznámení, a to od data přijetí tohoto oznámení nebo od jakéhokoli jiného data, které v něm bude určeno.

b) S jednomyslným souhlasem Komise a s výhradou uzavření předběžné finanční dohody s Organizací může smluvní strana kdykoli po vstupu této Úmluvy v platnost rozšířit uplatňování Úmluvy na všechna území, za jejichž mezinárodní vztahy je odpovědná. Toto rozšíření oznámí vládě Belgického království; Úmluva se tak rozšíří na území uvedená v oznámení, a to od data přijetí tohoto oznámení nebo od jakéhokoli jiného data, které bude dohodnuto s Komisí.

3. Vláda Belgického království bude informovat všechny smluvní strany o každém rozšíření Úmluvy na základě odstavce 2 tohoto článku, přičemž v každém jednotlivém případě uvede datum, od kterého byla Úmluva takto rozšířena.

Článek 38

Agentura zajišťuje letové provozní služby:

- a) v horních vzdušných prostorech nacházejících se nad územími uvedenými v předchozím článku a v horních vzdušných prostorech přilehlých k předchozím, pro které byly letové provozní služby svěřeny smluvními stranám mezinárodní smlouvou, s výhradou práv přiznaných Komisi na základě článku 6 této Úmluvy;
- b) ve spodních vzdušných prostorech, určených podle článku 2 této Úmluvy;
- c) ve vzdušných prostorech, které jsou na základě ustanovení článku 13 této Úmluvy předmětem dohod se třetími státy.

Článek 39

1. Tato Úmluva se sjednává na dobu dvaceti let, počítaných od jejího vstupu v platnost.
2. Tato doba bude automaticky prodlužována po pětiletých obdobích, pokud některá smluvní strana neprojeví, alespoň dva roky před uplynutím běžného období, písemným oznámením vládě Belgického království svůj úmysl ukončit Úmluvu.
3. Jestliže je na základě předchozího ustanovení Organizace rozpuštěna, považuje se za existující pro potřeby své likvidace.

Článek 40

1. Tato Úmluva bude ratifikována.
2. Ratifikační listiny budou uloženy u vlády Belgického království.
3. Úmluva vstoupí v platnost prvního dne měsíce následujícího po uložení ratifikační listiny toho signatářského státu, který tento úkon provede jako poslední.
4. Nicméně jakmile čtyři signatářské státy, jejichž území tvoří soudržný celek z hlediska organizace letových provozních služeb a mezi nimiž musí být stát, ve kterém je sídlo Organizace, ratifikují Úmluvu, vláda Belgického království se spojí se zúčastněnými vládami, aby případně rozhodly, se zřetelem na požadavky bezpečnosti, o okamžitém vstupu Úmluvy v platnost mezi sebou. V případě kteréhokoli signatářského státu, jehož ratifikační listina by byla uložena až po vstupu Úmluvy v platnost, Úmluva by ve vztahu k tomuto státu nabyla účinnosti až od data podepsání finanční dohody mezi tímto signatářským státem a Organizací.
5. Vláda Belgického království bude informovat vlády ostatních signatářských států o každém uložení ratifikačních listin a o datu vstupu v platnost.

Článek 41

1. Přistoupení kteréhokoli státu, který není signatářem, k této Úmluvě podléhá jednomyslnému souhlasnému rozhodnutí Komise. Toto přistoupení je podmíněno předběžnou finanční dohodou mezi státem, který není signatářem, a Organizací, v souladu s článkem 24 přiložených stanov.
2. Předseda Komise oznamuje státu, který není signatářem, rozhodnutí o přistoupení.
3. Listina o přistoupení je uložena u vlády Belgického království, která o tom vyrozumí vlády ostatních signatářských a přistupujících států.
4. Přistoupení nabyde účinnosti prvního dne měsíce následujícího po uložení listiny o přistoupení.

Článek 42

Vláda Belgického království nechá zaregistrovat tuto Úmluvu u Mezinárodní organizace pro civilní letectví.

NA DŮKAZ TOHO níže podepsaní zplnomocnění zástupci po předložení svých plných mocí, které byly shledány jako platné a formálně v pořádku, podepsali tuto Úmluvu a připojili k ní své pečeti.

VYHOTOVENO v Bruselu, dne 13. prosince 1960, v jazyce německém, anglickém, francouzském a holandském, v jediném vyhotovení, které zůstane uloženo v archivu vlády Belgického království, která předá ověřenou kopii všem signatářským státům. V případě jakéhokoli rozporu mezi texty je rozhodující text ve francouzském jazyce.

PŘÍLOHA 1

STANOVY AGENTURY

Článek 1

„AGENTURA LETOVÝCH PROVOZNÍCH SLUŽEB“, zřízená článkem 1 Mezinárodní úmluvy o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace ze dne 13. prosince 1960, dále zde nazývané „Úmluva“, se řídí těmito stanovami.

Článek 2

1. Účelem Agentury je zajišťovat ve všech prostorech určených podle odstavce 2 d) článku 6 Úmluvy a podle článku 38 Úmluvy letové provozní služby, to je:

- a) zabraňovat srážkám mezi letadly,
- b) zabezpečovat uspořádaný a rychlý tok letového provozu,
- c) poskytovat rady a informace užitečné pro bezpečné a účinné uskutečňování letů,
- d) alarmovat příslušné orgány, pokud letadla potřebují pomoc pátracích a záchranných služeb, a poskytovat těmto orgánům potřebnou součinnost.

2. Agentura nasazuje prostředky potřebné pro provádění výše vyjmenovaných úkolů a zabezpečuje jejich řádné fungování.

3. Za tímto účelem Agentura úzce spolupracuje s vojenskými orgány, aby co neúčinněji a nejehospodárněji uspokojovala potřeby letového provozu a zvláštní potřeby vojenského letectva.

4. Může zejména vytvářet výzkumná a zkušební střediska pro letový provoz a školy sloužící pro zdokonalování a specializaci pracovníků letových navigačních služeb.

Článek 3

S výhradou pravomocí přiznaných Stálé komisi pro bezpečnost letecké navigace, zřízené Úmluvou, dále zde nazývané „Komise“, je Agentura spravována Správním výborem, dále zde nazývaným „Výbor“, a ředitelem. Pravomoci ředitele jsou určeny v článku 13 níže.

Článek 4

Výbor je složen ze dvou zástupců každé ze smluvních stran, z nichž pouze jeden má hlasovací právo. Ten je vysokým úředníkem vykonávajícím ve své zemi odpovědnou funkci na poli letecké navigace. Každý zástupce má svého náhradníka, který jej v případě zaneprázdnění platně zastupuje.

Článek 5

Výbor volí ze svého středu na dobu dvou let předsedu a místopředsedu. Ti mohou být zvoleni opětovně. Výbor jmenuje tajemníka, který může být vybrán i mimo okruh členů Výboru. V případě zaneprázdnění předsedy je předsednictví Výboru zajišťováno místopředsedou nebo, chybí-li i ten, nejstarším z členů přítomných na schůzi.

Článek 6

1. Výbor je usnášeníschopný za přítomnosti všech zástupců smluvních stran majících hlasovací právo nebo při absenci jednoho z nich.

2. Jestliže tohoto počtu není dosaženo, projednání se odloží na pozdější zasedání, které se svolá nanovo a může se konat nejdříve deset dnů po předchozím zasedání. Pro toto druhé zasedání se vyžaduje alespoň polovina zástupců majících hlasovací právo.

Článek 7

1. Hlasuje se většinou hlasů přidělených smluvním stranám, přičemž se rozumí, že hlasy jsou přiděleny podle stejného klíče jako hlasy, které mají smluvní strany v Komisi podle článku 9 Úmluvy.

2. Hlasování je nicméně platné pouze tehdy, jestliže většina, kterou má na zřeteli předchozí odstavec, představuje alespoň polovinu smluvních stran.

3. V případě rovnosti hlasů předseda rozhodne, zda se provede druhé hlasování během téže schůze, bez jejího přerušení anebo s krátkým přerušením, nebo zda se návrh zane na pořad jednání nové schůze, datum jejíhož konání stanoví. Jestliže při druhé schůzi dojde opět k rovnosti hlasů, má předseda hlas rozhodující.

Článek 8

1. Výbor vypracuje svůj jednací řád.
2. Ten musí obsahovat zejména ustanovení o neslučitelnostech s výkonem úřadu. Musí kromě toho stanovit, že pozvánky na zasedání budou zaslány spěšným dopisem nebo v případě naléhavosti telegramem a budou obsahovat pořad jednání.
3. Řád podléhá schválení Komisi.

Článek 9

1. Výbor rozhoduje o technické organizaci Agentury, kterou mu navrhuje ředitel.
2. Nicméně ke schválení Komisi, která přijímá rozhodnutí všemi hlasy svých členů, musí předkládat:
 - a) návrhy týkající se počtu a umístění středisek řízení či letových informačních středisek a okruhu jejich působnosti,
 - b) opatření týkající se vytváření výzkumných a zkušebních středisek a škol pro zdokonalování a specializaci či jiných institucí zřizovaných na základě odstavce 4 článku 2 těchto stanov.

Článek 10

Výbor zasílá každoročně Komisi zprávu o činnosti a o finanční situaci Organizace.

Článek 11

Výbor vypracovává na žádost Komise investiční a provozní programy na více let. Programy se předkládají Komisi ke schválení.

Článek 12

Výbor vypracuje a předloží Komisi ke schválení předpisy týkající se uzavírání obchodních smluv a zejména podmínek vypisování obchodní soutěže.

Článek 13

1. Ředitel je jmenován na dobu pěti let Výborem, jednajícím za podmínek stanovených v odstavcích 1 a 2 článku 7 těchto stanov, s tou výhradou, že většina, určená podle prvního odstavce zmíněného článku, dosáhne 70 % dotyčným klíčem hodnoceného počtu vyjádřených hlasů. Mandát ředitele je obnovitelný za stejných podmínek.

2. Ředitel zastupuje Organizaci při soudních řízeních a ve všech občanskoprávních úkonech.

3. Kromě toho jménem Organizace a v souladu se všeobecnými směrnicemi Výboru, avšak aniž by se musel v jednotlivých případech na Výbor obracet:

- a) jmenuje pracovníky, jejichž hrubá roční mzda je nižší než určitá částka stanovená Výborem a schválená Komisí, a ukončuje jejich činnost za podmínek stanovených v personálních předpisech,
- b) sjednává půjčky na dobu nepřesahující jeden rok, s tou výhradou, že součet dotyčných půjček, se zřetelem k již uskutečněným splátkám, nepřesáhne 200 000 nových franků,
- c) uzavírá smlouvy, jejichž výše nepřesahuje 350 000 nových franků. Nicméně, jestliže jde o úplatné postoupení movitého majetku ve vlastnictví Agentury, je tato výše omezena na 50 000 nových franků,
- d) kupuje nebo zcizuje nemovitosti, pokud jejich cena nepřesahuje 200 000 nových franků.

Průběžně informuje Výbor o všech krocích učiněných na základě výše uvedených pravomocí. Výbor určí podmínky, za nichž je ředitel nahrazen v případě, že mu ve výkonu funkce brání nějaká překážka.

Článek 14

1. Výbor vypracuje personální předpisy Agentury, které musí obsahovat zejména ustanovení týkající se státní příslušnosti zaměstnanců, mzdových tabulek, neslučitelností s výkonem úřadu, služebního tajemství, kontinuity služebního poměru, pověření, a také musí stanovit funkce, které nesmí být kumulovány s žádnou další, s výhradou zvláštního povolení ředitelem.

2. Tyto personální předpisy se předkládají ke schválení Komisi, která přijímá rozhodnutí jednomyslným hlasováním.

Článek 15

1. Agentura je oprávněna získávat zaměstnance přímo pouze tehdy, jestliže smluvní strany nejsou schopny jí dát k dispozici kvalifikovaný personál.

2. Po celou dobu svého zaměstnávání Agenturou zaměstnanci poskytnutí jednotlivými zeměmi podléhají personálním předpisům Agentury, aniž by to bylo na újmu kariérním výhodám, které jsou zaručeny předpisy jednotlivých zemí úředníkům toho úřednického sboru, do kterého patří ve chvíli, kdy jsou dáni k dispozici nějakému národnímu veřejnému orgánu.

3. Zaměstnanci poskytnutí správními úřady své země mohou být těmto úřadům kdykoli dáni zpět k dispozici, aniž by toto opatření mělo disciplinární povahu.

Článek 16

1. Veškeré příjmy a výdaje Agentury musí být předmětem rozpočtové předpovědi na každý rozpočtový rok a musí být zapsány buď v provozním nebo v investičním rozpočtu.

2. Každý rozpočet musí být vyrovnaný z hlediska příjmů a výdajů. Příjmy a výdaje Agentury, týkající se výzkumných a zkušebních středisek, škol a, obecněji vzato, všech orgánů vytvořených na základě článku 2 těchto stanov, se podrobně rozepisují ve zvláštním výkazu.

3. Podmínky výhledového odhadu, plnění a kontroly příjmů a výdajů, které nejsou stanoveny zde níže, jsou určovány finančním řádem, přijatým na základě článku 30 těchto stanov.

Článek 17

1. Rozpočtový rok je od 1. ledna do 31. prosince.

2. Rozpočtové předpovědi na každý rozpočtový rok předkládá Výbor každoročně nejpozději 31. října ke schválení Komisi.

Článek 18

1. Výdaje zahrnuté do provozního rozpočtu zahrnují zejména:

- a) výdaje vztahující se k personálu a výdaje na údržbu a provoz zařízení Organizace,
- b) odměny za služby poskytované Organizaci, včetně výdajů odpovídajících používání vybavení a zařízení za úplatu a nebo případně pronájmu za úplatu nebo na splátky,
- c) výdaje odpovídající splácení půjček, jejichž uzavření bylo Organizaci povoleno,
- d) výdaje týkající se fungování Komise.

2. Podmínky, za kterých by případně mohlo být prováděno průmyslové odpisování, s ohledem na finanční odpisy, budou pro odhadování rozpočtových výdajů, jakož i pro oceňování poskytnutých služeb ve smyslu odstavce 4 článku 30 těchto stanov stanoveny v případě potřeby finančním řádem, který má na zřeteli zmíněný článek.

Článek 19

Výdaje uváděné v investičním rozpočtu zahrnují výdaje týkající se plnění programu vybavenosti.

Článek 20

1. Výdaje zapsané do provozního rozpočtu jsou povolovány na dobu jednoho rozpočtového roku. Odpovídající úvěry jsou členěny po kapitolách seskupujících výdaje podle jejich povahy nebo podle jejich určení a dále podrobněji členěny, nakolik je to zapotřebí, podle finančního řádu.

2. Za podmínek a v mezích stanovených finančním řádem mohou úvěry tohoto rozpočtu, které na konci rozpočtového roku nejsou použity a jsou jiné než úvěry týkající se výdajů na personál, být převedeny do pouze jediného následujícího rozpočtového roku. Finanční řád stanoví zejména procentuální podíl a povahu výdajů, které mohou být převáděny do dalších let.

Článek 21

1. Příděly vztahující se k investičním výdajům zahrnují:

- a) závazkové úvěry, které pokrývají určitou tranši tvořící individualizovanou jednotku a soudržný celek,
- b) platební úvěry, které tvoří horní hranici výdajů, jež mohou být vydány každým rokem na krytí závazků smluvně sjednaných ve smyslu předchozího písmene a).

2. Kalendář závazků a plateb se uvádí v příloze návrhu rozpočtu, předkládaného Výborem.

3. Úvěry otevřené z titulu investičních výdajů se rozčleňují do kapitol seskupujících výdaje podle jejich povahy nebo jejich určení a dále podrobněji člení, nakolik je toho zapotřebí, podle finančního řádu.

4. Platební úvěry, které jsou disponibilní na konci rozpočtového roku, se převádějí do následujícího roku za podmínek stanovených finančním řádem.

Článek 22

Příjmy provozního rozpočtu zahrnují:

- a) příspěvky smluvních stran, stanovené v souladu s článkem 23 těchto stanov,
- b) příjmy pocházející od smluvních stran, které na základě článku 2 Úmluvy svěřily Organizaci letové provozní služby v části nebo v celém svém spodním vzdušném prostoru,
- c) příjmy pocházející od států, které nejsou smluvními stranami Úmluvy a které užívají služeb podle článku 13 Úmluvy,
- d) odměny za poskytování služeb Organizací státům ve prospěch jejich letové provozní služby ve spodním prostoru,
- e) příjmy pocházející z odměn za služby poskytnuté výzkumnými a zkušebními středisky, školami či jinými orgány vytvořenými na základě článku 2 těchto stanov,
- f) různé příjmy,
- g) případné poplatky uživatelů, které by byly stanoveny na základě článku 20 Úmluvy.

Článek 23

1. Pro výpočet ročních příspěvků smluvních stran do provozního rozpočtu se celková cena služeb Organizace, souvisejících s řízením horního vzdušného prostoru, považuje za rovnající se rozdílu mezi rozpočtovými výdaji rozpočtového roku a těmi příjmy za tentýž rozpočtový rok, které mají na zřeteli písmena b) až f) včetně článku 22 těchto stanov.

Tato celková cena je rozdělena do dvou částí, poměrně ke službám poskytnutým následujícím kategoriím uživatelů:

- a) civilní letadla států, které nejsou smluvními stranami, a vojenská, celní a policejní letadla,
- b) civilní letadla smluvních stran.

2. Toto rozdělení stanoví na každý rozpočtový rok Komise, která při tom vychází z rozsahu služeb poskytnutých v horním vzdušném prostoru kategoriím uživatelů uvedeným výše (za referenční je považován předposlední a předpředposlední rok).

Co se týká první části ceny, určí se roční příspěvek smluvních stran v jejich úhrnu tak, že se od ní odečte celková výše poplatků případně placených Organizací dotýčnou kategorií uživatelů.

3. Podíl každé ze smluvních stran se vypočte poměrně k objemu hrubých domácích produktů smluvních stran, jak jsou definovány v článku 9 Úmluvy.

4. Vzorec pro rozpočtení druhé části mezi smluvní strany je založen na hodnotě služeb poskytnutých Organizací civilním letadlům registrovaným na území jednotlivých smluvních stran. Tento vzorec je stanoven Komisí a každých pět let je revidován.

5. Roční příspěvek každé ze smluvních stran se stanoví tak, že se od na ni připadajícího podílu, vypočteného prostřednictvím zmíněného vzorce, odečte výše poplatků eventuálně předepsaných provozovatelům za civilní letadla registrovaná na jejím území.

Článek 24

Příjmy investičního rozpočtu zahrnují:

- a) půjčky, které si Organizace sjednala,
- b) ostatní eventuelní zdroje, zejména ty, které v případě přistoupení nějakého nového státu nebo v případě ratifikace signatářským státem až po nabytí účinnosti Úmluvy vyplynou z uplatnění článků 40 a 41 Úmluvy,
- c) finanční příspěvky smluvních stran, určené do tohoto rozpočtu.

Článek 25

1. Finanční řád stanoví postupy, v souladu s kterými Organizace může sjednávat a splácet půjčky.

2. Každý roční rozpočet stanoví maximální částku, kterou si Organizace může půjčit během roku, který rozpočet pokrývá.

3. Organizace si může půjčit na mezinárodních finančních trzích zdroje potřebné pro plnění svých úkolů.

4. Organizace si může půjčit na finančních trzích některé ze smluvních stran v rámci zákonných ustanovení vztahujících se na vnitřní půjčky anebo, pokud taková ustanovení neexistují, jestliže se dotyčná smluvní strana a Organizace spolu domluví a shodly na půjčce zamýšlené Organizací.

5. V oblastech, které má na zřeteli tento článek, jedná Organizace v souhlasu s příslušnými orgány smluvních stran nebo s jejich emisí bankou.

Článek 26

1. Příspěvky smluvních stran do investičního rozpočtu jsou stanovovány na základě článku 32 Úmluvy tak, aby pokryly rozdíl mezi rozpočtovými výdaji a příjmy, které mají na zřeteli odstavce a) a b) článku 24 těchto stanov.

2. Rozpočtení těchto příspěvků na jednotlivé smluvní strany se provádí úměrně velikosti jejich hrubých domácích produktů, vyhodnocovaných tak, jak je uvedeno v článku 9 Úmluvy.

Článek 27

Provozní a investiční rozpočet mohou být v průběhu rozpočtového roku revidovány, pokud to okolnosti vyžadují, způsobem stanoveným pro jejich sestavování a schvalování.

Článek 28

1. Výdaje týkající se provozního a investičního rozpočtu se zohledňují do rozpočtu toho roku, ve kterém jsou platební listiny vidovány účetním Agenturou.

2. Příjmy se zohledňují do rozpočtu toho roku, ve kterém jsou inkasovány Agenturou.

3. Závěrku účtů jednotlivých rozpočtových let provádí Výbor nejpozději šest měsíců od ukončení dotyčného roku a dále závěrka podléhá schválení Komise, která o ní rozhoduje s konečnou platností.

Článek 29

1. Účty všech příjmů a výdajů každého rozpočtu jsou zkoumány kontrolní misí, tvořenou dvěma specializovanými úředníky ze správních úřadů smluvních stran. Tito úředníci, kteří musí být navzájem odlišné státní příslušnosti, jsou jmenováni na období pěti let Komisí, usnášející se za hlasovacích podmínek stanovených v odstavci 1 článku 13 těchto stanov. Výdaje týkající se této kontrolní mise nese Organizace.

2. Prověřování, které se provádí na základě dotyčných dokladů a v případě potřeby přímo na místě, má za cíl zjistit dodržení zákonnosti a řádnosti příjmů a výdajů a ujistit se o dobré finanční správě. Po uzavření každého období kontrolní mise vyhotovuje zprávu.

3. Komise dává řediteli a Výboru absolutorium z jejich správy každého z rozpočtů.

Článek 30

1. Komise jednomyslným usnesením svých členů stanoví na návrh Agentury její finanční řád.

2. Kromě záležitostí uvedených v článcích 16, 18, 20, 21, 25 a 31 těchto stanov stanoví finanční řád zejména:

- a) podmínky sestavování a plnění rozpočtů a předkládání a ověřování účtů,
- b) postup, kterým mají být zálohy a příspěvky dávány k dispozici Organizaci,
- c) podmínky, za kterých bude možné převádět úvěry buď z jedné kapitoly do druhé nebo z jednoho rozpočtového pododdílu do druhého. Žádný výdaj na personál však nesmí být pokryt převodem úvěrů určených na jiné výdaje,
- d) podmínky, za kterých mohou být pro Organizaci otevřeny úvěry v případě, že by provozní a investiční rozpočet nebyly na začátku roku odhlasovány, jakož i fondy, které mají smluvní strany dát Organizaci k dispozici a které se započtou proti jejich příspěvkům.

3. Finanční řád určuje pravidla, kterými se musí řídit příkazci a účetní, rozsah jejich odpovědnosti a kontroly, kterým jsou podrobeni.

4. Určuje podmínky, za kterých musí Agentura vést analytické účetnictví, které vykazuje hodnotu poskytnutých služeb, a zřídit rozpočtovou kontrolu, umožňující pravidelně sledovat používání úvěrů během rozpočtového roku.

Článek 31

1. Provozní a investiční rozpočet se sestavují v měně toho státu, kde má Organizace své sídlo.

2. Finanční příspěvky, uvedené v písmenu a) článku 22 a v písmenu c) článku 24 těchto stanov, jsou splatné

v oné měně. Nicméně finanční řád stanoví, za jakých podmínek mohou smluvní strany platit část svých příspěvků v kterékoli měně, kterou bude Organizace potřebovat pro plnění svých úkolů.

3. Finanční řád upřesňuje referenční základy, sloužící ke stanovení směnných kurzů, a přizpůsobovací mechanismy uznané za potřebné v důsledku měnových výkyvů.

Článek 32

Přechodně a odchylně od článku 23 těchto stanov se rozpočtení příspěvků smluvních stran do provozního rozpočtu na tři první rozpočtové roky provede tak, že se kritérium hrubého domácího produktu, jak je definováno v článku 9 Úmluvy, vztáhne na celou hodnotu rozdílu definovaného v odstavci 1 zmíněného článku 23.

Článek 33

Mimořádně pro první rozpočtový rok se sestaví, nejpozději dva měsíce od chvíle, kdy Úmluva vstoupí v platnost, počáteční rozpočet pokrývající období od data onoho vstupu v platnost do konce kalendářního roku. Smluvní strany budou vyzvány, aby poskytly patřičné zálohy do provozního fondu.

Článek 34

1. Služební oddělení Agentury mohou být na podnět Komise, jednající ze své vlastní iniciativy nebo na žádost Výboru nebo ředitele, podrobena administrativní a technické inspekci.

2. Tyto inspekce jsou prováděny úředníky ze státní správy smluvních stran. Každá inspekční mise je tvořena nejméně dvěma osobami navzájem různé státní příslušnosti. Každá inspekční mise musí, pokud je to možné, mít za člena jednoho zástupce, který se zúčastnil předchozí inspekce.

Článek 35

1. Jazykem užívaným pro úkony řízení letového provozu zajišťované Agenturou je jazyk anglický, s výhradou pozdějšího přijetí mezinárodního leteckého jazyka Mezinárodní organizací pro civilní letectví. Nicméně se přijmou opatření, aby piloti mohli používat svého vlastního jazyka při přeletu svým státním územím. Agentura musí na žádost smluvních stran, které na tom budou mít zájem, zavést vhodná opatření.

2. Výbor stanoví úřední jazyky Agentury.

Článek 36

Agentura vydává publikace potřebné pro své fungování.

Článek 37

Za podmínek stanovených v článku 34 Úmluvy předkládá Výbor ke schválení Komisi všechny změny stanov, které se mu zdají být potřebné.

Článek 38

Tyto stanovy vstupují v platnost ve stejný okamžik a za stejných podmínek jako Úmluva.

PŘÍLOHA II
(článek 37 Úmluvy)

Smluvní strany	Území
Spolková republika Německo	Území Spolkové republiky Německo
Belgické království.....	Území Belgického království
Francouzská republika	Francouzské správní oblasti
Spojené království Velké Británie a Severního Irska.....	Velká Británie a Severní Irsko
Lucemburské velkovévodství	Území Lucemburského velkovévodství
Nizozemské království.....	Evropské území Nizozemského království

**ZUSATZPROTOKOLL
ZUM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN ÜBER ZUSAMMENARBEIT
ZUR SICHERUNG DER LUFTFAHRT
« EUROCONTROL »**

**ADDITIONAL PROTOCOL
TO THE « EUROCONTROL » INTERNATIONAL CONVENTION
RELATING TO CO-OPERATION
- FOR THE SAFETY OF AIR NAVIGATION**

**PROTOCOLE ADDITIONNEL
A LA CONVENTION INTERNATIONALE DE COOPERATION
POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE
« EUROCONTROL »**

**ADDITIONEEL PROTOCOL
BIJ HET INTERNATIONAAL VERDRAG TOT SAMENWERKING
IN HET BELANG VAN DE VEILIGHEID VAN DE LUCHTVAART
« EUROCONTROL »**

6.VII.1970

ZUSATZPROTOKOLL
zum Internationalen Uebereinkommen
über Zusammenarbeit
zur Sicherung der Luftfahrt
« EUROCONTROL »

Die Vertragsparteien des am 13. Dezember 1960 zu Brüssel unterzeichneten Internationalen Übereinkommens über Zusammenarbeit zur Sicherung der Luftfahrt « EUROCONTROL » (im folgenden als « Übereinkommen » bezeichnet), durch das die Europäische Organisation zur Sicherung der Luftfahrt « EUROCONTROL » (im folgenden als « Organisation » bezeichnet) gegründet wurde,

Haben folgendes vereinbart :

Artikel 1

1. Unbeschadet der in Artikel 21 und 22 des Übereinkommens vorgesehenen Steuerbefreiungen verpflichten sich die Regierungen der Mitgliedstaaten, wenn die Organisation in Ausübung ihrer amtlichen Tätigkeit grössere Vermögenswerte erwirbt oder Dienstleistungen von grösserem Wert in Anspruch nimmt und im Zusammenhang damit indirekte Steuern, oder sonstige indirekte Abgaben — einschliesslich der bei der Einfuhr erhobenen indirekten Steuern, soweit diese nicht bereits von Artikel 22 Absatz 1 des Übereinkommens erfasst werden — anfallen, in allen Fällen, in denen es ihnen möglich ist, geeignete Massnahmen zu treffen, um die Wirkungen dieser Steuern oder Abgaben für die Organisation entweder durch Berichtigung der an die Organisation zu zahlenden Finanzbeiträge, oder durch Erlass oder Vergütung der entsprechenden Steuerbeträge an die Organisation aufzuheben.

2. Bei Zahlungen, die die Organisation an Mitgliedstaaten für die von diesen vorgenommenen Investitionen als Kostenerstattung leistet, tragen diese Staaten dafür Sorge, dass die der Organisation vorgelegten Kostenrechnungen keine Steuern oder sonstigen Abgaben enthalten, von denen die Organisation befreit wäre, oder die ihr zu erlassen oder zu vergüten wären, oder derentwegen die Finanzbeiträge an die Organisation zu berichtigen wären, wenn die Organisation diese Investitionen selbst vorgenommen hätte.

3. Die Bestimmungen dieses Artikels gelten nicht für Abgaben, die lediglich Vergütungen für Leistungen öffentlicher Versorgungsbetriebe darstellen.

ADDITIONAL PROTOCOL
to the « EUROCONTROL »
International Convention
relating to Co-operation
for the Safety of Air Navigation

The States party to the « EUROCONTROL » International Convention relating to Co-operation for the Safety of Air Navigation signed at Brussels on the 13th of December 1960 (hereinafter called « the Convention »), which set up the European Organisation for the Safety of Air Navigation « EUROCONTROL » (hereinafter called « the Organisation »),

Have agreed as follows :

Article 1

1. Without prejudice to the exemptions provided for in Articles 21 and 22 of the Convention, when the Organisation in the exercise of its official activities makes substantial acquisitions of property or employs services of substantial value in respect of which indirect duties, taxes or charges (including such duties, taxes or charges levied on importation other than those referred to in paragraph 1 of Article 22 of the Convention) have been paid or are payable, the Governments of the Member States shall, whenever possible, take appropriate action to offset the effect on the Organisation of such duties, taxes or charges by means of an adjustment of the financial contributions to the Organisation or by means of remission or of reimbursement to the Organisation of the amount of the duties, taxes or charges.

2. With regard to payments by the Organisation to Member States in respect of capital investments made by those States, in so far as the cost thereof is to be refunded by the Organisation, the said States shall ensure that their statements of the amounts in question submitted to the Organisation do not include duties, taxes or charges from which the Organisation would have been exempt or which would be refunded to it or which would be the subject of an adjustment of the financial contributions to the Organisation if the Organisation had made those investments itself.

3. The provisions of this Article shall not apply in respect of duties, taxes or charges collected as payment for public utility services.

**PROTOCOLE ADDITIONNEL
à la Convention internationale
de coopération pour la sécurité
de la navigation aérienne
« EUROCONTROL »**

Les Etats parties à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL » signée à Bruxelles le 13 décembre 1960, ci-après dénommée « la Convention », instituant l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL », ci-après dénommée « l'Organisation »,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article 1

1. Sans préjudice des exonérations prévues aux articles 21 et 22 de la Convention, lorsque l'Organisation, dans l'exercice de sa mission officielle, procède à des acquisitions importantes de biens ou emploie des services de valeur importante comportant l'incidence d'impôts, droits ou taxes indirects (y compris les impôts, droits ou taxes perçus à l'importation autres que ceux mentionnés à l'article 22, paragraphe 1 de la Convention), les Gouvernements des Etats membres prennent, dans toute la mesure du possible, des dispositions appropriées pour annuler cette incidence, soit par ajustement des contributions financières versées à l'Organisation, soit par remboursement à l'Organisation du montant de ces impôts, droits ou taxes; ceux-ci peuvent également faire l'objet d'une exonération.

2. Pour ce qui est des paiements que l'Organisation doit effectuer aux Etats membres au titre d'investissements réalisés par ces Etats, et dans la mesure où les dépenses correspondantes doivent être remboursées par l'Organisation, lesdits Etats veilleront à ce que le relevé de compte qu'ils présenteront à l'Organisation ne mentionne pas d'impôts, droits ou taxes dont l'Organisation aurait été exonérée, qui lui seraient remboursés ou qui feraient l'objet d'un ajustement des contributions financières à l'Organisation si l'Organisation avait elle-même procédé à ces investissements.

3. Les dispositions du présent article ne s'étendent pas aux impôts, droits ou taxes perçus en rémunération de services d'utilité générale.

**ADDITIONEEL PROTOCOL
bij het Internationaal Verdrag
tot samenwerking in het belang
van de veiligheid van de luchtvaart
« EUROCONTROL »**

De Staten welke partij zijn bij het op 13 december 1960 te Brussel ondertekende Internationale Verdrag tot samenwerking in het belang van de veiligheid van de luchtvaart « EUROCONTROL », hierna genoemd « het Verdrag », waarbij de Europese Organisatie voor de veiligheid van de luchtvaart « EUROCONTROL », hierna genoemd « de Organisatie » is opgericht,

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1

1. Onverminderd de in de artikelen 21 en 22 van het Verdrag voorziene vrijstellingen treffen de Regeringen van de Lid-Staten, wanneer de Organisatie in het kader van haar officiële werkzaamheden belangrijke zaken verwerft of gebruik maakt van diensten van belangrijke waarde, terzake waarvan indirecte rechten of belastingen met inbegrip van zodanige bij invoer geheven rechten en belastingen, voor zover zij niet onder art. 22, eerste lid, van het Verdrag vallen, geheven zijn of kunnen worden, zo mogelijk, passende maatregelen om de gevolgen van bedoelde rechten en belastingen voor de Organisatie weg te nemen door een aanpassing van de financiële bijdragen welke aan de Organisatie worden verstrekt dan wel door vrijstelling of teruggave aan de Organisatie van het bedrag van de indirecte rechten en belastingen.

2. Met betrekking tot betalingen van de Organisatie aan Lid-Staten wegens investeringen door die Staten verricht, dragen, voor zover de kosten daarvan door de Organisatie moeten worden vergoed, deze Staten zorg dat in hun opgave van de desbetreffende bedragen aan de Organisatie geen rechten of belastingen zijn begrepen waarvan de Organisatie zou zijn vrijgesteld of die zij zou terugontvangen dan wel welke aanleiding tot een aanpassing van de financiële bijdragen aan de Organisatie zouden geven, indien de Organisatie zelf deze investeringen zou hebben gedaan.

3. Het in dit artikel bepaalde geldt niet voor rechten of belastingen die niet anders zijn dan vergoedingen wegens algemene door de overheid verrichte diensten

Artikel 2

Von der Organisation erworbene Vermögenswerte, auf die Artikel 1 Absatz 1 Anwendung findet, dürfen nur zu den von den Regierungen der betreffenden Staaten festgesetzten Bedingungen verkauft oder sonstwie veräußert werden.

Artikel 3

1. Sofern der Generaldirektor der Agentur oder ein Beamter oder Bediensteter, für den das in Artikel 14 der Satzung der Agentur bezeichnete Personalstatut oder die Allgemeinen Beschäftigungsbedingungen für das Personal der Eurocontrol-Zentrale Maastricht gelten, mit seinen von der Organisation gezahlten Bezügen in einem Mitgliedstaat besteuert wird, trifft dieser Staat geeignete Massnahmen, um zugunsten des betreffenden Haushalts der Organisation einen finanziellen Ausgleich zu bewirken, der so genau wie möglich dem Steuerbetrag entspricht.

2. Die Bestimmungen des Absatzes 1 dieses Artikels finden auf die von der Organisation gezahlten Ruhegehälter und Renten keine Anwendung.

Artikel 4

Bei der Anwendung dieses Protokolls handeln die Organisation und die verantwortlichen Behörden der beteiligten Mitgliedstaaten im gegenseitigen Einvernehmen.

Artikel 5

Jede Streitigkeit, die zwischen Vertragsparteien oder zwischen Vertragsparteien und der durch die Kommission vertretenen Organisation über die Auslegung oder Anwendung dieses Protokolls entsteht, wird nach dem in Artikel 33 des Übereinkommens vorgesehenen Verfahren beigelegt.

Artikel 6

Dieses Protokoll bleibt für die Gültigkeitsdauer des Übereinkommens in Kraft.

Artikel 7

1. Dieses Protokoll bedarf der Ratifikation.

2. Die Ratifikationsurkunden sind bei der Regierung des Königreichs Belgien zu hinterlegen.

Article 2

Property acquired by the Organisation to which paragraph 1 of Article 1 applies may not be sold or otherwise disposed of except in accordance with conditions laid down by the Governments of the States concerned.

Article 3

1. When the Director General of the Agency or any official or servant subject to the Staff Regulations envisaged in Article 14 of the Statute of the Agency or the General Conditions of Service for the Staff of the Eurocontrol Maastricht Centre is taxed by a Member State on the salary and emoluments paid to him by the Organisation, the Member State concerned shall take appropriate action to make as exact a financial adjustment as possible in favour of the relevant budget of the Organisation in respect of the amount of the tax.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to pensions and annuities paid by the Organisation.

Article 4

For the purpose of the present Protocol, the Organisation shall act in concert with the relevant authorities of the Member States concerned.

Article 5

Any dispute which may arise between the Contracting Parties, or between the Contracting Parties and the Organisation represented by the Commission, relating to the interpretation or application of the present Protocol shall be settled in accordance with the procedure set out in Article 33 of the Convention.

Article 6

The present Protocol shall remain in force until the expiry of the Convention.

Article 7

1. The present Protocol shall be ratified.

2. The instruments of ratification shall be deposited with the Government of the Kingdom of Belgium.

Article 2

Les biens acquis par l'Organisation auxquels s'applique l'article 1, paragraphe 1, ne peuvent être vendus ou cédés que conformément aux conditions fixées par les Gouvernements des Etats intéressés.

Article 3

1. Lorsque le Directeur général de l'Agence ou tout fonctionnaire ou agent régi par le Statut administratif prévu à l'article 14 des Statuts de l'Agence ou par les Conditions générales d'emploi du personnel du Centre Eurocontrol à Maastricht est soumis à l'imposition par un Etat membre sur les revenus qui lui sont versés par l'Organisation, ledit Etat prendra les mesures voulues pour procéder à un ajustement financier aussi exact que possible en faveur du budget correspondant de l'Organisation en fonction du montant de cette imposition.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliqueront pas aux pensions et rentes versées par l'Organisation.

Article 4

Pour l'application du présent Protocole, l'Organisation agit de concert avec les autorités responsables des Etats membres intéressés.

Article 5

Tout différend qui pourra naître soit entre les Parties Contractantes, soit entre les Parties Contractantes et l'Organisation représentée par la Commission, relatif à l'interprétation ou l'application du présent Protocole, sera réglé suivant la procédure prévue à l'article 33 de la Convention.

Article 6

Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention.

Article 7

1. Le présent Protocole sera ratifié.

2. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Artikel 2

De door de Organisatie verworven zaken waarop artikel 1, eerste lid, van toepassing is, kunnen slechts worden verkocht of afgestaan op de voorwaarden, gesteld door de Regeringen van de betrokken Staten.

Artikel 3

1. Wanneer de Directeur-generaal van het Agentschap, dan wel een ambtenaar of functionaris die onder het in artikel 14 der Statuten van het Agentschap bedoelde administratief statuut, resp. onder de algemene arbeidsvoorwaarden voor het personeel van het Eurocontrol-centrum Maastricht valt, door een Lid-Staat aan belasting wordt onderworpen uit hoofde van door de Organisatie uitbetaalde salarissen en emolumenten, neemt de betrokken Lid-Staat passende maatregelen om een zo nauwkeurig mogelijke financiële tegemoetkoming overeenkomend met die belasting te verlenen ten gunste van de desbetreffende begroting van de Organisatie.

2. De bepalingen in het eerste lid van dit artikel gelden niet voor door de Organisatie betaalde pensioenen en uitkeringen.

Artikel 4

Voor de toepassing van dit Protocol handelt de Organisatie in overeenstemming met de verantwoordelijke autoriteiten van de betrokken Lid-Staten.

Artikel 5

Ieder geschil dat tussen de Verdragsluitende Partijen of tussen de Verdragsluitende Partijen en de Organisatie, vertegenwoordigd door de Commissie, mocht ontstaan ten aanzien van de uitlegging of toepassing van dit Protocol zal overeenkomstig de in artikel 33 van het Verdrag bedoelde procedure worden opgelost.

Artikel 6

Dit Protocol blijft van kracht zolang het Verdrag van kracht blijft.

Artikel 7

1. Dit Protocol dient te worden bekrachtigd.

2. De akten van bekrachtiging zullen worden negelegd bij de Regering van het Koninkrijk België.

3. Das Protokoll tritt am ersten Tage des Monats in Kraft, der auf die Hinterlegung der Ratifikationsurkunde durch diejenige Vertragspartei des Übereinkommens folgt, die diese Urkunde zuletzt hinterlegt.

4. Die Regierung des Königreichs Belgien teilt den Regierungen der anderen Vertragsparteien des Übereinkommens jede Hinterlegung einer Ratifikationsurkunde sowie den Tag des Inkrafttretens mit.

Artikel 8

1. Jeder Nichtunterzeichnerstaat, der den Beitritt zum Übereinkommen gemäss den Bestimmungen desselben Artikels 41 beantragt, kann diesem Protokoll beitreten.

2. Voraussetzung für die im genannten Artikel 41 vorgesehene Genehmigung durch die Kommission ist der Beitritt des betreffenden Staates zu diesem Protokoll.

3. Die Urkunde über den Beitritt zum Protokoll wird gleichzeitig mit der Urkunde über den Beitritt zum Übereinkommen bei der Regierung des Königreichs Belgien hinterlegt, welche die Regierungen der anderen Staaten hiervon unterrichtet, die das Übereinkommen unterzeichnet haben oder ihm beigetreten sind.

4. Der Beitritt zum Protokoll wird am gleichen Tage wirksam wie der Beitritt zum Übereinkommen.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten nach Vorlage ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachtsurkunden dieses Protokoll unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

GESCHEHEN zu Brüssel am 6. Juli 1970, in deutscher, englischer, französischer und niederländischer Sprache, in einer Urschrift, die im Archiv der Regierung des Königreichs Belgien hinterlegt wird; diese übermittelt jedem Unterzeichnerstaat eine beglaubigte Abschrift. Bei Abweichungen zwischen den Texten ist der Wortlaut in französischer Sprache verbindlich.

3. The present Protocol shall come into force on the first day of the month following the deposit of the instrument of ratification of the last State party to the Convention to complete that formality.

4. The Government of the Kingdom of Belgium shall notify the Governments of the other States party to the Convention of any deposit of an instrument of ratification and of the date of entry into force.

Article 8

1. Accession to the present Protocol is open to any non-signatory State which makes a request to accede to the Convention in accordance with the provisions of Article 41.

2. The agreement of the Commission stipulated in the said Article 41 shall be subject to the accession of the State concerned to the present Protocol.

3. The instrument of accession to the present Protocol shall be deposited at the same time as the instrument of accession to the Convention with the Government of the Kingdom of Belgium, which shall notify the Governments of the other signatory and acceding States.

4. Accession to the present Protocol shall take effect from the same day as the accession to the Convention.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, after presentation of their full powers, found to be in good and due form, have signed the present Protocol and have affixed thereto their seals.

DONE at Brussels, this sixth day of July, 1970, in the English, German, French and Dutch languages, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Government of the Kingdom of Belgium, which shall transmit certified copies to all the signatory States. In the case of any inconsistency, the text in the French language shall prevail.

3. Il entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat partie à la Convention qui procédera le dernier à cette formalité.

4. Le Gouvernement du Royaume de Belgique avisera les Gouvernements des autres Etats parties à la Convention de tout dépôt d'instrument de ratification et de la date d'entrée en vigueur.

Article 8

1. L'adhésion au présent Protocole est ouverte à tout Etat non signataire qui demanderait d'adhérer à la Convention, conformément aux dispositions de son article 41.

2. L'accord de la Commission prévu audit article 41 est subordonné à l'adhésion de l'Etat concerné au présent Protocole.

3. L'instrument d'adhésion au présent Protocole sera déposé en même temps que l'instrument d'adhésion à la Convention auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique, qui en avisera les Gouvernements des autres Etats signataires et adhérents.

4. L'adhésion au présent Protocole prendra effet le même jour que l'adhésion à la Convention.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Bruxelles, le 6 juillet 1970, en langues française, allemande, anglaise et néerlandaise, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Etats signataires. Le texte en langue française fera foi en cas de divergence entre les textes.

3. Het Protocol treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de datum van nederlegging van de akte van bekrachtiging van de ondertekenende Staat, Partij zijnde bij het Verdrag, die het laatst hiertoe is overgegaan.

4. De Regering van het Koninkrijk België zal de Regeringen van de andere ondertekenende Staten die Partij zijn bij het Verdrag in kennis stellen van elke nederlegging van een akte van bekrachtiging en van de datum van inwerkingtreding.

Artikel 8

1. Tot dit Protocol kan worden toegetreden door elke niet ondertekenende Staat die overeenkomstig artikel 41 van het Verdrag om toetreding tot het Verdrag verzocht.

2. De in genoemd artikel 41 bedoelde goedkeuring van de Commissie is afhankelijk van de toetreding van de betrokken Staat tot dit Protocol.

3. De akte van toetreding tot dit Protocol wordt tegelijk met de akte van toetreding tot het Verdrag nedergelegd bij de Regering van het Koninkrijk België, die de Regeringen van de andere ondertekenende en toetredende Staten hiervan in kennis zal stellen.

4. De toetreding tot dit Protocol wordt van kracht op dezelfde datum als de toetreding tot het Verdrag.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende Gevolmachtigden, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, dit Protocol hebben ondertekend en van hun zegel hebben voorzien.

GEDAAN te Brussel op 6 juli 1970, in de Nederlandse, Duitse, Engelse en Franse taal, in een enkel exemplaar dat blijft berusten in het archief van de Regering van het Koninkrijk België, die een gewaarmerkt afschrift hiervan zal doen toekomen aan alle ondertekenende Staten. In geval van afwijking tussen de teksten is de Franse tekst doorslaggevend.

PŘEKLAD

DODATKOVÝ PROTOKOL

k Mezinárodní úmluvě o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace
(EUROCONTROL)

Státy, které jsou smluvními stranami Mezinárodní úmluvy o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“, uzavřené v Bruselu dne 13. prosince 1960 (dále jen „Úmluva“), zřizující Evropskou organizaci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“ (dále jen „Organizace“),

se dohodly na následujícím:

Článek 1

1. Aniž by to bylo na újmu osvobozením uvedeným v člancích 21 a 22 Úmluvy, když Organizace při plnění svého oficiálního poslání uskuteční velké majetkové akvizice nebo použije služeb ve vysoké hodnotě, na které dopadají daně nebo nepřímé poplatky (včetně jiných daní či poplatků vybíraných při dovozu než ty, které jsou uvedené v odstavci 1 článku 22 Úmluvy), vlády členských států učiní, nakolik je to jen možné, patřičná opatření, aby tento dopad byl odstraněn, buď tak, že upraví finanční příspěvky vyplácené Organizaci, anebo tak, že Organizaci uhradí výši těchto daní či poplatků; také ji od nich mohou osvobodit.

2. Co se týká plateb, které musí Organizace uhradit členským státům z titulu investic uskutečněných těmito státy, a pokud příslušné výdaje musí být uhrazeny Organizací, dotyčné státy budou dbát na to, aby výpis z účtu, který předloží Organizaci, neuváděl daně či poplatky, od nichž Organizace byla osvobozena, které jí byly uhrazeny nebo které by byly předmětem úpravy finančních příspěvků pro Organizaci, jestliže ony investice uskutečnila sama Organizace.

3. Ustanovení tohoto článku se nevztahují na daně či poplatky, které jsou vybírány jako odměna za obecně prospěšné služby.

Článek 2

Majetek nabytý Organizací, na který se vztahuje odstavec 1 článku 1, může být prodán nebo postoupen pouze za podmínek stanovených vládami dotyčných států.

Článek 3

1. Jestliže generální ředitel Agentury nebo kterýkoli úředník nebo pracovník podléhající personálním předpisům uvedeným v článku 14 stanov Agentury nebo Všeobecným podmínkám zaměstnávání personálu střediska Eurocontrolu v Maastrichtu je podroben ze strany členského státu zdaňování příjmů, které jsou mu vypláceny Organizací, dotyčný stát přijme taková vhodná opatření, aby nastala co nejpřesnější finanční úprava ve prospěch příslušného rozpočtu Organizace, vztažné k výši dotyčného zdaňování.

2. Ustanovení odstavce 1 tohoto článku se nebudou vztahovat na penze a renty vyplácené Organizací.

Článek 4

Pro uplatňování tohoto Protokolu Organizace jedná ve shodě s odpovědnými úředními orgány dotyčných členských států.

Článek 5

Jakýkoli spor týkající se výkladu nebo provádění tohoto Protokolu, který by vznikl buď mezi smluvními stranami nebo mezi smluvními stranami a Organizací zastoupenou Komisí, bude řešen postupem uvedeným v článku 33 Úmluvy.

Článek 6

Tento Protokol zůstane v platnosti až do uplynutí platnosti Úmluvy.

Článek 7

1. Tento Protokol bude ratifikován.

2. Ratifikační listiny budou uloženy u vlády Belgického království.

3. Tento Protokol vstoupí v platnost prvního dne měsíce následujícího po uložení ratifikační listiny toho státu, smluvní strany Úmluvy, který ratifikační úkon provede jako poslední.

4. Vláda Belgického království vyrozumí vlády ostatních států, které jsou smluvními stranami Úmluvy, o každém uložení ratifikačních listin a o datu vstupu v platnost.

Článek 8

1. Přistoupení k tomuto Protokolu zůstává otevřeno pro každý stát, který není jeho signatářem a který by požádal o přistoupení k Úmluvě, v souladu s ustanoveními jejího článku 41.

2. Souhlas Komise, který má na zřeteli zmíněný článek 41, je podřízen přistoupení dotyčného státu k tomuto Protokolu.

3. Listina o přistoupení k tomuto Protokolu bude uložena současně s listinou o přistoupení k Úmluvě u vlády Belgického království, která o tom vyrozumí vlády ostatních signatářských a přistupujících států.

4. Přistoupení k tomuto Protokolu nabyde účinnosti téhož dne, jako přistoupení k Úmluvě.

NA DŮKAZ TOHO níže podepsaní zplnomocnění zástupci po předložení svých plných mocí, které byly shledány jako platné a formálně v pořádku, podepsali tento Protokol a připojili k němu své pečeti.

VYHOTOVENO v Bruselu, dne 6. července 1970, v jazyce francouzském, německém, anglickém a holandském, v jediném vyhotovení, které zůstane uloženo v archivu vlády Belgického království, která předá ověřenou kopii všem signatářským státům. V případě jakéhokoli rozporu mezi texty je rozhodující text ve francouzském jazyce.

PROTOCOLE
PORTANT MODIFICATION
DU
PROTOCOLE ADDITIONNEL DU 6 JUILLET 1970
A LA
CONVENTION INTERNATIONALE DE COOPERATION
POUR LA SECURITE
DE LA NAVIGATION AERIEENNE « EUROCONTROL »

LES ETATS PARTIES au Protocole additionnel à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL », signé à Bruxelles, le 6 juillet 1970 (ci-après dénommé « Protocole additionnel »),

SONT CONVENUS des dispositions qui suivent :

Article 1

A compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, le texte de l'article 3 du Protocole additionnel est abrogé et remplacé par le texte suivant :

- « 1. Le Directeur général de l'Agence et les membres du personnel de l'Organisation, y compris le Délégué permanent, sont soumis à un impôt au profit de l'Organisation, sur les traitements et salaires qui leur sont versés par ladite Organisation, conformément aux règles et conditions définies par la Commission permanente et ce, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. A la date d'application de cet impôt, les traitements et salaires sont exonérés de l'impôt national sur le revenu. Les Etats contractants peuvent toutefois tenir compte des traitements et salaires ainsi exonérés lorsqu'ils déterminent le montant de l'impôt applicable à tout autre revenu.
- 2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux pensions et rentes versées par l'Organisation.
- 3. Les nom, qualité, adresse, rémunérations et le cas échéant les pensions des employés et anciens employés auxquels les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article sont applicables, seront communiqués périodiquement aux Etats contractants. »

Article 2

Nonobstant les dispositions de l'article 1^{er} du présent Protocole, les obligations résultant de l'article 3 du Protocole additionnel continuent à porter leurs effets jusqu'à complet apurement des créances et obligations.

Article 3

1. Le présent Protocole sera ratifié, accepté ou approuvé.
2. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.
3. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour de l'année suivant le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Etat partie au Protocole additionnel qui procédera le dernier à cette formalité.
4. Le Gouvernement du Royaume de Belgique avisera les Gouvernements des autres Etats parties au Protocole additionnel de tout dépôt d'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation et de la date d'entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Bruxelles, le 21 novembre 1978, en langues française, allemande, anglaise et néerlandaise, en un seul exemplaire, qui restera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les Etats signataires. Le texte en langue française fera foi en cas de divergence entre les textes.

PŘEKLAD

PROTOKOL

**POZMĚŇUJÍCÍ DODATKOVÝ PROTOKOL ZE 6. ČERVENCE 1970
K MEZINÁRODNÍ ÚMLUVĚ O SPOLUPRÁCI PRO BEZPEČNOST LETECKÉ NAVIGACE
„EUROCONTROL“**

Státy, které jsou smluvními stranami Dodatkového protokolu k Mezinárodní úmluvě o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“, podepsaného v Bruselu dne 6. července 1970 (dále jen „Dodatkový protokol“),

SE DOHODLY na následujícím:

Článek 1

Od data vstupu tohoto Protokolu v platnost se text článku 3 Dodatkového protokolu ruší a nahrazuje následujícím textem:

1. Generální ředitel Agentury a členové personálu Organizace, včetně stálého delegáta, podléhají ve prospěch Organizace zdanění platů a služného, které jim Organizace vyplácí, v souladu s pravidly a podmínkami stanovenými Stálou komisí, a to ve lhůtě jednoho roku od data, kdy toto ustanovení vstoupí v platnost. K datu uplatnění tohoto zdanění budou platy a služné osvobozeny od státní daně z příjmů. Státy, které jsou smluvními stranami, mohou nicméně brát na zřetel takto od daní osvobozené platy a služné při stanovení výše daně vztahující se na ostatní příjmy.

2. Odstavec 1 se nevztahuje na penze a renty vyplácené Organizací.

3. Jména, postavení, adresy, odměny a popřípadě penze zaměstnanců a bývalých zaměstnanců, na které se vztahují ustanovení odstavců 1 a 2 tohoto článku, budou pravidelně oznamovány státům, které jsou smluvními stranami.

Článek 2

Bez ohledu na článek 1 tohoto Protokolu závazky plynoucí z článku 3 Dodatkového protokolu budou závazné až do úplného vyrovnání pohledávek a závazků.

Článek 3

1. Tento Protokol bude ratifikován, přijat nebo schválen.

2. Listiny o ratifikaci, přijetí nebo schválení budou uloženy u vlády Belgického království.

3. Tento Protokol vstoupí v platnost prvního dne roku následujícího po uložení listiny o ratifikaci, přijetí nebo schválení tím státem, smluvní stranou Dodatkového protokolu, který toto uložení provede jako poslední.

4. Vláda Belgického království vyrozumí vlády ostatních států, které jsou smluvními stranami Dodatkového protokolu, o každém uložení listiny o ratifikaci, přijetí nebo schválení a o datu vstupu v platnost.

NA DŮKAZ TOHO níže podepsaní zplnomocnění zástupci po předložení svých plných mocí, které byly shledány jako platné a formálně v pořádku, podepsali tento Protokol a připojili k němu své pečeti.

VYHOTOVENO v Bruselu dne 21. listopadu 1978 v jazyce francouzském, německém, anglickém a holandském, v jediném vyhotovení, které zůstane uloženo v archivu vlády Belgického království, která předá ověřenou kopii všem signatářským státům. V případě jakéhokoli rozporu mezi texty je rozhodující text ve francouzském jazyce.

PROTOCOLE
AMENDANT LA CONVENTION INTERNATIONALE DE COOPERATION
POUR LA SECURITE DE LA NAVIGATION AERIENNE « EUROCONTROL »
DU 13 DECEMBRE 1960

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,
LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LA REPUBLIQUE FRANÇAISE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,
L'IRLANDE,
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,

Considérant que l'évolution de la circulation aérienne exige une révision de la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL » du 13 décembre 1960 visant à instaurer un système de contrôle aérien européen organisé en commun par les Etats membres en ce qui concerne la circulation aérienne générale dans l'espace aérien supérieur,

Considérant qu'il est souhaitable de poursuivre et de renforcer la coopération entre les Etats dans le cadre d'EUROCONTROL, notamment par l'élaboration d'objectifs communs à long terme et de plans à moyen terme, en consultation avec les usagers des services de navigation aérienne, en vue d'assurer l'efficacité maximale au moindre coût de la fourniture des services de navigation aérienne,

Désireux d'élargir et de renforcer la coopération avec d'autres Etats qui sont intéressés à la réalisation des tâches confiées à EUROCONTROL en vue d'améliorer son efficacité, notamment en ce qui concerne la gestion des courants de trafic,

Désireux d'encourager les Etats intéressés à devenir membres d'EUROCONTROL,

Sont convenus des dispositions qui suivent :

Article I

La Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL » du 13 décembre 1960, telle que modifiée par le Protocole additionnel signé à Bruxelles le 6 juillet 1970 modifié lui-même par le Protocole signé à Bruxelles le 21 novembre 1978, ci-après dénommée « la Convention », est amendée selon les dispositions des articles suivants.

Article II

L'Article 1 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1

- 1. Les Parties contractantes conviennent de renforcer leur coopération dans le domaine de la navigation aérienne et de développer leurs activités communes en ce domaine, en tenant dûment compte des nécessités de la défense, tout en assurant à tous les usagers de l'espace aérien le maximum de liberté compatible avec le niveau de sécurité requis. Elles conviennent en conséquence :*

- (a) *de fixer des objectifs communs à long terme en matière de navigation aérienne et, dans ce cadre, d'établir un plan commun à moyen terme portant sur les services et installations de la circulation aérienne;*
 - (b) *d'élaborer des plans communs relatifs au perfectionnement des personnels, aux procédures et aux programmes de recherche et de développement concernant les installations et services visant à assurer la sécurité, l'efficacité et l'écoulement rapide de la circulation aérienne;*
 - (c) *de se concerter sur toute autre mesure nécessaire pour assurer l'écoulement sûr et ordonné du trafic aérien;*
 - (d) *de constituer un fonds commun d'expérience relatif aux aspects opérationnel, technique et financier de la navigation aérienne;*
 - (e) *de coordonner leurs activités en ce qui concerne la gestion des courants de trafic aérien en mettant sur pied un système international de gestion des courants de trafic en vue d'assurer l'utilisation la plus efficace de l'espace aérien.*
2. *Elles instituent à cet effet une « Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (EUROCONTROL) », ci-après dénommée « l'Organisation », qui agira en coopération avec les autorités nationales civiles et militaires. Celle-ci comporte deux organes :*
- *une « Commission permanente pour la sécurité de la navigation aérienne », ci-après dénommée « la Commission », qui constitue l'organe responsable de la politique générale de l'Organisation;*
 - *une « Agence pour la sécurité de la navigation aérienne », ci-après dénommée « l'Agence », dont les Statuts figurent à l'annexe 1 à la présente Convention. L'Agence constitue l'organe chargé de l'exécution des tâches qui sont fixées par la présente Convention, ou qui, en application de celles-ci, lui sont confiées par la Commission.*
3. *Le siège de l'Organisation est fixé à Bruxelles. »*

Article III

L'article 2 de la Convention est abrogé. L'article 6 de la Convention devient l'article 2 ainsi rédigé :

Article 2

1. *L'Organisation est chargée des tâches suivantes :*
- (a) *analyser les besoins futurs du trafic aérien ainsi que les nouvelles techniques requises pour répondre à ces besoins;*
 - (b) *élaborer et adopter des objectifs communs à long terme en matière de navigation aérienne;*
 - (c) *coordonner les plans nationaux à moyen terme pour aboutir à l'établissement d'un plan commun à moyen terme portant sur les services et installations de la circulation aérienne dans le cadre des objectifs à long terme mentionnés au (b) ci-dessus;*
 - (d) *promouvoir des politiques communes en matière de systèmes de navigation aérienne au sol et de bord, ainsi que de formation du personnel des services de la navigation aérienne;*
 - (e) *étudier et promouvoir les mesures propres à accroître la rentabilité et l'efficacité dans le domaine de la navigation aérienne;*
 - (f) *promouvoir et exécuter des études, des essais et des expérimentations touchant la navigation aérienne; rassembler et diffuser le résultat des études, des essais et des expérimentations effectués par les Parties contractantes dans le domaine de la navigation aérienne;*
 - (g) *coordonner les programmes de recherche et de développement des Parties contractantes relatifs aux nouvelles techniques dans le domaine de la navigation aérienne;*

- (h) examiner les questions relevant du domaine de la navigation aérienne mises à l'étude par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale ou par d'autres organisations internationales traitant de l'aviation civile;*
- (i) étudier les amendements aux plans régionaux de navigation aérienne à présenter à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale;*
- (j) exécuter toute autre tâche qui pourrait lui être confiée en application du (c) du paragraphe 1 de l'article 1;*
- (k) assister les Parties contractantes et les Etats tiers intéressés dans la création et la mise en œuvre d'un système international de gestion des courants de trafic aérien;*
- (l) établir et percevoir les redevances imposées aux usagers des services de la navigation aérienne conformément à l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route et pour le compte des Parties contractantes et des Etats tiers parties à cet Accord.*

Des accords particuliers peuvent être conclus entre l'Organisation et des Etats non membres intéressés à participer à l'exécution de ces tâches.

2. *L'Organisation peut être chargée, à la demande d'une ou de plusieurs Parties contractantes, des tâches suivantes :*

- (a) assister lesdites Parties, dans l'exécution de tâches spécifiques de navigation aérienne, telles que la conception et la réalisation d'installations et services de circulation aérienne;*
- (b) fournir et exploiter, en totalité ou en partie, les installations et les services de circulation aérienne, pour le compte desdites Parties;*
- (c) assister lesdites Parties en ce qui concerne le calcul et la perception des redevances imposées par celles-ci aux usagers des services de la navigation aérienne et qui ne relèvent pas de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route.*

L'exécution de telles tâches est réglée dans chaque cas par des accords particuliers conclus entre l'Organisation et les Parties intéressées.

3. *L'Organisation peut en outre, à la demande d'un ou de plusieurs Etats non membres, être chargée des tâches suivantes :*

- (a) assister lesdits Etats en ce qui concerne la gestion des courants de trafic aérien, la planification et la fourniture des services et équipements de navigation aérienne;*
- (b) assister lesdits Etats en ce qui concerne le calcul et la perception des redevances imposées par ces Etats aux usagers des services de la navigation aérienne et qui ne relèvent pas de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route.*

L'exécution de telles tâches est réglée dans chaque cas par des accords particuliers conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés. »

Article IV

Les articles 3 et 37 de la Convention sont regroupés dans un nouvel article 3 ainsi rédigé :

« Article 3

1. *La présente Convention s'applique aux services de la navigation aérienne de route et aux services connexes d'approche et d'aérodrome afférents à la circulation aérienne dans les Régions d'Information de Vol énumérées à l'Annexe 2.*
2. *Toute modification qu'une Partie contractante souhaite apporter à la liste de ses Régions d'Information de Vol figurant à l'Annexe 2 est subordonnée à l'accord unanime de la Commission*

lorsqu'elle aurait pour effet de modifier les limites de l'espace aérien couvert par la Convention; toute modification qui n'a pas un tel effet sera notifiée à l'Organisation par la Partie contractante intéressée.

3. *Au sens de la présente Convention, l'expression « circulation aérienne » vise celle des aéronefs civils, ainsi que des aéronefs militaires, de douane et de police qui se conforment aux procédures de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. »*

Article V

L'article 5 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 5

1. *La Commission est composée de représentants des Parties contractantes. Chaque Partie contractante peut se faire représenter par plusieurs délégués afin de permettre notamment la représentation des intérêts de l'aviation civile et de la défense nationale, mais ne dispose que d'un seul droit de vote.*
2. *Pour l'application du (l) du paragraphe 1 de l'article 2, la Commission est élargie aux représentants des Etats non membres de l'Organisation qui sont parties à l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route. La Commission ainsi élargie prend ses décisions dans les conditions fixées par cet Accord.*
3. *Si des dispositions à cet effet sont prévues dans d'autres accords conclus par l'Organisation avec des Etats tiers conformément au paragraphe 1 de l'article 2, notamment pour la gestion des courants de trafic, la Commission sera élargie et prendra ses décisions dans les conditions prévues par ces accords. »*

Article VI

L'article 7 de la Convention devient l'article 6 ainsi rédigé :

« Article 6

1. *Pour l'accomplissement des tâches dévolues à l'Organisation par le paragraphe 1 de l'article 2, la Commission prend les mesures suivantes :*
 - (a) *à l'égard des Parties contractantes :*
 - elle prend une décision :*
 - *dans les cas mentionnés aux (b) et (c) du paragraphe 1 de l'article 2;*
 - *dans les cas mentionnés aux (a) et (d) à (k) du paragraphe 1 de l'article 2 lorsqu'elle estime nécessaire que les Parties contractantes s'engagent dans une action commune; elle peut aussi, dans ces cas, formuler une recommandation aux Parties contractantes;*
 - (b) *à l'égard de l'Agence :*
 - *elle approuve le programme de travail annuel et les programmes d'investissement et de travail portant sur plusieurs années que lui présente l'Agence pour l'accomplissement des tâches mentionnées au paragraphe 1 de l'article 2, ainsi que le budget et le rapport d'activité; elle adresse à l'Agence des directives, lorsqu'elle l'estime nécessaire, pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées;*
 - *elle prend toutes mesures nécessaires dans l'exercice du pouvoir de tutelle dont elle dispose en vertu de la présente Convention et des Statuts de l'Agence;*
 - *elle donne décharge à l'Agence de sa gestion relative au budget.*

2. *La Commission, en outre :*

(a) *approuve le statut administratif du personnel et le règlement financier ainsi que les mesures à prendre en application du paragraphe 2 de l'article 7, et du paragraphe 3 de l'article 19 des Statuts de l'Agence;*

(b) *nomme, pour une durée de cinq ans, les membres de la mission de contrôle en application du paragraphe 1 de l'article 22 des Statuts de l'Agence.*

3. *La Commission autorise l'ouverture par l'Agence de négociations sur les accords particuliers visés à l'article 2 et approuve les accords négociés.*

4. *Les recours devant le tribunal arbitral prévu à l'article 31 sont introduits au nom de l'Organisation par la Commission. »*

Article VII

L'article 8 de la Convention devient l'article 7 ainsi rédigé :

« Article 7

1. *Les décisions sont prises par la Commission statuant à l'unanimité des Parties contractantes et sont obligatoires pour ces dernières. Toutefois, si une Partie contractante notifie à la Commission que des raisons impératives d'intérêt national l'empêchent de donner suite à une décision prise à l'unanimité dans les domaines mentionnés aux (b) et (c) du paragraphe 1 de l'article 2, elle peut déroger à ladite décision sous réserve de lui exposer les motifs de cette dérogation. Dans un délai de six mois à compter de cette notification, la Commission soit révisé sa décision antérieure, soit décide si certaines conditions ou limites doivent s'appliquer à la dérogation. Dans l'un et l'autre cas, la décision à prendre par la Commission exige l'unanimité des Parties contractantes.*

2. *La Commission statue sur les mesures prévues au (a) du paragraphe 2 de l'article 6, au paragraphe 3 de l'article 6 et au paragraphe 3 de l'article 11 à l'unanimité des suffrages exprimés.*

3. *Sauf dispositions contraires, les directives et les mesures prises dans les cas prévus au (b) du paragraphe 1 et au paragraphe 4 de l'article 6 sont adoptées par la Commission à la majorité des suffrages exprimés étant entendu que :*

— *ces suffrages sont affectés de la pondération prévue à l'article 8 ci-après;*

— *ces suffrages doivent représenter la majorité des Parties contractantes votant.*

4. *Les mesures prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 6 sont prises par la Commission dans les conditions prévues au paragraphe 3 ci-dessus, sous réserve que la majorité calculée conformément à ce paragraphe atteigne 70 % des suffrages pondérés exprimés.*

5. *Les recommandations sont formulées par la Commission à la majorité des Parties contractantes. »*

Article VIII

L'article 9 de la Convention devient l'article 8 ainsi rédigé :

Article 8

1. *La pondération prévue à l'article 7 est déterminée selon le tableau suivant :*

<i>Pourcentage de la contribution annuelle d'une Partie contractante par rapport aux contributions annuelles de l'ensemble des Parties contractantes</i>	<i>Nombre de voix</i>
<i>Inférieur à 1 %</i>	<i>1</i>
<i>De 1 à moins de 2 %</i>	<i>2</i>
<i>De 2 à moins de 3 %</i>	<i>3</i>
<i>De 3 à moins de 4 1/2 %</i>	<i>4</i>
<i>De 4 1/2 à moins de 6 %</i>	<i>5</i>
<i>De 6 à moins de 7 1/2 %</i>	<i>6</i>
<i>De 7 1/2 à moins de 9 %</i>	<i>7</i>
<i>De 9 à moins de 11 %</i>	<i>8</i>
<i>De 11 à moins de 13 %</i>	<i>9</i>
<i>De 13 à moins de 15 %</i>	<i>10</i>
<i>De 15 à moins de 18 %</i>	<i>11</i>
<i>De 18 à moins de 21 %</i>	<i>12</i>
<i>De 21 à moins de 24 %</i>	<i>13</i>
<i>De 24 à moins de 27 %</i>	<i>14</i>
<i>De 27 à moins de 30 %</i>	<i>15</i>
<i>30 %</i>	<i>16</i>

2. *La fixation initiale du nombre des voix est faite, à compter de l'entrée en vigueur du Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981, par référence au tableau ci-dessus et conformément à la règle de détermination des contributions annuelles des Parties contractantes au budget de l'Organisation qui figure à l'article 19 des Statuts de l'Agence.*
3. *En cas d'adhésion d'un Etat, il est procédé de la même manière à une nouvelle fixation du nombre de voix des Parties contractantes.*
4. *Il est procédé chaque année à une nouvelle fixation du nombre des voix, dans les conditions prévues ci-dessus. »*

Article IX

Les articles 10 et 11 de la Convention deviennent les articles 9 et 10.

Article X

L'article 12 de la Convention devient l'article 11 ainsi rédigé :

« Article 11

1. *La Commission assure avec les Etats et les organisations internationales intéressées les relations utiles à la réalisation de l'objet de l'Organisation.*
2. *La Commission est notamment, sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de l'article 6 et de l'article 13, seule compétente pour conclure au nom de l'Organisation, avec les organisations internationales, les Parties contractantes ou les Etats tiers, les accords nécessaires à l'exécution des tâches de l'Organisation prévues à l'article 2.*

3. *La Commission peut, sur proposition de l'Agence, déléguer à cette dernière la décision d'ouvrir des négociations et de conclure les accords nécessaires à l'exécution des tâches prévues à l'article 2. »*

Article XI

Il est inséré dans la Convention un nouvel article 12 ainsi rédigé :

« Article 12

Les accords entre l'Organisation et une ou plusieurs Parties contractantes ou un ou plusieurs Etats non membres ou une organisation internationale, relatifs aux tâches prévues à l'article 2 doivent fixer les tâches, droits et obligations respectifs des Parties aux accords ainsi que les conditions de financement et déterminer les mesures à prendre. Ils peuvent être négociés par l'Agence dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 6 et au paragraphe 3 de l'article 11. »

Article XII

Les articles 13 et 14 de la Convention sont abrogés. L'article 31 de la Convention devient l'article 13; l'article 15 de la Convention devient l'article 14. L'article 16 de la Convention est abrogé.

Article XIII

L'article 17 de la Convention devient l'article 15 ainsi rédigé :

« Article 15

Dans le cas où l'Organisation exercerait les tâches prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 2, l'Agence applique les règlements en vigueur sur les territoires des Parties contractantes et dans les espaces aériens pour lesquels la fourniture des services de la circulation aérienne leur est confiée en vertu des accords internationaux auxquels elles sont parties. »

Article XIV

L'article 18 de la Convention devient l'article 16 ainsi rédigé :

« Article 16

Dans le cas où l'Organisation exercerait les tâches prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 2 et dans la limite des droits conférés aux services de la circulation aérienne, l'Agence donne aux commandants d'aéronefs toutes instructions nécessaires. Ils sont tenus de s'y conformer, hormis les cas de force majeure envisagés dans les règlements mentionnés à l'article précédent. »

Article XV

L'article 19 de la Convention devient l'article 17 ainsi rédigé :

« Article 17

Dans le cas où l'Organisation exercerait les tâches prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 2, les infractions à la réglementation de la navigation aérienne commises dans l'espace où la fourniture des

services de la circulation aérienne est confiée à l'Agence sont constatées dans les procès-verbaux par des agents spécialement commissionnés par elle à cet effet, sans préjudice du droit reconnu par les législations nationales aux agents des Parties contractantes de constater les infractions de même nature. Les procès-verbaux visés ci-dessus ont devant les tribunaux nationaux la même valeur que ceux dressés par les agents nationaux qualifiés pour constater les infractions de même nature. »

Article XVI

Il est inséré dans la Convention un nouvel article 18 ainsi rédigé :

« Article 18

1. *La circulation des publications et des autres supports d'information expédiés par l'Organisation ou destinés à celle-ci, et correspondant à ses activités officielles n'est soumise à aucune restriction.*
2. *Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, l'Organisation bénéficie d'un traitement aussi favorable que celui accordé par chaque Partie contractante aux organisations internationales similaires. »*

Article XVII

L'article 20 de la Convention est abrogé et les articles 21, 22 et 23 deviennent les articles 19, 20 et 21. Dans le paragraphe 4 de l'ancien article 22, la référence à l'article 36 des Statuts de l'Agence est remplacée par une référence à l'article 25 des Statuts.

Article XVIII

L'article 24 de la Convention devient l'article 22 ainsi rédigé :

« Article 22

1. *L'Agence peut faire appel au concours de personnes qualifiées ressortissantes des Parties contractantes.*
2. *Les membres du personnel de l'Organisation ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer bénéficient des exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales similaires.*
3. (a) *Les Parties contractantes accordent, en période de crise internationale, aux membres du personnel de l'Organisation et aux membres de leur famille vivant à leur foyer, les mêmes facilités de rapatriement que celles reconnues au personnel des autres organisations internationales;*
(b) *Les obligations du personnel de l'Organisation vis-à-vis de celle-ci ne sont pas affectées par la disposition du (a) ci-dessus.*
4. *Il ne peut être fait exception aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article que pour des motifs tirés de l'ordre, de la sécurité ou de la santé publics.*
5. *Les membres du personnel de l'Organisation :*
 - (a) *bénéficient de la franchise des droits et taxes de douane autres que les redevances ou impositions représentatives de services rendus, pour l'importation des effets personnels, meubles ou autres objets de ménages usagés qu'ils apportent de l'étranger lors de leur premier établissement et pour la réexportation de ces mêmes effets, meubles et objets, lors de la cessation de leurs fonctions;*

- (b) *peuvent à l'occasion de leur prise de fonction sur le territoire de l'une des Parties contractantes, importer temporairement en franchise leur voiture automobile personnelle et ensuite, au plus tard à la fin de leur temps de service, réexporter ce véhicule en franchise, sous réserve, dans l'une et l'autre hypothèse, des conditions jugées nécessaires dans tous les cas particuliers, par le Gouvernement de la Partie contractante intéressée;*
- (c) *jouissent de l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels.*
6. *Il n'est pas fait obligation aux Parties contractantes d'accorder à leurs propres ressortissants les facilités prévues aux (a) et (b) du paragraphe 5 ci-dessus.*
7. *Le Directeur Général de l'Agence, outre les privilèges, exemptions et facilités prévus pour le personnel de l'Organisation, jouit de l'immunité de juridiction pour ses actes, y compris ses paroles et écrits, accomplis dans le cadre de son activité officielle; cette immunité n'est pas applicable en cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière ou en cas de dommage causé par un véhicule lui appartenant ou conduit par lui.*
8. *Les Gouvernements intéressés prennent toutes mesures utiles pour assurer la liberté de transfert des salaires nets. »*

Article XIX

Il est inséré dans la Convention un nouvel article 23 ainsi rédigé :

« Article 23

Les représentants des Parties contractantes, dans l'exercice de leurs fonctions ainsi qu'au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de réunion, jouissent de l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels. »

Article XX

Il est inséré dans la Convention un nouvel article 24 ainsi rédigé :

« Article 24

En raison de son régime propre de prévoyance sociale, l'Organisation, le Directeur Général et les membres du personnel de l'Organisation sont exemptés de toutes contributions obligatoires à des organismes nationaux de prévoyance sociale sans préjudice des arrangements existant entre l'Organisation et une Partie contractante lors de l'entrée en vigueur du Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981. »

Article XXI

L'article 26 de la Convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 26

1. (a) *Les installations de l'Organisation sont inviolables. Les biens et avoirs de l'Organisation sont exemptés de toute réquisition, expropriation et confiscation.*
(b) *Les archives de l'Organisation et tous les papiers et documents officiels lui appartenant sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.*
2. *Les biens et avoirs de l'Organisation ne peuvent être saisis ni faire l'objet de mesures d'exécution forcée, si ce n'est par décision de justice. Toutefois, les installations de l'Organisation ne peuvent être saisies ni faire l'objet de mesures d'exécution forcée.*

3. *Toutefois, pour effectuer les enquêtes judiciaires et assurer l'exécution des décisions de justice dans leur territoire respectif, les autorités compétentes de l'Etat du Siège et des autres pays où sont situées ces installations et archives ont accès, après en avoir avisé le Directeur général de l'Agence, aux installations et archives de l'Organisation. »*

Article XXII

L'article 28 de la Convention est abrogé.

Article XXIII

L'article 29 de la Convention devient l'article 28 ainsi rédigé :

« Article 28

Dans le cas où l'Organisation exercerait les tâches prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 2, les accords internationaux et les réglementations nationales relatifs à l'accès, au survol et à la sécurité du territoire des Parties contractantes sont obligatoires pour l'Agence qui prend toutes mesures nécessaires à leur application. »

Article XXIV

L'article 30 de la Convention devient l'article 29 ainsi rédigé :

« Article 29

Dans le cas où l'Organisation exercerait les tâches prévues au (b) du paragraphe 2 de l'article 2, l'Agence est tenue de donner aux Parties contractantes qui en formulent la demande, toutes les informations relatives aux aéronefs dont elle a connaissance dans l'exercice de ses fonctions, afin de permettre auxdites Parties contractantes de contrôler l'application des accords internationaux et des règlements nationaux. »

Article XXV

L'article 32 de la Convention devient l'article 30.

Article XXVI

L'article 33 de la Convention devient l'article 31.

Article XXVII

L'article 34 de la Convention devient l'article 32; son paragraphe 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

- « 3. *Toutefois, les dispositions prévues aux articles 1, 11, 19 et 20 des Statuts ci-annexés ne sont pas susceptibles de modification par la Commission. »*

Article XXVIII

L'article 35 de la Convention devient l'article 33 ainsi rédigé :

« Article 33

En cas de crise ou de guerre, les dispositions de la présente Convention ne peuvent porter atteinte à la liberté d'action des Parties contractantes concernées. »

Article XXIX

L'article 36 de la Convention devient l'article 34.

Article XXX

L'article 38 de la Convention est abrogé.

Article XXXI

L'article 39 de la Convention devient l'article 35. Ses paragraphes 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

- « 1. *La présente Convention, telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981, est prorogée d'une durée de vingt ans, à compter de l'entrée en vigueur du Protocole précité.*
2. *Cette durée sera automatiquement prolongée par périodes de cinq années à moins qu'une Partie contractante n'ait manifesté par une notification écrite au Gouvernement du Royaume de Belgique, au moins deux ans avant l'expiration de la période en cours, son intention de mettre fin à la Convention. Le Gouvernement du Royaume de Belgique avisera les Gouvernements des autres Etats parties à la Convention de ladite notification. »*

Article XXXII

L'article 40 de la Convention est abrogé.

Article XXXIII

L'article 41 de la Convention devient l'article 36. Ses paragraphes 1 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

- « 1. *L'adhésion à la présente Convention, telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981, de tout Etat non signataire du Protocole précité, est subordonnée :*
 - (a) à l'accord de la Commission statuant à l'unanimité;*
 - (b) au dépôt concomitant par cet Etat de son instrument d'adhésion à l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route ouvert à la signature à Bruxelles en 1981.*
4. *L'adhésion prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant le dépôt de l'instrument d'adhésion. »*

Article XXXIV

L'article 42 de la Convention est abrogé.

Article XXXV

L'Annexe I à la Convention, relative aux Statuts de l'Agence, est remplacée par l'Annexe 1 au présent Protocole.

Article XXXVI

L'Annexe II à la Convention est remplacée par l'Annexe 2 au présent Protocole intitulée « Régions d'Information de Vol (article 3 de la Convention) ».

Article XXXVII

Le Protocole de signature de la Convention est abrogé.

Article XXXVIII

Le Protocole additionnel à la Convention, signé à Bruxelles le 6 juillet 1970, tel que modifié par le Protocole signé à Bruxelles le 21 novembre 1978 est amendé comme suit :

1. Les références aux articles 21 et 22 de la Convention et au paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention figurant au paragraphe 1 de l'article 1 du Protocole de 1970 sont remplacées par les références aux articles 19 et 20 de la Convention telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981 et 20, paragraphe 1 de la Convention telle qu'amendée par le Protocole précité.
2. Aux fins d'application de l'article 2 du Protocole de 1978, la référence à l'article 14 des Statuts de l'Agence figurant au paragraphe 1 de l'article 3 du Protocole de 1970 est remplacée par une référence à l'article 12 des Statuts de l'Agence figurant à l'Annexe 1 de la Convention telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981.
3. La référence à l'article 33 de la Convention figurant à l'article 5 du Protocole de 1970 est remplacée par une référence à l'article 31 de la Convention telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981.
4. La référence à l'article 41 de la Convention figurant aux paragraphes 1 et 2 de l'article 8 du Protocole de 1970 est remplacée par une référence à l'article 36 de la Convention telle qu'amendée par le Protocole ouvert à la signature à Bruxelles en 1981.

Article XXXIX

Les dispositions transitoires relatives au passage du régime de la Convention au régime de la Convention amendée par le présent Protocole font l'objet de l'Annexe 3 au présent Protocole.

Article XL

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats parties à la Convention jusqu'au 28 février 1981.

Il est également ouvert, avant la date de son entrée en vigueur, à la signature de tout autre Etat invité à la Conférence diplomatique au cours de laquelle il a été adopté, et de tout autre Etat autorisé à le signer par la Commission permanente statuant à l'unanimité.

2. Le présent Protocole sera soumis à ratification. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.
3. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1^{er} mars 1983 pour autant que tous les Etats parties à la Convention l'aient ratifié avant cette date. Si cette condition n'est pas remplie, il entrera en vigueur soit le 1^{er} juillet soit le 1^{er} janvier qui suit la date du dépôt du dernier instrument de ratification, selon que ce dépôt a eu lieu au cours du premier ou du deuxième semestre de l'année.
4. Pour tout Etat signataire du présent Protocole qui n'est pas partie à la Convention et dont l'instrument de ratification est déposé après la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, celui-ci entrera en vigueur le 1^{er} jour du deuxième mois suivant la date du dépôt de son instrument de ratification.
5. Tout Etat signataire du présent Protocole qui n'est pas partie à la Convention, devient, par la ratification de ce Protocole, également partie à la Convention amendée par le Protocole.
6. Le Gouvernement du Royaume de Belgique notifiera aux Gouvernements des autres Etats parties à la Convention et de tout Etat signataire du présent Protocole, toute signature, le dépôt de tout instrument de ratification, et toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole conformément aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus.

Article XLI

La ratification du présent Protocole vaut ratification de l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route ouvert à la signature en 1981.

Article XLII

La Convention et le présent Protocole constituent un seul et même instrument qui sera dénommé « Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne EUROCONTROL amendée à Bruxelles en 1981 ».

Article XLIII

Le Gouvernement du Royaume de Belgique fera enregistrer le présent Protocole auprès du Secrétaire Général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies et auprès du Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, conformément à l'article 83 de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, après présentation de leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 12 février 1981, en langues allemande, anglaise, française, néerlandaise et portugaise, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement du Royaume de Belgique qui en communiquera copie certifiée conforme aux Gouvernements des autres Etats signataires. Le texte en langue française fera foi en cas de divergence entre les textes.

ANNEXE 1

Statuts de l'Agence

Article 1

L'Agence instituée par l'Article 1 de la Convention est régie par les présents Statuts.

Article 2

1. L'Agence constitue l'organe chargé de l'exécution des tâches qui lui sont confiées par la Convention ou par la Commission.
2. Lorsqu'elle assure des services de navigation aérienne, l'Agence a pour objectifs :
 - (a) d'éviter les abordages entre aéronefs;
 - (b) d'assurer l'écoulement ordonné et rapide de la circulation aérienne;
 - (c) de fournir les avis et les renseignements utiles à l'exécution sûre et efficace des vols;
 - (d) d'alerter les organes appropriés lorsque les aéronefs ont besoin de l'aide des services de recherche et de sauvetage, et de prêter à ces organes le concours nécessaire.
3. L'Agence met en place les moyens nécessaires à l'exécution de ses missions et en assure le bon fonctionnement.
4. A cette fin, l'Agence travaille en étroite collaboration avec les autorités militaires, afin de satisfaire le plus efficacement et le plus économiquement possible les besoins de la circulation aérienne et les besoins particuliers de l'aviation militaire.
5. Pour l'exercice de sa mission, sous réserve des conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 7 ci-après, elle peut notamment construire et exploiter les bâtiments et installations qui lui sont nécessaires, en particulier des centres de recherche et d'expérimentation de la circulation aérienne, de gestion des courants de trafic aérien et des écoles servant au perfectionnement et à la spécialisation du personnel des services de la navigation aérienne. Elle fait néanmoins appel aux services techniques nationaux et utilise les installations nationales existantes chaque fois que cela est possible, afin d'éviter tout double emploi.

Article 3

Sous réserve des pouvoirs reconnus à la Commission, l'Agence est administrée par un Comité de gestion, ci-après dénommé « le Comité » et par un Directeur Général.

Article 4

1. Le Comité est composé de représentants de chacune des Parties contractantes, qui peut nommer plusieurs représentants afin de permettre notamment la représentation des intérêts de l'aviation civile et de la défense nationale, mais dont l'un seulement a voix délibérative. Ce dernier est un haut fonctionnaire exerçant dans son pays des responsabilités dans le domaine de la navigation aérienne. Chaque représentant est pourvu d'un suppléant, qui le représente valablement en cas d'empêchement.
2. Pour l'application du (l) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, le Comité est élargi aux représentants des Etats non membres de l'Organisation qui sont parties à l'Accord multilatéral relatif aux redevances de route. Le Comité élargi prend ses décisions dans les conditions fixées par cet Accord.
3. Si des dispositions à cet effet sont prévues dans d'autres accords conclus par l'Organisation avec des Etats tiers conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, notamment pour la gestion des courants de trafic, le Comité sera élargi et prendra ses décisions dans les conditions prévues par ces accords.

Article 5

1. Le Comité délibère valablement lorsque au moins tous les représentants des Parties contractantes ayant voix délibérative sauf un sont présents.
2. Si ce quorum n'est pas atteint, la délibération est remise à une séance ultérieure, qui fait l'objet d'une nouvelle convocation et ne peut se tenir au plus tôt que dix jours après la précédente; pour la deuxième délibération, le quorum exigé est de la moitié au moins des représentants ayant voix délibérative.

Article 6

1. Le Comité élabore son règlement intérieur, qui fixe notamment les règles régissant l'élection d'un Président et d'un Vice-Président, ainsi que la désignation d'un Secrétaire.
2. Le règlement comporte des dispositions relatives aux incompatibilités. Il prévoit en outre que les convocations aux séances seront envoyées par lettre ou, en cas d'urgence, par télégramme, et comprendront l'ordre du jour.
3. Le règlement est soumis à l'approbation de la Commission.

Article 7

1. Le Comité statue sur l'organisation de l'Agence, qui doit être proposée par le Directeur Général.
2. Il soumet toutefois à l'approbation de la Commission les mesures à prendre en application du paragraphe 5 de l'article 2 ci-dessus.

Article 8

Le Comité rend compte chaque année à la Commission des activités et de la situation financière de l'Organisation.

Article 9

1. Le Comité élabore des programmes d'investissement et de travail portant sur plusieurs années, à la demande de la Commission. Ils sont soumis à l'approbation de celle-ci.
2. En particulier, en vue de les soumettre à l'approbation de la Commission qui statue conformément à la Convention, le Comité :
 - (a) prépare le programme des tâches prévu aux (a), (e), (f) et (j) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention;
 - (b) élabore les objectifs communs à long terme prévus au (b) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention;
 - (c) étudie les programmes de recherche et de développement prévus au (g) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention;
 - (d) élabore les plans communs à moyen terme prévus au (c) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention, ainsi que les politiques communes en matière de système au sol et de bord et de formation des personnels prévues au (d) du paragraphe 1 dudit article;
 - (e) adopte les accords prévus à l'article 2 de la Convention;
 - (f) procède aux études prévues aux (h) et (i) du paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention.
3. Le Comité prend, dans la limite de la délégation éventuellement faite par la Commission en application du paragraphe 3 de l'article 11 de la Convention, la décision d'ouvrir des négociations en vue de la conclusion des accords prévus à l'article 2 de la Convention et approuve, le cas échéant, les accords négociés.

Article 10

Le Comité élabore et soumet à l'approbation de la Commission :

- un règlement pour les appels d'offres et la passation des marchés relatifs à la fourniture des biens et services à l'Organisation, ainsi que les conditions régissant ces marchés;
- le cahier des prescriptions générales applicables aux marchés relatifs à la fourniture de services par l'Organisation.

Article 11

Le Comité élabore et soumet à l'approbation de la Commission, le règlement financier qui fixe notamment les procédures comptables à suivre en matière de recettes et de dépenses, les conditions régissant le versement des contributions nationales ainsi que les conditions de recours à l'emprunt par l'Organisation.

Article 12

1. Le Comité élabore et soumet à l'approbation de la Commission le statut administratif du personnel de l'Agence :

- celui-ci comporte notamment des dispositions relatives à la nationalité du personnel, aux barèmes de traitement, aux pensions, aux incompatibilités, au secret professionnel, à la continuité du service;
- il précise les emplois qui ne peuvent être cumulés avec aucun autre sans autorisation spéciale du Directeur Général.

2. Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail est seul compétent pour connaître des litiges opposant l'Organisation et le personnel de l'Agence, à l'exclusion de toute autre juridiction, nationale ou internationale.

Article 13

1. L'Agence n'est habilitée à recruter directement le personnel que si les Parties contractantes ne sont pas en mesure de mettre à sa disposition du personnel qualifié. Toutefois, l'Agence peut convenir avec des Etats non membres de l'Organisation d'employer du personnel qualifié de ces Etats dans le cadre de l'application des accords prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article 5 de la Convention.

2. Durant tout le temps de son emploi par l'Agence, le personnel fourni par les administrations nationales est soumis au statut régissant le personnel de l'Agence, sans préjudice du maintien des avantages de carrière qui sont garantis par les réglementations nationales.

3. Le personnel fourni par une administration nationale peut toujours être remis à la disposition de celle-ci sans que cette mesure ait un caractère disciplinaire.

Article 14

1. Le Comité prend ses décisions à la majorité pondérée.

2. La majorité pondérée s'entend de plus de la moitié des suffrages exprimés, étant entendu que :

- ces suffrages sont affectés de la pondération prévue à l'article 8 de la Convention;
- ces suffrages représentent la majorité des Parties contractantes votant.

3. En cas de partage égal des voix, le Président décide, soit de procéder à un deuxième scrutin au cours de la même séance, soit d'inscrire la proposition à l'ordre du jour d'une nouvelle séance dont il fixe la date. Si le partage des voix se renouvelle lors de la nouvelle séance, la voix du Président est prépondérante.

Article 15

1. Le Directeur Général est nommé pour une durée de cinq ans par le Comité statuant dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 14, sous réserve que la majorité calculée conformément à ce paragraphe dudit article atteigne 70 % des suffrages pondérés exprimés. Son mandat est renouvelable dans les mêmes conditions.
2. Il représente l'Organisation en justice et dans tous les actes de la vie civile.
3. En outre, conformément à la politique générale fixée par le Comité et la Commission, le Directeur Général :
 - (a) veille à l'efficacité de l'Agence;
 - (b) nomme les membres du personnel et met fin à leurs services dans les conditions prévues au statut administratif du personnel;
 - (c) contracte les emprunts dont la durée n'excède pas un an, aux conditions prescrites par le règlement financier et dans les limites fixées à cet effet par la Commission;
 - (d) passe les contrats de fourniture et de vente de biens et de services aux conditions prescrites par le règlement prévu à l'article 10 et dans les limites fixées à cet effet par la Commission.
4. Le Directeur Général s'acquitte de ces fonctions sans en référer préalablement au Comité, mais tient en tout état de cause ce dernier informé de toutes les mesures prises en vertu des pouvoirs précités.
5. Le Comité détermine les conditions dans lesquelles le Directeur Général est remplacé en cas d'empêchement.

Article 16

1. Toutes les recettes et les dépenses de l'Agence doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire.
2. Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses. Les recettes et les dépenses de l'Agence relatives aux centres de recherches et d'expérimentations, écoles et tous autres organismes créés en application du paragraphe 5 de l'article 2 ci-dessus sont détaillées dans un état spécial.
3. Le règlement financier prévu à l'article 11 ci-dessus détermine les conditions de prévision, d'exécution et de contrôle des recettes et dépenses sous réserve des dispositions des présents Statuts.

Article 17

1. L'exercice budgétaire s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre.
2. Les prévisions pour chaque exercice budgétaire sont soumises par le Comité à l'approbation de la Commission au plus tard le 31 octobre de chaque année.

Article 18

Le Comité soumet à l'approbation de la Commission des propositions sur le mode de présentation du budget et l'unité de compte à utiliser.

Article 19

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 ci-dessous, les contributions annuelles de chacune des Parties contractantes au budget sont, pour chaque exercice, déterminées selon la formule de répartition ci-après :
 - (a) une première fraction, à concurrence de 30 % de la contribution, est calculée proportionnellement à l'importance du Produit national brut de la Partie contractante tel qu'il est défini au paragraphe 3 ci-dessous;

(b) une deuxième fraction, à concurrence de 70 % de la contribution, est calculée proportionnellement à l'importance de l'assiette des redevances de route de la Partie contractante telle qu'elle est définie au paragraphe 4 ci-dessous.

2. Aucune Partie Contractante n'est tenue de verser, pour un exercice budgétaire donné, une contribution dépassant 30 % du montant global des contributions des Parties contractantes. Si la contribution de l'une des Parties contractantes calculée conformément au paragraphe 1 ci-dessus dépassait 30 %, l'excédent serait réparti entre les autres Parties contractantes selon les règles fixées audit paragraphe.

3. Le Produit national brut qui est pris en compte est celui qui résulte des statistiques établies par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique — ou à défaut par tout organisme offrant des garanties équivalentes et désigné en vertu d'une décision de la Commission — en calculant la moyenne arithmétique des trois dernières années pour lesquelles ces statistiques sont disponibles. Il s'agit du Produit national brut au coût des facteurs et aux prix courants exprimé en unités de compte européennes.

4. L'assiette des redevances de route qui est prise en compte est celle établie pour la pénultième année précédant l'exercice budgétaire en question.

Article 20

1. L'Organisation peut emprunter sur les marchés financiers internationaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2. L'Organisation peut émettre des emprunts sur les marchés financiers d'une Partie contractante dans le cadre de la réglementation nationale applicable à l'émission d'emprunts intérieurs, ou à défaut d'une telle réglementation avec l'accord de la Partie contractante.

3. Le règlement financier fixe les procédures selon lesquelles l'Organisation contracte et rembourse les emprunts.

4. Chaque budget fixe le montant maximum que l'Organisation peut emprunter au cours de l'année couverte par le budget.

5. Dans les domaines visés par le présent article, l'Organisation agit en accord avec les autorités compétentes des Parties contractantes ou avec leur banque d'émission.

Article 21

Le budget peut être révisé en cours d'exercice, si les circonstances l'exigent, suivant les règles prévues pour son établissement et son approbation.

Article 22

1. Les comptes de l'ensemble des recettes et dépenses du budget sont examinés chaque année par une mission de contrôle composée de deux fonctionnaires spécialisés appartenant aux administrations des Parties contractantes. Ces fonctionnaires, qui doivent être de nationalité différente, sont nommés par la Commission sur proposition du Comité conformément au (b) du paragraphe 2 de l'article 6 de la Convention. Les dépenses relatives à la mission de contrôle sont à la charge de l'Organisation.

2. La vérification, qui a lieu sur pièces et au besoin sur place, a pour objet de constater la régularité des recettes et dépenses et de s'assurer de la bonne gestion financière. La mission de contrôle adresse à la Commission un rapport après la clôture de chaque exercice.

Article 23

1. Les services de l'Agence peuvent, à la demande de la Commission agissant de sa propre initiative ou sur la demande du Comité ou du Directeur Général faire l'objet d'inspections administratives et techniques.

2. Ces inspections sont effectuées par des agents appartenant aux administrations des Parties contractantes. Chaque mission d'inspection est composée d'au moins deux personnes de nationalité différente. Toute mission d'inspection doit comprendre, autant que possible, une personne ayant participé à une inspection précédente.

Article 24

Le Comité détermine les langues de travail de l'Agence.

Article 25

L'Agence procède aux publications nécessaires à son fonctionnement.

Article 26

Le Comité soumet à l'approbation de la Commission toutes modifications aux Statuts qui lui paraissent nécessaires, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 32 de la Convention.

ANNEXE 2

Regions d'Information de Vol
(Article 3 de la Convention)

<i>Parties contractantes</i>	<i>Régions d'Information de Vol</i>
République fédérale d'Allemagne	Région supérieure d'information de vol Hannover Région supérieure d'information de vol Rhein Région d'information de vol Bremen Région d'information de vol Düsseldorf Région d'information de vol Frankfurt Région d'information de vol München
Royaume de Belgique)	Région supérieure d'information de vol Bruxelles
Grand-Duché de Luxembourg)	Région d'information de vol Bruxelles
République française	Région supérieure d'information de vol France Région d'information de vol Paris Région d'information de vol Brest Région d'information de vol Bordeaux Région d'information de vol Marseille
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Région supérieure d'information de vol Scottish Région d'information de vol Scottish Région supérieure d'information de vol London Région d'information de vol London
Irlande	Région supérieure d'information de vol Shannon Région d'information de vol Shannon
Royaume des Pays-Bas	Région d'information de vol Amsterdam
République portugaise	Région supérieure d'information de vol Lisboa Région d'information de vol Lisboa Région d'information de vol Santa Maria

ANNEXE 3

Dispositions transitoires
relatives au passage du régime de la Convention internationale de coopération
pour la sécurité de la navigation aérienne « EUROCONTROL »
du 13 décembre 1960
au régime de la Convention amendée par le présent Protocole

Article 1

Définitions

Dans la présente Annexe :

- l'expression « sept Etats » désigne la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Irlande, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas;
- l'expression « quatre Etats » désigne la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas;
- l'expression « période transitoire » désigne la période qui s'étend de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole jusqu'au moment où la Commission aura, à l'unanimité des sept Etats et sur proposition des quatre Etats, convenu d'une solution sur l'avenir du Centre de Maastricht et décidé de sa mise en œuvre.

Article 2

Centre de contrôle de Maastricht

1. Les dispositions suivantes du présent article sont applicables pendant la période transitoire.
2. (a) Le Centre de contrôle de Maastricht y compris son personnel, demeure sous la responsabilité de l'Organisation qui en conserve la propriété.
(b) Le Centre continue d'assurer les services de la circulation aérienne dans l'espace aérien qui lui a été confié en application de la Convention du 13 décembre 1960. Dans l'exercice de ces fonctions, l'Organisation applique les dispositions des paragraphes 10 à 15 du présent article.
(c) Les dépenses d'exploitation afférentes à ces fonctions sont supportées par les quatre Etats selon une clé de répartition à convenir entre eux.
3. Les sept Etats contribuent aux coûts des investissements du Centre de Maastricht, approuvés avant l'entrée en vigueur du présent Protocole proportionnellement à l'importance respective de leurs produits nationaux bruts définis au paragraphe 3 de l'article 19 de l'Annexe 1.
4. (a) La contribution des sept Etats sur la base visée au paragraphe 3 est limitée au financement des nouveaux investissements de Maastricht qui sont nécessaires pour maintenir le niveau des installations et services approuvés jusqu'à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole ou pour préserver le niveau de sécurité.
(b) Par dérogation à l'article 7 de la Convention, les décisions relatives à ces investissements sont prises par le Comité et la Commission à la majorité des suffrages des sept Etats, étant entendu :
 - que ces suffrages sont affectés de la pondération prévue au tableau figurant à l'alinéa ci-dessous,
 - et que ces suffrages doivent représenter au moins cinq Etats sur sept.

(c) Le tableau de pondération mentionné au (b) ci-dessus est le suivant :

TABLEAU DE PONDERATION
PRODUIT NATIONAL BRUT
évalué au coût des facteurs
et aux prix courants en milliards de francs français

	Nombre de voix —
Inférieur à 10	1
De 10 inclus à 20 exclu	2
De 20 inclus à 30 exclu	3
De 30 inclus à 46 ² / ₃ exclu	4
De 46 ² / ₃ inclus à 63 ¹ / ₃ exclu	5
De 63 ¹ / ₃ inclus à 80 exclu	6
De 80 inclus à 110 exclu	7
De 110 inclus à 140 exclu	8
De 140 inclus à 200 exclu	9
De 200 inclus à 260 exclu	10
De 260 inclus à 320 exclu	11
De 320 inclus à 380 exclu	12

et ainsi de suite à raison d'une voix de plus par tranche ou partie de tranche supplémentaire de 60 milliards de francs français.

5. Une somme équivalente aux recettes provenant des redevances de route relatives aux montants d'amortissements annuels y compris les charges d'intérêt au titre des dépenses en capital effectuées au Centre de Maastricht est à la charge des quatre Etats selon une clé de répartition à convenir entre eux. Cette somme est reversée aux sept Etats proportionnellement à la moyenne de leurs contributions aux budgets d'investissement des années 1974 à 1980 pour les investissements financés avant le 31 décembre 1980 et à leurs contributions réelles pour les investissements financés après cette date.

6. (a) A partir de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, les installations radar ainsi que les stations émettrices et réceptrices, qui sont partie intégrante du système du Centre de Maastricht et qui sont utilisées pour assurer les services de la circulation aérienne, deviennent propriété des Etats où elles sont implantées.

(b) Ces Etats les achètent à leur valeur non amortie à cette date. Le produit de la vente est réparti entre les sept Etats proportionnellement à la moyenne de leurs contributions aux budgets d'investissement des années 1974 à 1980 pour les investissements financés avant le 31 décembre 1980 et à leurs contributions réelles pour les investissements financés après cette date.

7. Continuent d'être mis à la disposition des autorités militaires de la République fédérale d'Allemagne, les installations, équipements et services techniques dont elles bénéficient en vertu de l'Accord relatif à la co-implantation des unités de l'Armée de l'Air allemande au Centre de Maastricht, conclu le 3 novembre 1977 entre le Gouvernement de la République fédérale et EUROCONTROL.

8. Les dépenses inscrites au budget de l'Organisation qui sont relatives aux coûts d'investissement du Centre de Maastricht et sont à la charge des sept Etats figurent dans une annexe budgétaire spéciale.

9. Les dépenses inscrites au budget annuel de l'Organisation qui sont relatives aux coûts de fonctionnement et de maintenance du Centre de Maastricht et sont à la charge des quatre Etats figurent dans une annexe budgétaire spéciale.

10. Les Parties contractantes prennent dans le cadre de leur compétence et notamment en ce qui concerne l'attribution des fréquences radio-électriques, les mesures nécessaires pour que l'Organisation puisse effectuer toutes opérations répondant à son objet.

11. (a) Pour l'exercice de sa mission, l'Agence applique au contrôle de la circulation aérienne les règlements en vigueur sur les territoires des Parties contractantes et dans les espaces aériens pour lesquels les services de la circulation aérienne leur sont confiés en vertu des accords internationaux auxquels elles sont parties.
- (b) En cas de difficulté dans l'application des dispositions figurant au (a) ci-dessus, l'Agence saisit la Commission qui recommande aux Parties contractantes toutes mesures utiles.
12. Pour l'exercice de sa mission et dans la limite des droits conférés aux services de la circulation aérienne, l'Agence donne aux commandants d'aéronefs toutes instructions nécessaires. Ils sont tenus de s'y conformer, hormis les cas de force majeure envisagés dans les règlements mentionnés au paragraphe 11 ci-dessus.
13. Les infractions à la réglementation de la navigation aérienne commises dans l'espace où les services de la circulation aérienne ont été confiés à l'Agence sont constatées dans des procès-verbaux par des agents commissionnés par elle à cet effet, sans préjudice du droit reconnu par les législations nationales aux agents des Parties contractantes de constater les infractions de même nature. Les procès-verbaux visés ci-dessus ont devant les tribunaux nationaux la même valeur que ceux dressés par les agents nationaux qualifiés pour constater les infractions de même nature.
14. Les accords internationaux et les réglementations nationales relatives à l'accès, au survol et à la sécurité du territoire des Parties contractantes sont obligatoires pour l'Agence, qui prend toutes mesures nécessaires à leur application.
15. Pour permettre aux Parties contractantes de contrôler l'application des règlements nationaux et accords internationaux, l'Agence est tenue de donner aux Parties contractantes qui en formulent la demande toutes les informations relatives aux aéronefs dont elle a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Article 3

Centre de contrôle de Karlsruhe

A la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, la République fédérale d'Allemagne devient propriétaire du Centre de contrôle de Karlsruhe, qu'elle achète à sa valeur non amortie à cette date. Le produit de la vente est réparti entre les sept Etats proportionnellement à la moyenne de leurs contributions aux budgets d'investissement des années 1974 à 1980 pour les investissements financés avant le 31 décembre 1980 et à leurs contributions réelles pour les investissements financés après cette date.

Article 4

Installations implantées en Irlande

A partir de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole, l'Irlande devient propriétaire du Centre de contrôle de Shannon, de l'installation de radar secondaire, et des stations radiotéléphoniques du Mont Gabriel, ainsi que de l'installation de radar secondaire de Woodcock Hill. Pendant les quatre années suivantes les recettes perçues au titre des redevances de route, correspondant au coût pris en considération pour l'amortissement de ces installations sont réparties entre les sept Etats, proportionnellement à la moyenne de leurs contributions aux budgets d'investissements des années 1974 à 1980 pour les investissements financés avant le 31 décembre 1980 et à leurs contributions nationales réelles pour les investissements financés après cette date.

Article 5

Paiements résiduels

1. Tout droit à remboursement en vertu des dispositions actuelles au titre de l'amortissement des investissements indirects approuvés s'éteint à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.
2. Les paiements dûs en vertu de décisions de l'Organisation antérieures à l'entrée en vigueur du présent Protocole continuent à être effectués après cette entrée en vigueur selon les règles fixées par ces décisions et figurent dans des annexes budgétaires spéciales.

Article 6*Dispositions budgétaires transitoires*

1. Dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent Protocole, il sera établi un budget approuvé par la Commission.
2. Ce budget prend effet rétroactivement à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole et se termine le 31 décembre de l'année en cours.
3. Pendant la période d'établissement du budget, mentionné au premier paragraphe du présent article, la Commission peut inviter les Parties contractantes à faire des avances appropriées au fonds de roulement.
4. Les avances faites au titre du fonds de roulement sont prises en compte au titre des contributions déterminées conformément à l'article 19 de l'Annexe 1 du présent Protocole.

PŘEKLAD

PROTOKOL

MĚNÍCÍ MEZINÁRODNÍ ÚMLUVU
O SPOLUPRÁCI PRO BEZPEČNOST LETECKÉ NAVIGACE „EUROCONTROL“
Z 13. PROSINCE 1960

SPOLKOVÁ REPUBLIKA NĚMECKO,
BELGICKÉ KRÁLOVSTVÍ,
FRANCOUZSKÁ REPUBLIKA,
SPOJENÉ KRÁLOVSTVÍ VELKÉ BRITÁNIE A SEVERNÍHO IRSKA,
IRSKO,
LUCEMBURSKÉ VELKOVÉVODSTVÍ,
NIZOZEMSKÉ KRÁLOVSTVÍ
PORTUGALSKÁ REPUBLIKA,

shledávající, že vývoj letového provozu vyžaduje revizi Mezinárodní dohody o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“ z 13. prosince 1960, jejímž cílem je nastolit evropský systém letového řízení, organizovaný společně členskými státy a týkající se všeobecného letového provozu v horním vzdušném prostoru,

shledávající, že je žádoucí pokračovat a posilovat spolupráci mezi státy v rámci EUROCONTROL, zejména prostřednictvím vypracování dlouhodobých společných cílů a střednědobých plánů, po poradě s uživateli letových navigačních služeb, s cílem zajistit maximální efektivitu poskytování letových navigačních služeb s co nejmenšími náklady,

ve snaze rozšířit a posílit spolupráci s dalšími státy, které mají zájem na realizaci úkolů svěřených EUROCONTROL, s cílem zvýšit jejich účinnost, zejména s ohledem na uspořádání letových toků,

ve snaze povzbudit zainteresované státy, aby se staly členy EUROCONTROL,

se dohodly na následujícím:

Článek I

Mezinárodní úmluva o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“ z 13. prosince 1960, ve znění pozměněném Dodatkovým protokolem podepsaným v Bruselu 6. července 1970, dále pozměněným Protokolem podepsaným v Bruselu 21. listopadu 1978, dále zde nazývaná jako „Úmluva“, se mění podle ustanovení následujících článků.

Článek II

Článek 1 Úmluvy je nahrazen těmito ustanoveními:

„Článek 1

1. Smluvní strany se dohodly na posílení své spolupráce v oblasti letecké navigace a na rozvíjení společných činností v této oblasti, s patřičným přihlédnutím k potřebám obrany, při zajištění nejvyšší, s požadovanou úrovní bezpečnosti slučitelné míry svobody pro všechny uživatele vzdušného prostoru. V důsledku toho se dohodly:

- a) na stanovení společných dlouhodobých cílů v oblasti letecké navigace a v tomto rámci na vypracování společného střednědobého plánu týkajícího se letových provozních služeb a zařízení;
- b) na vypracování společných plánů týkajících se zdokonalování personálu, postupů a programů výzkumu a vývoje zařízení a služeb k zajištění bezpečnosti, efektivnosti a rychlého toku letového provozu;
- c) na sjednání všech opatření nezbytných k zajištění bezpečného a uspořádaného toku letového provozu;
- d) na vytvoření společného fondu zkušeností týkajícího se operačních, technických a finančních stránek letecké navigace;
- e) na koordinaci svých aktivit týkajících se uspořádání toků letového provozu vybudováním mezinárodního systému uspořádání toků letového provozu, s cílem zajistit co nejúčinnější využití vzdušného prostoru.

2. Za tímto účelem ustavují „Evropskou organizaci pro bezpečnost letecké navigace (EUROCONTROL)“, dále zde nazývanou „Organizace“, která bude působit v součinnosti s národními civilními i vojenskými orgány. Ta je tvořena dvěma orgány:

- „Stálou komisí pro bezpečnost letecké navigace“ dále zde nazývanou „Komise“, která představuje orgán odpovídající za všeobecnou politiku Organizace;

- „Agenturu pro bezpečnost letecké navigace“ dále zde nazývanou „Agentura“, jejíž stanovy jsou uvedeny v příloze 1 této Úmluvy. Agentura je orgánem pověřeným prováděním úkolů stanovených touto Úmluvou nebo těmi úkoly, které jí na základě Úmluvy svěří Komise.

3. Za sídlo Organizace je určen Brusel.“.

Článek III

Článek 2 Úmluvy se ruší. Místo něho se článkem 2 Úmluvy stává článek 6 v tomto znění:

„Článek 2

1. Organizace je pověřena těmito úkoly:

- a) analyzovat budoucí potřeby letového provozu a nové techniky, nutné pro zabezpečení těchto potřeb;
- b) vypracovávat a schvalovat společné dlouhodobé cíle týkající se letecké navigace;
- c) koordinovat střednědobé národní plány s cílem vypracovat společný střednědobý plán týkající se letových provozních služeb a zařízení v rámci dlouhodobých cílů uvedených výše pod písmenem b);
- d) podporovat společnou politiku týkající se pozemních a palubních systémů letecké navigace a přípravu pracovníků letových provozních služeb;
- e) studovat a podporovat opatření vhodná ke zvýšení rentability a efektivity v oblasti letecké navigace;
- f) podporovat a realizovat studie, zkoušky a pokusy týkající se letecké navigace; shromažďovat a šířit výsledky studií, zkoušek a pokusů prováděných smluvními stranami v oblasti letecké navigace;
- g) koordinovat výzkumné a vývojové programy smluvních stran týkající se nových technik v oblasti letecké navigace;
- h) dohlížet na záležitosti v oblasti letecké navigace předložené ke studiu Mezinárodní organizaci pro civilní letectví nebo jiným mezinárodním organizacím zabývajícím se civilním letectvím;
- i) studovat změny Regionálních letových navigačních plánů předkládaných Mezinárodní organizaci pro civilní letectví;
- j) plnit všechny ostatní úkoly, které by jí byly svěřeny dle písmene c) odstavce 1 článku 1;
- k) pomáhat smluvním stranám a dotčeným třetím státům s vytvářením a uplatňováním mezinárodního systému uspořádání toků letového provozu;
- l) stanovit a vybírat poplatky ukládané uživatelům letových navigačních služeb v souladu s Mnohostrannou úmluvou o letových poplatcích, a to za smluvní strany a třetí státy, které jsou účastníky této dohody.

Mezi Organizací a nečlenskými státy, majícími zájem na plnění těchto úkolů, mohou být uzavírány zvláštní dohody.

2. Na žádost jedné nebo několika smluvních stran může být Organizace pověřena těmito úkoly:

- a) pomáhat uvedeným stranám splněním specifických úkolů letecké navigace, jako je projekce a realizace letových provozních služeb a zařízení;
- b) dodávat a provozovat, celé nebo zčásti, letové provozní služby a zařízení, ve prospěch uvedených stran;
- c) pomáhat uvedeným stranám při výpočtu a vybírání poplatků, které jsou ukládány uživatelům letových navigačních služeb a které nespádají pod Mnohostrannou úmluvou o letových poplatcích.

Provádění těchto úkolů se řídí ve všech případech zvláštními dohodami, uzavřenými mezi Organizací a dotčenými stranami.

3. Na žádost jednoho nebo několika nečlenských států může být Organizace kromě toho pověřena těmito úkoly:

- a) pomáhat uvedeným státům při uspořádání toků letového provozu, plánování a poskytování letových navigačních služeb a zařízení;
- b) pomáhat uvedeným státům při výpočtu a vybírání poplatků, které tyto státy ukládají uživatelům letových navigačních služeb a které nespádají pod Mnohostrannou úmluvou o letových poplatcích.

Provádění těchto úkolů se řídí ve všech případech zvláštními dohodami uzavřenými mezi Organizací a dotčenými stranami.“.

Článek IV

Články 3 a 37 Úmluvy jsou nyní uspořádány do nového článku 3 tohoto znění:

„Článek 3

1. Tato Úmluva se vztahuje na traťové letové navigační služby a na související přibližovací a letištní služby, týkající se letového provozu v Letových informačních oblastech vyjmenovaných v příloze 2.

2. Jakákoli změna, kterou by si některá smluvní strana přála provést v seznamu Letových informačních oblastí uvedených v příloze 2, podléhá jednomyslnému souhlasu Komise, pokud by měla za následek změnu hranic vzdušného prostoru pokrytého Úmluvou; každou změnu, která takový následek nemá, dotčená smluvní strana Organizaci oznámí.

3. Ve smyslu této Úmluvy výraz „letový provoz“ zahrnuje provoz civilních letadel, jakož i letadel vojenských, celních a policejních, které se řídí postupy Mezinárodní organizace pro civilní letectví.“.

Článek V

Článek 5 Úmluvy se nahrazuje těmito ustanoveními:

„Článek 5

1. Komise je složena ze zástupců smluvních stran. Každá smluvní strana se může nechat zastupovat několika delegáty, aby byly zastoupeny zájmy civilního letectví i národní obrany, má však vždy pouze jeden hlas.

2. Pokud jde o uplatnění písmene l) odstavce 1 článku 2, Komise je rozšířena o zástupce států, které nejsou členy Organizace, avšak jsou stranami Mnohostranné úmluvy o letových poplatcích. Takto rozšířená Komise přijímá svá rozhodnutí za podmínek stanovených touto dohodou.

3. Jestliže jsou ustanovení se stejným účelem obsažena v jiných dohodách uzavřených Organizací se třetími státy podle odstavce 1 článku 2, zejména pokud jde o uspořádání toků letového provozu, bude Komise rozšířena a svá rozhodnutí bude přijímat za podmínek uvedených v těchto dohodách.“.

Článek VI

Článek 7 Úmluvy se stává článkem 6 tohoto znění:

„Článek 6

1. Pro plnění úkolů připadajících Organizaci podle odstavce 1 článku 2 přijímá Komise tato opatření:

a) ve vztahu ke smluvním stranám:

rozhoduje:

- v případech uvedených pod písmeny b) a c) odstavce 1 článku 2;
- v případech uvedených pod písmeny a) a d) až k) odstavce 1 článku 2, pokud pokládá za nezbytné, aby se smluvní strany zapojily do společné akce; v těchto případech může také formulovat doporučení smluvním stranám;

b) ve vztahu k Agentuře:

- schvaluje roční pracovní program a investiční a pracovní programy na několik let, které jí Agentura předkládá pro plnění úkolů uvedených v odstavci 1 článku 2, a rozpočet a zprávu o činnosti; když to pokládá za nezbytné, zasílá Agentuře pokyny pro plnění svěřených úkolů;
- přijímá všechna nezbytná opatření při výkonu pravomoci všeobecného dohledu, kterou má z titulu této Úmluvy a stanov Agentury;
- uděluje Agentuře absolutorium z její správy, týkající se rozpočtu.

2. Komise kromě toho:

- a) schvaluje personální předpisy a finanční řád, jakož i opatření, která se mají přijmout podle odstavce 2 článku 7 a odstavce 3 článku 19 stanov Agentury;
- b) v souladu s odstavcem 1 článku 22 stanov Agentury jmenuje na dobu pěti let členy kontrolní mise.

3. Komise schvaluje zahájení jednání Agentury o zvláštních dohodách, které má na zřeteli článek 2, a schvaluje vyjednané dohody.

4. Před rozhodčím soudem prováděným podle článku 31 mohou být Komisí zahájena jednání jménem Organizace.“.

Článek VII

Článek 8 Úmluvy se stává článkem 7 tohoto znění:

„Článek 7

1. Komise přijímá svá rozhodnutí jednomyslným schválením smluvními stranami a její rozhodnutí jsou pro

smluvní strany závazná. Pokud však smluvní strana oznámí Komisi, že významné důvody národního zájmu jí brání splnit jednomyslně přijaté rozhodnutí v oblastech uvedených v písmenech b) a c) odstavce 1 článku 2, nemusí toto rozhodnutí dodržet, s výhradou, že Komisi vyrozumí o důvodech tohoto neplnění. Ve lhůtě šesti měsíců od tohoto vyrozumění Komise reviduje své předchozí rozhodnutí nebo rozhodne o tom, zda má být tato výjimka podrobena určitým podmínkám nebo omezením. V obou případech vyžaduje rozhodnutí přijímané Komisí jednomyslnost smluvních stran.

2. Rozhodnutí o opatřeních uvedených pod písmenem a) odstavce 2 článku 6, v odstavci 3 článku 6 a v odstavci 3 článku 11 přijímá Komise jednomyslným souhlasem odevzdaných hlasů.

3. Pokud není stanoveno jinak, pokyny a opatření přijatá v případech podle písmene b) odstavce 1 a odstavce 4 článku 6 přijímá Komise většinou odevzdaných hlasů, přičemž se rozumí:

- že tyto hlasy podléhají vážení stanovenému v článku 8 uvedeném níže;
- že tyto hlasy musí představovat většinu hlasujících smluvních stran.

4. Opatření uvedená pod písmenem b) odstavce 2 článku 6 přijímá Komise za podmínek uvedených výše v odstavci 3 s tím, že většina, vypočtená podle tohoto odstavce, dosáhne 70 % odevzdaných vážených hlasů.

5. Doporučení vydává Komise na základě souhlasu většiny smluvních stran.”.

Článek VIII

Článek 9 Úmluvy se stává článkem 8 v tomto znění:

„Článek 8

(1) Váha hlasů uvedená ve článku 7 se určuje podle této tabulky:

Procento ročního příspěvku placeného smluvní stranou v poměru k ročním příspěvkům všech smluvních stran

Počet hlasů

Méně než 1 %	1
1 až méně než 2 %	2
2 až méně než 3 %	3
3 až méně než 4,5 %	4
4,5 až méně než 6 %	5
6 až méně než 7,5 %	6
7,5 až méně než 9 %	7
9 až méně než 11 %	8
11 až méně než 13 %	9
13 až méně než 15 %	10
15 až méně než 18 %	11
18 až méně než 21 %	12
21 až méně než 24 %	13
24 až méně než 27 %	14
27 až méně než 30 %	15
30 %	16

2. Počáteční počet hlasů se stanoví datem vstupu Protokolu otevřeného k podpisu stranami v Bruselu v roce 1981 v platnost, a to s použitím výše uvedené tabulky a v souladu s pravidlem určování ročních příspěvků smluvních stran do rozpočtu Organizace, uvedeným v článku 19 stanov Agentury.

3. V případě přistoupení dalšího státu se stejným způsobem provede nové stanovení počtu hlasů smluvních stran.

4. Každý rok se provede nové stanovení počtu hlasů podle výše uvedených podmínek.“.

Článek IX

Články 10 a 11 Úmluvy se stávají články 9 a 10.

Článek X

Článek 12 Úmluvy se stává článkem 11 tohoto znění:

„Článek 11

1. Komise zajišťuje vztahy s dotčenými státy a mezinárodními organizacemi, užitečné pro uskutečňování cílů Organizace.

2. Aniž by tím byla dotčena ustanovení odstavce 3 článku 6 a článku 13, pouze Komisi přísluší uzavírat jménem Organizace s mezinárodními organizacemi, smluvními stranami nebo třetími státy dohody potřebné k plnění úkolů Organizace podle článku 2.

3. Na návrh Agentury na ni může Komise přenést rozhodnutí o zahájení jednání a uzavření dohod potřebných k plnění úkolů uvedených v článku 2.“.

Článek XI

Do Úmluvy se vkládá nový článek 12 tohoto znění:

„Článek 12

Dohody mezi Organizací a jednou nebo několika smluvními stranami či jedním nebo několika nečlenskými státy nebo s nějakou mezinárodní organizací, týkající se úkolů uvedených v článku 2, musí stanovit příslušné úkoly, práva a povinnosti stran těchto dohod a podmínky financování a určit, jaká opatření mají být přijata. Může je dojednat Agentura za podmínek uvedených v odstavci 3 článku 6 a v odstavci 3 článku 11.“.

Článek XII

Články 13 a 14 Úmluvy se ruší. Článek 31 Úmluvy se stává článkem 13; článek 15 Úmluvy se stává článkem 14. Článek 16 Úmluvy se ruší.

Článek XIII

Článek 17 Úmluvy se stává článkem 15 tohoto znění:

„Článek 15

V případě, že Organizace bude plnit úkoly podle písmene b) odstavce 2 článku 2, Agentura bude uplatňovat platné předpisy na územích smluvních stran a ve vzdušných prostorech, pro které jim je svěřeno poskytování letových provozních služeb na základě mezinárodních dohod, jichž jsou účastníky.“.

Článek XIV

Článek 18 Úmluvy se stává článkem 16 tohoto znění:

„Článek 16

V případě, že Organizace bude plnit úkoly podle písmene b) odstavce 2 článku 2 a v mezích práv svěřených letovým provozním službám, bude Agentura dávat velitelům letadel všechny potřebné instrukce. Ti jsou povinni se jimi řídit, kromě případů zásahu vyšší moci, uvedených v předpisech zmíněných v předchozím článku.“.

Článek XV

Článek 19 Úmluvy se stává článkem 17 tohoto znění:

„Článek 17

V případě, že Organizace bude plnit úkoly podle písmene b) odstavce 2 článku 2, budou porušení letových navigačních předpisů, ke kterým dojde v prostoru, kde je poskytování letových provozních služeb svěřeno Agentuře, zaznamenávat do protokolů pracovníci Agenturou speciálně tímto pověřeni, aniž by tím bylo dotčeno právo zjišťovat přestupky stejné povahy, přiznaném vnitrostátním právem úředníkům smluvních stran. Výše uvedené protokoly mají před soudy dotyčných států stejnou váhu jako protokoly vypracované úředníky jednotlivých států, kvalifikovanými ke zjišťování přestupků stejné povahy.“.

Článek XVI

Do Úmluvy je vložen nový článek 18 tohoto znění:

„Článek 18

1. Oběh publikací a ostatních nosičů informací odesílaných Organizací nebo jí určených a odpovídajících jejím oficiálním činnostem nepodléhá žádným omezením.

2. Pro své oficiální zprávy a přepravu všech svých dokumentů se Organizace těší stejným výhodám, jaké jednotlivé smluvní strany přiznávají podobným mezinárodním organizacím.“.

Článek XVII

Článek 20 Úmluvy se ruší a články 21, 22 a 23 se stávají články 19, 20 a 21. V odstavci 4 bývalého článku 22 je odkaz na článek 36 stanov Agentury nahrazen odkazem na článek 25 stanov.

Článek XVIII

Článek 24 Úmluvy se stává článkem 22 v tomto znění:

„Článek 22

1. Agentura může přijmout do služeb kvalifikované osoby, které jsou státními příslušníky smluvních stran.
2. Členové personálu Organizace a jejich rodinní příslušníci, žijící s nimi ve společné domácnosti, požívají výjimek z ustanovení omezujících přistěhovalectví a upravujících registraci cizinců, které jsou přiznávány členům personálu podobných mezinárodních organizací.
 3. a) V době mezinárodní krize přiznávají smluvní strany členům personálu Organizace a jejich rodinným příslušníkům, žijícím s nimi ve společné domácnosti, stejné možnosti repatriace, jaké jsou přiznávány personálu ostatních mezinárodních organizací;
 - b) Závazky personálu Organizace vůči ní nejsou ustanovením písmene a) dotčeny.
4. Výjimky z ustanovení odstavců 1 a 2 tohoto článku mohou být udělovány jen z důvodů veřejného pořádku, veřejné bezpečnosti a veřejného zdraví.
5. Členové personálu Organizace
 - a) jsou osvobozeni od cel a celních poplatků jiných, než jsou poplatky a daně z poskytovaných služeb, z dovozu osobních věcí, nabytku či jiných použitých předmětů pro domácnost, které si přivezou z ciziny při svém prvním usazení, a ze zpětného vývozu stejných věcí, nabytku a předmětů při skončení své funkce;
 - b) když se ujímají své funkce na území některé ze smluvních stran, mohou bez cla dočasně dovézt svůj osobní automobil a poté jej, nejpozději na konci své služby, opět bezcelně vyvézt, v obou případech však s výhradou podmínek považovaných vládou dotyčné smluvní strany za potřebné v každém jednotlivém případě;
 - c) požívají nedotknutelnosti všech svých dokladů a oficiálních dokumentů.
6. Smluvní strany nemají povinnost poskytovat svým vlastním státním příslušníkům výhody uvedené pod písmeny a) a b) výše uvedeného odstavce 5.
7. Generální ředitel Agentury kromě výhod, výjimek a úlev, kterým se těší personál Organizace, požívá právní imunity za své činy, včetně svých slovních a písemných projevů, učiněných v rámci své oficiální činnosti; tato imunita se nevztahuje na porušení předpisů silniční dopravy ani na škody způsobené vozidlem, které mu patří nebo které řídil.
8. Dotčené vlády učiní veškerá opatření užitečná pro zajištění volného převodu čistých mezd.“.

Článek XIX

Do Úmluvy je vložen nový článek 23 tohoto znění:

„Článek 23

Zástupci smluvních stran při výkonu svých funkcí a při svých cestách do nebo z místa schůze požívají nedotknutelnosti všech svých dokladů a oficiálních dokumentů.“.

Článek XX

Do Úmluvy se vkládá nový článek 24 tohoto znění:

„Článek 24

Z důvodu vlastního režimu sociálního zabezpečení Organizace jsou Organizace, generální ředitel a členové personálu Organizace zproštěni povinnosti platit jakékoli příspěvky národním orgánům sociálního zabezpečení, aniž by tím byly dotčeny dohody mezi Organizací a nějakou smluvní stranou, existující při vstupu Protokolu otevřeného k podpisu stranám v Bruselu roku 1981 v platnost.“.

Článek XXI

Článek 26 Úmluvy je nahrazen těmito ustanoveními:

„Článek 26

1. a) Zařízení Organizace jsou nedotknutelná. Majetek a aktiva Organizace jsou vyňaty z jakéhokoli vy-
máhání, vyvlastnění a zabavení.
b) Archivy Organizace a veškeré jí patřící oficiální doklady a dokumenty jsou nedotknutelné, ať se
nalézají kdekoli.
2. Majetek a aktiva Organizace nemohou být zabavena ani být předmětem nuceného výkonu rozhodnutí,
pokud to není z rozhodnutí soudu. Zařízení Organizace však nemohou být zabavena ani nemohou být předmě-
tem nuceného výkonu rozhodnutí.
3. Nicméně za účelem soudního vyšetřování či zabezpečení výkonu soudního rozhodnutí na svém státním
území mají příslušné orgány státu, ve kterém se nachází sídlo Organizace, a ostatních států, kde se nacházejí
dotyčná zařízení a archivy, po vyrozumění generálního ředitele Agentury, právo přístupu do zařízení a archivů
Organizace.“.

Článek XXII

Článek 28 Úmluvy se ruší.

Článek XXIII

Článek 29 Úmluvy se stává článkem 28 tohoto znění:

„Článek 28

V případě, že Organizace bude plnit úkoly uvedené pod písmenem b) odstavce 2 článku 2, budou mezi-
národní dohody a vnitrostátní předpisy týkající se přístupu, přeletu a bezpečnosti území smluvních stran pro
Agenturu závazné a ta učiní veškerá opatření potřebná pro jejich uplatňování.“.

Článek XXIV

Článek 30 Úmluvy se stává článkem 29 tohoto znění:

„Článek 29

V případě, že Organizace bude plnit úkoly uvedené pod písmenem b) odstavce 2 článku 2, je Agentura
povinná poskytnout smluvním stranám, které o to požádají, všechny informace týkající se letadel, které jí jsou při
výkonu její funkce známa, aby tak umožnila uvedeným smluvním stranám kontrolovat uplatňování mezinárod-
ních dohod a vnitrostátních předpisů.“.

Článek XXV

Článek 32 Úmluvy se stává článkem 30.

Článek XXVI

Článek 33 Úmluvy se stává článkem 31.

Článek XXVII

Článek 34 Úmluvy se stává článkem 32; jeho odstavec 3 je nahrazen těmito ustanoveními:

„3. Nicméně ustanovení článků 1, 11, 19 a 20 přiložených stanov nemohou být Komisí pozměňována.“.

Článek XXVIII

Článek 35 Úmluvy se stává článkem 33 tohoto znění:

„Článek 33

V případě krize nebo války nemohou být ustanovení této Úmluvy na újmu volnosti jednání dotčených
smluvních stran.“.

Článek XXIX

Článek 36 Úmluvy se stává článkem 34.

Článek XXX

Článek 38 Úmluvy je zrušen.

Článek XXXI

Článek 39 Úmluvy se stává článkem 35. Jeho odstavce 1 a 2 jsou nahrazeny těmito ustanoveními:

„1. Platnost této Úmluvy, ve znění pozměněném Protokolem otevřeným k podpisu stranám v Bruselu roku 1981, se prodlužuje o dobu dvaceti let, počínaje dnem vstupu výše uvedeného Protokolu v platnost.

2. Platnost Úmluvy bude automaticky prodlužována vždy o další pětileté období, pokud některá ze smluvních stran neprojeví písemným oznámením zaslaným vládě Belgického království alespoň dva roky před uplynutím běžného období svůj úmysl Úmluvu ukončit. Vláda Belgického království bude informovat ostatní státy, které jsou stranami Úmluvy, o tomto oznámení.“

Článek XXXII

Článek 40 Úmluvy se ruší.

Článek XXXIII

Článek 41 Úmluvy se stává článkem 36. Jeho odstavce 1 a 4 jsou nahrazeny těmito ustanoveními:

„1. Přistoupení jakéhokoli státu, který není signatářem Protokolu otevřeného podpisu stranám v Bruselu roku 1981, k této Úmluvě ve znění pozměněném uvedeným Protokolem podléhá:

- a) jednomyslnému souhlasu Komise;
- b) současným, dotýčným státem učiněným, uložením listiny o přístupu k Mnohostranné úmluvě o letových poplatcích, otevřené k podpisu stranám v Bruselu roku 1981.

2. Přistoupení nabyde účinnosti prvního dne druhého měsíce následujícího po uložení listiny o přístupu.“

Článek XXXIV

Článek 42 Úmluvy se ruší.

Článek XXXV

Příloha I Úmluvy, týkající se stanov Agentury, je nahrazena přílohou 1 tohoto Protokolu.

Článek XXXVI

Příloha II Úmluvy je nahrazena přílohou 2 tohoto Protokolu nazvanou „Letové informační oblasti (článek 3 Úmluvy)“.

Článek XXXVII

Podpisový protokol Úmluvy se ruší.

Článek XXXVIII

Dodatkový protokol k Úmluvě, podepsaný v Bruselu 6. července 1970, pozměněný Protokolem podepsaným v Bruselu 21. listopadu 1978, se mění takto:

1. Odkazy na články 21 a 22 Úmluvy a na odstavec 1 článku 22 Úmluvy obsažené v odstavci 1 článku 1 Protokolu z roku 1970 se nahrazují odkazy na články 19 a 20 Úmluvy pozměněné Protokolem otevřeným k podpisu stranám v Bruselu roku 1981, a na odstavec 1 článku 20 Úmluvy pozměněné výše uvedeným Protokolem.

2. Za účelem provádění článku 2 Protokolu z roku 1978 se odkaz na článek 14 stanov Agentury v odstavci 1 článku 3 Protokolu z roku 1970 nahrazuje odkazem na článek 12 stanov Agentury uvedený v příloze 1 k Úmluvě pozměněné Protokolem otevřeným k podpisu stranám v Bruselu roku 1981.

3. Odkaz na článek 33 Úmluvy v článku 5 Protokolu z roku 1970 se nahrazuje odkazem na článek 31 Úmluvy pozměněné Protokolem otevřeným k podpisu stranám v Bruselu roku 1981.

4. Odkaz na článek 41 Úmluvy uvedený v odstavcích 1 a 2 článku 8 Protokolu z roku 1970 se nahrazuje odkazem na článek 36 Úmluvy pozměněné Protokolem otevřeným k podpisu stranám v Bruselu roku 1981.

Článek XXXIX

Přechodná ustanovená týkající se přechodu z režimu Úmluvy na režim Úmluvy pozměněné tímto Protokolem jsou předmětem přílohy 3 tohoto Protokolu.

Článek XL

1. Tento Protokol zůstává otevřen pro přistoupení všech členských států Úmluvy do 28. února 1981. Před svým vstupem v platnost je rovněž otevřen k podpisu kteréhokoli dalšího státu pozvaného na diplomatickou konferenci, během níž byl Protokol přijat, a kteréhokoli dalšího státu, který bude jednomyslným rozhodnutím Stálé komise oprávněn jej podepsat.

2. Tento Protokol podléhá ratifikaci. Ratifikační listiny budou uloženy u vlády Belgického království.

3. Tento Protokol vstoupí v platnost 1. března 1983, pokud ho všechny členské státy Úmluvy ratifikují před tímto datem. Nebude-li tato podmínka splněna, vstoupí v platnost 1. července nebo 1. ledna následujícího po uložení poslední ratifikační listiny, podle toho, zda k uložení dojde v průběhu prvního nebo druhého pololetí roku.

4. Pro každý signatářský stát tohoto Protokolu, který není účastníkem Úmluvy a jehož ratifikační listina bude uložena po datu vstupu tohoto Protokolu v platnost, vstoupí Protokol v platnost prvního dne druhého měsíce následujícího po datu uložení ratifikační listiny.

5. Každý stát, který je signatářem tohoto Protokolu, ale není smluvní stranou Úmluvy, se ratifikací Protokolu stane rovněž členem Úmluvy pozměněné Protokolem.

6. Vláda Belgického království oznámí vládám ostatních států, které jsou smluvními stranami Úmluvy, a vládě každého signatářského státu tohoto Protokolu každý podpis, uložení každé ratifikační listiny i každé vstoupení tohoto Protokolu v platnost podle výše uvedených odstavců 3 a 4.

Článek XLI

Ratifikace tohoto Protokolu je považována také za ratifikaci Mnohostranné úmluvy o letových poplatcích otevřené k podpisu v roce 1981.

Článek XLII

Úmluva a tento Protokol tvoří jedinou listinu, nazvanou „Mezinárodní úmluva o spolupráci pro bezpečnost letecké navigace EUROCONTROL, pozměněná v Bruselu roku 1981“.

Článek XLIII

Vláda Belgického království nechá zaregistrovat tento Protokol u Generálního tajemníka Spojených národů v souladu s článkem 102 Charty Spojených národů a u Rady Mezinárodní organizace pro civilní letectví v souladu s článkem 83 Úmluvy o mezinárodním civilním letectví, podepsané v Chicagu 7. prosince 1944.

NA DŮKAZ TOHO níže podepsaní zplnomocnění zástupci po předložení svých plných mocí, které byly shledány jako platné a formálně v pořádku, podepsali tento Protokol.

VYHOTOVENO v Bruselu 12. února 1981 v jazyce německém, anglickém, francouzském, holandském a portugalském, v jediném vyhotovení, které zůstane uloženo v archivu vlády Belgického království, která předá ověřenou kopii vládám ostatních signatářských států. V případě jakéhokoli rozporu mezi texty je rozhodující text ve francouzském jazyce.

PŘÍLOHA 1 STANOVY AGENTURY

Článek 1

Agentura zřízená článkem 1 Úmluvy se řídí těmito stanovami.

Článek 2

1. Agentura je orgánem pověřeným plněním úkolů, které jí jsou svěřeny Úmluvou nebo Komisí.
2. Při zajišťování letových navigačních služeb sleduje Agentura tyto cíle:
 - a) zabránit srážkám mezi letadly;
 - b) zabezpečovat uspořádaný a rychlý tok letového provozu;
 - c) poskytovat rady a informace užitečné pro bezpečné a účinné uskutečňování letů;
 - d) alarmovat příslušné orgány, pokud letadla potřebují pomoc pátracích a záchranných služeb, a poskytovat těmto orgánům potřebnou součinnost.
3. Agentura nasazuje prostředky potřebné pro provádění svých úkolů a zabezpečuje jejich řádné fungování.
4. Za tímto účelem Agentura úzce spolupracuje s vojenskými orgány, aby co nejúčinněji a nejehospodárněji uspokojovala potřeby letového provozu a zvláštní potřeby vojenského letectví.
5. Pro naplňování svého poslání může zejména, s výhradou podmínek uvedených níže v odstavci 2 článku 7, také budovat a provozovat budovy a zařízení, které potřebuje, zejména výzkumná a zkušební střediska pro letový provoz, pro uspořádání toků letového provozu a školy sloužících ke zdokonalování a specializaci pracovníků letových navigačních služeb. Nakolik je to možné, obrací se nicméně na národní technické služby a používá stávajících národních zařízení, aby se předešlo jakékoli duplicitě.

Článek 3

S výhradou pravomocí přiznaných Komisi je Agentura spravována Správním výborem dále zde nazývaným „Výbor“ a generálním ředitelem.

Článek 4

1. Výbor je složen ze zástupců každé ze smluvních stran, které mohou jmenovat několik zástupců, zejména aby umožnily zastoupení zájmů civilního letectví a národní obrany, z nichž však pouze jeden je oprávněn hlasovat. Ten je vysokým úředníkem, vykonávajícím ve své zemi odpovědnou funkci na poli letecké navigace. Každý zástupce má svého náhradníka, který jej v případě zaneprázdnění platně zastupuje.
2. Pro uplatňování ustanovení písmene l) odstavce 1 článku 2 Úmluvy je Výbor rozšířen o zástupce států, které nejsou členy Organizace, avšak jsou stranami Mnohostranné úmluvy o letových poplatcích. Rozšířený výbor přijímá rozhodnutí za podmínek stanovených touto dohodou.
3. Jestliže jiné dohody, uzavřené Organizací se třetími státy podle odstavce 1 článku 2 Úmluvy, obsahují ustanovení se stejným účelem, zejména pokud jde o uspořádání toků letového provozu, bude Výbor rozšířen a bude přijímat rozhodnutí za podmínek uvedených v těchto dohodách.

Článek 5

1. Výbor je usnášeníschopný za přítomnosti všech zástupců smluvních stran majících hlasovací právo nebo při absenci jednoho z nich.
2. Není-li tohoto počtu dosaženo, projednání se odloží na pozdější zasedání, které se svolá nanovo a může se konat nejdříve deset dnů po předchozím zasedání; pro toto druhé zasedání se vyžaduje alespoň polovina zástupců majících hlasovací právo.

Článek 6

1. Výbor vypracuje svůj jednací řád, který stanoví zejména pravidla, jimiž se řídí volba předsedy a místopředsedy a jmenování tajemníka.
2. Jednací řád obsahuje ustanovení o neslučitelnostech s výkonem funkce. Kromě toho stanoví, že pozvánky na zasedání budou zasílány dopisem nebo v naléhavém případě telegramem a budou obsahovat pořad jednání.
3. Řád podléhá schválení Komisí.

Článek 7

1. Výbor rozhoduje o uspořádání Agentury, které musí navrhnout generální ředitel.
2. Výbor nicméně předkládá Komisi ke schválení opatření, která je třeba přijmout na základě odstavce 5 výše uvedeného článku 2.

Článek 8

Výbor předkládá každoročně Komisi zprávu o činnosti a o finanční situaci Organizace.

Článek 9

1. Výbor vypracovává na žádost Komise investiční a pracovní programy na několik let. Ty podléhají schválení Komisí.
2. S cílem jejich předložení ke schválení Komisi, která rozhoduje v souladu s Úmluvou, Výbor zejména:
 - a) připravuje program úkolů podle písmen a), e), f) a j) odstavce 1 článku 2 Úmluvy;
 - b) vypracovává společné dlouhodobé cíle podle písmene b) odstavce 1 článku 2 Úmluvy;
 - c) zkoumá programy výzkumu a vývoje podle písmene g) odstavce 1 článku 2 Úmluvy;
 - d) vypracovává společné střednědobé plány podle písmene c) odstavce 1 článku 2 Úmluvy a společnou politiku v oblasti pozemních a palubních systémů, jakož i programy 1 vzdělávání personálu podle písmene d) odstavce 1 téhož článku;
 - e) schvaluje dohody podle článku 2 Úmluvy;
 - f) provádí studie podle písmen h) a i) odstavce 1 článku 2 Úmluvy.
3. V mezích pověření případně uděleného Komisí podle odstavce 3 článku 11 Úmluvy přijímá Výbor rozhodnutí o zahájení jednání s cílem uzavření dohod podle článku 2 Úmluvy a popřípadě schvaluje vyjednané dohody.

Článek 10

Výbor vypracovává a předkládá Komisi ke schválení:

- řád pro výběrová řízení a uzavírání obchodů, týkajících se dodávek zboží a služeb Organizaci, a podmínky, jimiž se tyto obchody řídí;
- soupis obecných předpisů vztahujících se na obchody, týkající se poskytování služeb Organizací.

Článek 11

Výbor vypracovává a předkládá Komisi ke schválení finanční řád, který upravuje zejména účetní postupy, které je nezbytné dodržovat v oblasti příjmů a výdajů, podmínky upravující placení příspěvků jednotlivými státy a podmínky, za jakých si může Organizace brát půjčky.

Článek 12

1. Výbor vypracovává a Komisi ke schválení předkládá personální předpisy Agentury:
 - tyto předpisy obsahují zejména ustanovení týkající se státní příslušnosti personálu, mzdových tabulek, důchodů, neslučitelností s výkonem úřadu, služebního tajemství, kontinuity služebního poměru;
 - upřesňuje, které funkce nelze kumulovat s žádnými jinými bez zvláštního povolení generálního ředitele.
2. Rozhodování o sporech mezi Organizací a pracovníky Agentury spadá výhradně do kompetence Správního soudu Mezinárodní organizace práce, jakákoli jiná jurisdikce, vnitrostátní i mezinárodní, je vyloučena.

Článek 13

1. Agentura je oprávněna získávat zaměstnance přímo pouze tehdy, jestliže smluvní strany nejsou schopny jí dát k dispozici kvalifikovaný personál. Agentura se však může dohodnout se státy, které nejsou členy Organizace, o zaměstnávání kvalifikovaného personálu těchto států v rámci uplatnění dohod uváděných v odstavcích 2 a 3 článku 5 Úmluvy.
2. Během svého zaměstnání v Agentuře podléhají zaměstnanci poskytnutí státní správou jednotlivých států předpisům upravujícím postavení zaměstnanců Agentury, aniž by tím byly dotčeny výhody služebního postupu, které zaručují vnitrostátní předpisy.
3. Zaměstnanci poskytnutí správními úřady své země mohou být těmto úřadům kdykoli dáni zpět k dispozici, aniž by toto opatření mělo disciplinární povahu.

Článek 14

1. Výbor se usnáší váženou většinou.
2. Váženou většinou se rozumí více než polovina odevzdaných hlasů, přičemž:
 - tyto hlasy mají váhu uvedenou v článku 8 Úmluvy;
 - tyto hlasy představují většinu hlasujících smluvních stran.
3. V případě rovnosti hlasů předseda rozhodne, že se provede během téže schůze druhé hlasování, anebo že návrh zanese na pořad jednání nové schůze, jejíž datum určí. Pokud při této nové schůzi opět dojde k rovnosti hlasů, rozhodne hlas předsedy.

Článek 15

1. Generální ředitel je jmenován na dobu pěti let Výborem, jednajícím za podmínek stanovených v odstavci 2 článku 14, s výhradou, že většina vypočtená podle tohoto odstavce uvedeného článku dosáhne 70 % odevzdaných vážených hlasů. Mandát generálního ředitele je obnovitelný za stejných podmínek.
2. Generální ředitel zastupuje Organizaci při soudních řízeních a ve všech občanskoprávních úkonech.
3. Kromě toho, v souladu s všeobecnou politikou určenou Výborem a Komisí, generální ředitel:
 - a) dbá na výkonnost Agentury;
 - b) jmenuje členy personálu a ukončuje jejich službu za podmínek stanovených personálními předpisy,
 - c) sjednává půjčky s dobou splatnosti do jednoho roku, za podmínek stanovených finančním řádem a v mezích stanovených za tímto účelem Komisí;
 - d) uzavírá smlouvy o dodávkách a prodeji zboží a služeb za podmínek určených předpisy podle článku 10 a v mezích stanovených k tomuto účelu Komisí.
4. Generální ředitel vykonává svou funkci, aniž by musel své kroky předem hlásit Výboru, ale v každém případě Výbor informuje o všech opatřeních přijatých na základě výše uvedených pravomocí.
5. Výbor určuje podmínky, za jakých může být generální ředitel nahrazen v případě, že nemůže vykonávat svou funkci.

Článek 16

1. Všechny příjmy a výdaje Agentury musí být předmětem odhadů na jednotlivé rozpočtové roky.
2. Rozpočet musí být vyvážený z hlediska příjmů a výdajů. Příjmy a výdaje Agentury týkající se výzkumných a zkušebních středisek, škol a všech dalších organizací vytvořených na základě odstavce 5 výše uvedeného článku 2 se podrobně rozepíší v samostatném výkazu.
3. Finanční řád podle výše uvedeného článku 11 určuje podmínky odhadování, plnění a kontroly příjmů a výdajů, aniž by tím byla dotčena ustanovení těchto stanov.

Článek 17

1. Rozpočtový rok začíná 1. ledna a končí 31. prosince.
2. Předpovědi pro jednotlivé rozpočtové roky předkládá Výbor Komisi ke schválení nejpozději 31. října každého roku.

Článek 18

Výbor předloží Komisi ke schválení návrhy na způsob předkládání rozpočtu a návrh účetní veličiny, která bude používána.

Článek 19

1. Aniž by tím byla dotčena ustanovení níže uvedeného odstavce 2, roční příspěvky jednotlivých smluvních stran do rozpočtu se pro každý rozpočtový rok určují podle tohoto vzorce:
 - a) první část, ve výši 30 % příspěvku, se vypočítá úměrně hrubému domácímu produktu smluvní strany, jak je definován níže v odstavci 3;
 - b) druhá část, ve výši 70 % příspěvku, se vypočítá úměrně velikosti základu poplatků za užívání letových cest, připadajícího na dotyčnou smluvní stranu, jak je definován níže v odstavci 4.
2. Žádná ze smluvních stran není povinna zaplatit v daném rozpočtovém roce příspěvek, který by překročil 30 % celkové částky příspěvků smluvních stran. Pokud by příspěvek jedné ze smluvních stran vypočtený podle výše uvedeného odstavce 1 překročil 30 %, bude přebytek rozdělen mezi ostatní smluvní strany podle pravidel stanovených ve zmíněném odstavci.

3. V úvahu se bere hrubý domácí produkt podle statistik vyhotovených Organizací pro hospodářskou spolupráci a rozvoj – nebo, pokud jich není, podle statistik kterékoliv jiné organizace skýtající rovnocenné záruky a určené na základě rozhodnutí Komise – přičemž se vypočítá aritmetický průměr za poslední tři roky, pro které jsou tyto statistiky k dispozici. Hodnota hrubého domácího produktu bude vypočtena na základě nákladových faktorů a současných cen vyjádřených v evropských zúčtovacích jednotkách.

4. Jako základ poplatků za užívání letových cest se bere v úvahu základ stanovený pro předposlední rok před dotčným rozpočtovým rokem.

Článek 20

1. Organizace si může na mezinárodních finančních trzích vypůjčit zdroje nezbytné pro plnění svých úkolů.

2. Organizace může emitovat půjčky na finančních trzích některé smluvní strany v rámci vnitrostátních předpisů vztahujících se na emitování vnitřních půjček, a pokud takové předpisy nejsou, se souhlasem dotčné smluvní strany.

3. Finanční řád stanoví postupy, podle nichž Organizace sjednává a splácí půjčky.

4. Každý rozpočet stanoví maximální částku, kterou si Organizace může půjčit v průběhu roku krytého dotčným rozpočtem.

5. V oblastech, které má na zřeteli tento článek, jedná Organizace v dohodě s příslušnými orgány smluvních stran nebo s jejich emisní bankou.

Článek 21

Pokud to okolnosti vyžadují, může být rozpočet během rozpočtového roku revidován podle pravidel stanovených pro jeho sestavování a jeho schvalování.

Článek 22

1. Účty všech příjmů a výdajů rozpočtu zkoumá každý rok kontrolní mise tvořená dvěma odbornými úředníky ze státní správy smluvních stran. Tyto úředníky, kteří musí být navzájem odlišné státní příslušnosti, jmenuje Komise na návrh Výboru podle písmene b) odstavce 2 článku 6 Úmluvy. Výdaje týkající se kontrolní mise nese Organizace.

2. Prověřování, které se provádí podle dotčných dokladů a v případě potřeby přímo na místě, má zjistit řádnost příjmů a výdajů a ujistit se o dobré finanční správě. Kontrolní mise zašle po závěrce každého roku Komisi zprávu.

Článek 23

1. Služební oddělení Agentury mohou být na žádost Komise, jednající z vlastní iniciativy nebo na žádost Výboru či generálního ředitele, předmětem administrativních a technických inspekcí.

2. Tyto inspekce provádí úředníci státní správy smluvních stran. Každá inspekční mise je tvořena přinejmenším dvěma osobami navzájem odlišné státní příslušnosti. Každá inspekční mise musí, pokud je to možné, obsahovat jednu osobu, která se zúčastnila předchozí inspekce.

Článek 24

Výbor stanoví pracovní jazyky Agentury.

Článek 25

Agentura vydává publikace potřebné pro své fungování.

Článek 26

Výbor předkládá Komisi ke schválení všechny změny stanov, které se mu zdají potřebné, s výhradou ustanovení odstavce 3 článku 32 Úmluvy.

PŘÍLOHA 2**Letové informační oblasti
(článek 3 Úmluvy)**

Smluvní strany	Letové informační oblasti
Spolková republika Německo	Horní letová informační oblast Hannover Horní letová informační oblast Rýn Letová informační oblast Brémy Letová informační oblast Düsseldorf Letová informační oblast Frankfurt Letová informační oblast Mnichov
Belgické království Velkovévodství Lucemburské	Horní letová informační oblast Brusel Letová informační oblast Brusel
Francouzská republika	Horní letová informační oblast Francie Letová informační oblast Paříž Letová informační oblast Brest Letová informační oblast Bordeaux Letová informační oblast Marseille
Spojené království Velké Británie a Severního Irska	Horní letová informační oblast Skotsko Letová informační oblast Skotsko Horní letová informační oblast Londýn Letová informační oblast Londýn
Irsko	Horní letová informační oblast Shannon Letová informační oblast Shannon
Nizozemské království	Letová informační oblast Amsterdam
Portugalská republika	Horní letová informační oblast Lisabon Letová informační oblast Lisabon Letová informační oblast Santa Maria

PŘÍLOHA 3

**Přechodná ustanovení
o přechodu z režimu Mezinárodní úmluvy o spolupráci
pro bezpečnost letecké navigace „EUROCONTROL“
ze 13. prosince 1960
do režimu Úmluvy pozměněné tímto Protokolem**

Článek 1

Definice

V této příloze:

- se pod pojmem „sedm států“ rozumí Spolková republika Německo, Belgické království, Francouzská republika, Spojené království Velké Británie a Severního Irska, Irsko, Lucemburské velkovévodství a Nizozemské království;
- se pod pojmem „čtyři státy“ rozumí Spolková republika Německo, Belgické království, Lucemburské velkovévodství a Nizozemské království;
- se pod pojmem „přechodné období“ rozumí období, které trvá od data vstupu tohoto Protokolu v platnost do chvíle, kdy Komise přijme na návrh čtyř států jednomyslným souhlasem sedmi států řešení budoucnosti Střediska v Maastrichtu a rozhodne o jeho vybudování.

Článek 2

Středisko řízení v Maastrichtu

1. Během přechodného období platí níže uvedená ustanovení tohoto článku.
2. a) Za Středisko řízení v Maastrichtu, včetně zaměstnanců, bude nadále odpovídat Organizace, v jejímž vlastnictví zůstane.
b) Středisko bude i nadále zajišťovat letové provozní služby ve vzdušném prostoru, který mu byl svěřen na základě Úmluvy z 13. prosince 1960. Při výkonu těchto funkcí Organizace uplatňuje ustanovení odstavců 10 až 15 tohoto článku.
c) Provozní výdaje související s těmito funkcemi ponese čtyři státy; klíč k jejich rozdělení si dohodnou mezi sebou.
3. Sedm států přispívá na investiční náklady Střediska řízení v Maastrichtu, schválené před vstupem tohoto Protokolu v platnost, a to úměrně velikosti svých hrubých domácích produktů definovaných v odstavci 3 článku 19 přílohy 1.
4. a) Příspěvek sedmi států na základě uvedeném v odstavci 3 se omezuje na financování nových investic v Maastrichtu, které jsou nezbytné k udržení úrovně schválených zařízení a služeb do data vstupu tohoto Protokolu v platnost nebo k udržení úrovně bezpečnosti.
b) Výjimkou z ustanovení článku 7 Úmluvy rozhodnutí o těchto investicích přijímají Výbor a Komise většinou hlasů sedmi států, přičemž se rozumí:
 - že tyto hlasy podléhají vážení uvedenému v tabulce v dalším odstavci,
 - a že tyto hlasy zastupují alespoň pět států ze sedmi.
- c) Tabulka vážení hlasů zmíněná výše pod písmenem b) vypadá takto:

TABULKA VÁŽENÍ HLASŮ
HRUBÝ DOMÁCÍ PRODUKT
hodnocení podle ceny faktorů výroby
a podle běžných cen v miliardách francouzských franků

	počet hlasů
Méně než 10	1
od 10 včetně do 20 vyjma	2
od 20 včetně do 30 vyjma	3
od 30 včetně do 46 a 2/3 vyjma	4
od 46 a 2/3 včetně do 63 a 1/3 vyjma	5
od 63 a 1/3 včetně do 80 vyjma	6
od 80 včetně do 110 vyjma	7
od 110 včetně do 140 vyjma	8
od 140 včetně do 200 vyjma	9
od 200 včetně do 260 vyjma	10
od 260 včetně do 320 vyjma	11
od 320 včetně do 380 vyjma	12

a tak dále, přičemž jeden hlas přibude vždy za dalších 60 miliard francouzských franků nebo i část této částky.

5. Částka ekvivalentní příjmům pocházejícím z poplatků za užívání letových cest, vztahujících se k částkám ročních odpisů včetně úrokového zatížení z titulu kapitálových výdajů, uskutečněných ve Středisku v Maastrichtu, jde na vrub čtyř států, které si dohodnou klíč, podle něhož si ji rozdělí. Tato částka bude převáděna sedmi státům úměrně průměru jejich příspěvků do investičních rozpočtů v letech 1974 až 1980 na investice financované před 31. prosincem 1980 a jejich skutečným příspěvkům na investice financované po tomto datu.

6. a) Počínaje datem vstupu tohoto Protokolu v platnost radarová zařízení a vysílače a přijímače tvořící nedílnou součást systému Střediska Maastricht a sloužící k zabezpečování letových provozních služeb přejdou do vlastnictví států, kde jsou umístěny.

b) Tyto státy je odkoupí za hodnotu, která bude k tomuto datu zbývat po odpisech. Výnos z prodeje bude rozdělen mezi sedm států úměrně průměru jejich příspěvků do investičních rozpočtů v letech 1974 až 1980 na investice financované před 31. prosincem 1980 a jejich skutečným příspěvkům na investice financované po tomto datu.

7. Zařízení, vybavení a technické služby, které užívají vojenské úřední orgány Spolkové republiky Německo na základě Dohody o spoluumístění jednotek německých vzdušných sil ve Středisku v Maastrichtu, uzavřené 3. listopadu 1977 mezi vládou Spolkové republiky Německo a EUROCONTROL, budou i nadále dávány k dispozici těmto vojenským úředním orgánům.

8. Výdaje zapsané do rozpočtu Organizace, týkající se investičních nákladů na Středisko v Maastrichtu a nesené sedmi státy, jsou uvedeny ve zvláštní příloze k rozpočtu.

9. Výdaje zapsané do ročního rozpočtu Organizace, týkající se nákladů na chod a údržbu Střediska v Maastrichtu a nesené čtyřmi státy, jsou uvedeny ve zvláštní příloze k rozpočtu.

10. Smluvní strany učiní v rámci své kompetence, a zejména pokud se týká přidělování rádiových frekvencí, opatření potřebná k tomu, aby Organizace mohla provádět všechny úkony odpovídající předmětu její činnosti.

11. a) Aby plnila své poslání, uplatňuje Agentura na řízení letového provozu předpisy platné na územích smluvních stran a ve vzdušných prostorech, pro něž byly těmto stranám svěřeny letové provozní služby na základě mezinárodních dohod, jichž jsou stranami.

b) V případě problémů s uplatňováním ustanovení uvedených výše pod písmenem a) se Agentura obrátí na Komisi, která doporučí smluvním stranám veškerá užitečná opatření.

12. Při výkonu svého poslání v mezích práv udělených letovým provozním službám dává Agentura velitelům letadel všechny potřebné instrukce. Ti jsou povinni se jimi řídit, kromě případů zásahů vyšší moci uvedených v předpisech zmíněných výše v odstavci 11.

13. Porušení letových navigačních předpisů, k nimž došlo v prostoru, kde byly letové provozní služby svěřeny Agentuře, zaznamenávají do protokolů pracovníci Agenturou tímto pověřeni, aniž by tím bylo dotčeno právo zjišťovat přestupky stejné povahy, přiznané vnitrostátním právem úředníkům smluvních stran. Výše uvedené protokoly mají před soudy dotyčných států stejnou váhu jako protokoly vypracované úředníky jednotlivých států, kvalifikovanými ke zjišťování přestupků stejné povahy.

14. Mezinárodní dohody a vnitrostátní předpisy týkající se přístupu, přeletu a bezpečnosti území smluvních stran jsou pro Agenturu závazné a ta činí veškerá opatření potřebná pro jejich uplatňování.

15. Aby smluvní strany měly možnost kontrolovat uplatňování vnitrostátních předpisů a mezinárodních

dohod, je Agentura povinna podávat smluvním stranám, které o to požádají, veškeré informace týkající se letadel, které jsou jí známy z výkonu jejich funkcí.

Článek 3

Středisko řízení v Karlsruhe

Ke dni vstupu tohoto Protokolu v platnost se Spolková republika Německo stane vlastníkem Střediska řízení v Karlsruhe, které koupí za jeho hodnotu, která k tomuto datu bude zbývat po odpisech. Výnos z prodeje bude rozdělen mezi sedm států úměrně průměru jejich příspěvků do investičních rozpočtů v letech 1974 až 1980 na investice financované před 31. prosincem 1980 a jejich skutečným příspěvkům na investice financované po tomto datu.

Článek 4

Zařízení umístěná v Irsku

Ode dne vstupu tohoto Protokolu v platnost se Irsko stane vlastníkem Střediska řízení v Shannonu, sekundárního radarového zařízení a radiotelefonních zařízení na Mont Gabriel a také sekundárního radarového zařízení ve Woodcock Hill. Po dobu čtyř následujících let budou příjmy získané z titulu poplatků za užívání letových cest, odpovídající ceně vzaté v úvahu pro odpisování těchto zařízení, rozdělovány mezi sedm států, a to úměrně průměru jejich příspěvků do investičních rozpočtů v letech 1974 až 1980 na investice financované před 31. prosincem 1980 a jejich skutečným příspěvkům na investice financované po tomto datu.

Článek 5

Zbytkové platby

1. Veškeré nároky na úhradu podle současných ustanovení, z titulu odpisu schválených nepřímých investic, zanikají ke dni vstupu tohoto Protokolu v platnost.

2. Platby, které mají být uhrazeny na základě rozhodnutí Organizace učiněných před vstupem tohoto Protokolu v platnost, budou po jeho vstupu v platnost nadále prováděny podle pravidel stanovených těmito rozhodnutími a uvádějí se ve zvláštních přílohách rozpočtu.

Článek 6

Přechodná rozpočtová ustanovení

1. Do tří měsíců od vstupu tohoto Protokolu v platnost bude sestaven rozpočet schvalovaný Komisí.

2. Tento rozpočet bude účinný zpětně ode dne vstupu tohoto Protokolu v platnost a skončí 31. prosince běžného roku.

3. Během doby sestavování rozpočtu, uvedené v prvním odstavci tohoto článku, může Komise vyzvat smluvní strany, aby složily přiměřené zálohy do provozních fondů.

4. Zálohy složené do provozních fondů budou zohledněny jakožto příspěvky stanovené podle článku 19 přílohy 1 tohoto Protokolu.



Vydává a tiskne: Tiskárna Ministerstva vnitra, p. o., Bartůňkova 4, pošt. schr. 10, 149 01 Praha 415, telefon: 272 927 011, fax: 974 887 395 – **Redakce:** Ministerstvo vnitra, Nad Štolou 3, pošt. schr. 21/SB, 170 34 Praha 7-Holešovice, telefon: 974 832 341 a 974 833 502, fax: 974 833 502 – **Administrace:** písemné objednávky předplatného, změny adres a počtu odebíraných výtisků – MORAVIAPRESS, a. s., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, telefon: 519 305 161, fax: 519 321 417. Objednávky ve Slovenské republice přijímá a titul distribuuje Magnet-Press Slovakia, s. r. o., Teslova 12, 821 02 Bratislava, tel.: 00421 2 44 45 46 28, fax: 00421 2 44 45 46 27. **Roční předplatné** se stanovuje za dodávku kompletního ročníku včetně rejstříku a je od předplatitelů vybíráno formou záloh ve výši oznámené ve Sbírce mezinárodních smluv. Závěrečné vyúčtování se provádí po dodání kompletního ročníku na základě počtu skutečně vydaných částek (první záloha na rok 2005 činí 1500,- Kč) – Vychází podle potřeby – **Distribuce:** MORAVIAPRESS, a. s., U Póny 3061, 690 02 Břeclav, celoroční předplatné – 516 205 176, 519 305 176, objednávky jednotlivých částek (dobírky) – 516 205 179, 519 305 179, objednávky-knihkupci – 516 205 161, 519 305 161, faxové objednávky – 519 321 417, e-mail – sbirky@moraviapress.cz, zelená linka – 800 100 314. **Internetová prodejna:** www.sbirkyzakonu.cz – **Drobný prodej – Benešov:** Oldřich HAAGER, Masarykovo nám. 231; **Brno:** Ing. Jiří Hrazdil, Vranovská 16, SEVT, a. s., Česká 14, Knihkupectví JUDr. Oktavián Kocián, Příkop 6, tel.: 545 175 080; **Břeclav:** Prodejna tiskovin, 17. listopadu 410, tel.: 519 322 132, fax: 519 370 036; **České Budějovice:** SEVT, a. s., Česká 3, tel.: 387 432 244; **Hradec Králové:** TECHNOR, Wonkova 432; **Hrdějovice:** Ing. Jan Fau, Dlouhá 329; **Cheb:** EFREX, s. r. o., Karlova 31; **Chomutov:** DDD Knihkupectví – Antikvariát, Ruská 85; **Kadaň:** Knihárství – Přibíková, J. Švermy 14; **Kladno:** eL VaN, Ke Stadionu 1953; **Klatovy:** Krameriovo knihkupectví, nám. Míru 169; **Liberec:** Podještědské knihkupectví, Moskevská 28; **Litoměřice:** Jaroslav Tvrdík, Lidická 69, tel.: 416 732 135, fax: 416 734 875; **Most:** Knihkupectví „U Knihomila“, Ing. Romana Kopková, Moskevská 1999; **Olomouc:** ANAG, spol. s r. o., Denisova č. 2, Zdeněk Chumchal – Knihkupectví Tycho, Ostružnická 3; **Opava:** FERRAM, a. s. prodejna KNIHA, Mezi trhy 3; **Ostrava:** LIBREX, Nádražní 14, Profesio, Hollarova 14, SEVT, a. s., Nádražní 29, Petr Greš, Markova 34; **Otrokovice:** Ing. Kuččíř, Jungmannova 1165; **Pardubice:** LEJHANEC, s. r. o., třída Míru 65; **Plzeň:** TYPOS, a. s. Úslavská 2, EDICUM, Vojanova 45, Technické normy, Lábkova pav. č. 5; **Praha 1:** Dům učebnic a knih Černá Labuť, Na Poříčí 25, FIŠER-KLEMENTINUM, Karlova 1, LINDE Praha, a. s., Opletalova 35, NEOLUXOR s. r. o., Václavské nám. 41; **Praha 2:** ANAG, spol. s r. o., nám. Míru 9 (Národní dům); **Praha 4:** SEVT, a. s., Jihlavská 405; **Praha 5:** SEVT, a. s., E. Peškové 14; **Praha 6:** PPP – Staňková Isabela, Puškinovo nám. 17; **Praha 7:** Donáška tisku, V Hájích 6; **Praha 8:** JASIPA, Zenklova 60, Specializovaná prodejna Sbírky zákonů, Sokolovská 35, tel.: 224 813 548; **Praha 9:** Abonentní tiskový servis-Ing. Urban, Jablonecká 362, po – pá 7 – 12 hod., tel.: 286 888 382, e-mail: tiskovy.servis@abonent.cz; **Praha 10:** BMSS START, s. r. o., Vinohradská 190; **Přerov:** Knihkupectví EM-ZET, Bartošova 9, Jana Honková – YAHOO-i-centrum, Komenského 38; **Sokolov:** KAMA, Kalousek Milan, K. H. Borovského 22, tel.: 352 303 402; **Šumperk:** Knihkupectví D & G, Hlavní tř. 23; **Tábor:** Milada Šimonová – EMU, Budějovická 928; **Teplice:** Knihkupectví L & N, Masarykova 15; **Trutnov:** Galerie ALFA, Bulharská 58; **Ústí nad Labem:** Severočeská distribuční, s. r. o., Havířská 327, tel.: 475 259 032, fax: 475 259 029, Kartoon, s. r. o., Solvayova 1597/3, Vazby a doplňování Sbírky zákonů včetně dopravy zdarma, tel.+fax: 475 501 773, www.kartoon.cz, e-mail: kartoon@kartoon.cz; **Zábřeh:** Mgr. Ivana Patková, Žižkova 45; **Žatec:** Prodejna U Pivovaru, Žižkovo nám. 76, Jindřich Procházka, Bezděkov 89 – Vazby Sbírky, tel.: 415 712 904. **Distribuční podmínky předplatného:** jednotlivé částky jsou expedovány neprodleně po dodání z tiskárny. Objednávky nového předplatného jsou vyřizovány do 15 dnů a pravidelné dodávky jsou zahajovány od nejbližší částky po ověření úhrady předplatného nebo jeho zálohy. Částky vyšlé v době od zaevidování předplatného do jeho úhrady jsou doposílány jednorázově. Změny adres a počtu odebíraných výtisků jsou prováděny do 15 dnů. **Reklamace:** informace na tel. číslech 516 205 174, 519 305 174. V písemném styku vždy uvádějte IČO (právnícká osoba), rodné číslo (fyzická osoba). **Podávání novinových zásilek** povoleno Českou poštou, s. p., Odštěpný závod Jižní Morava Ředitelství v Brně č. j. P/2-4463/95 ze dne 8. 11. 1995.